

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
SUBSTITUTION DE CERTAINES PEINES

A

L'EMPRISONNEMENT DE COURTE DURÉE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

LUCIEN MARCÉ

PARIS

IMPRIMERIE PAUL DUPONT

4, RUE DU BOULOI, 4

1898

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
SUBSTITUTION DE CERTAINES PEINES

A

L'EMPRISONNEMENT DE COURTE DURÉE

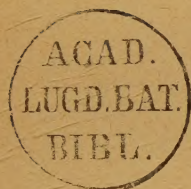
THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le samedi 11 juin 1898, à 1 heure

PAR

LUCIEN MARCÉ



Président : M. LE POITTEVIN

Suffragants : { MM. RENAULT, Professeur.
LAINÉ, Professeur.

PARIS
IMPRIMERIE PAUL DUPONT

4, RUE DU BOULOI, 4

1898

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- BENTHAM. — Théorie des peines et des récompenses. Paris 1840, passim.
- FILANGIERI. — La science de la législation. Paris 1840, liv. III, 2^e partie, ch. VIII. Trad. Benjamin Constant, t. II, p. 24 et suiv.
- ORTOLAN. — Eléments de Droit pénal. Paris 1886.
- BLANCHE. — Etudes pratiques sur le Code pénal, Paris 1861, t. I. Nouvelle édition.
- CHAUVEAU ET FAUSTIN HÉLIE. — Théorie du Code pénal. Paris, 6^e édit. 1887.
- TRÉBUTIEN. — Cours élémentaire de Droit criminel. Paris 1878.
- ROSSI. — Traité de Droit pénal. Paris 1872, liv. III, ch. VII ; t. II, p. 389 et suiv.
- DALLOZ. — Répertoire et Supplément, V^e Peine, Contrainte par corps. — Code Forestier annoté, notamment art. 210.
- SIREY. — Répertoire, v^e Amende.
- GARRAUD. — Traité théorique et pratique de Droit pénal français. Paris 1886.
- Précis de Droit criminel. Paris 1891.
- LABORDE. — Cours de Droit criminel. Paris 1891.
- MOLINIER. — Traité de Droit pénal. Paris 1893, t. I et II.
- GAROPALO. — La criminologie. Paris 1888, notamment 2^e partie, ch. IV
- FERRI. — La sociologie criminelle. Paris 1893, passim.

OUVRAGES SPÉCIAUX

- DURIEU. — Traité sous forme de règlements des poursuites en matière d'amendes et de condamnations pécuniaires. Paris 1876.
- CH. GÉRARD. — Du recouvrement des amendes. Paris 1877.
- DARBOIS. — Traité théorique et pratique de la contrainte par corps, en matière criminelle, correctionnelle et de simple police. Paris 1880.
- MICHAUX. — Etudes sur la question des peines. Paris 1872, p. 182.
- BONNEVILLE DE MARSANGY. — De l'amélioration de la loi criminelle. Paris 1864, t. II.

- ED. DESPREZ. — De l'abolition de l'emprisonnement. Paris 1869 (vieilli).
M. DE JOINVILLE. — L'emprisonnement à court terme et ses conséquences. Paris 1880.
PRINS. — Criminalité et Répression. Bruxelles 1885.
GUILLOT. — Les prisons de Paris. Paris 1890.
H. JOLY. — Le combat contre le crime. Paris 1893.
J. REINACH. — Les récidivistes. Paris 1882.
GIOUX. — Le régime pénitentiaire.
LACOINTA. — Le Code pénal d'Italie. Paris 1890.
LABBE. — L'amende pénale et l'amende fiscale. Lille 1894.
TREPOZ. — Etude théorique et pratique sur la condamnation conditionnelle. Paris 1894.
L. GEORGES. — Du sursis à l'exécution des peines et de la libération conditionnelle. Paris 1895.

CONGRÈS

- ED. PEARS. — Prisons and Reformatories (Actes du Congrès de Londres). Londres 1892.
Actes du Congrès de Rome, notamment p. 661.

BULLETINS, REVUES

- Revue pénitentiaire* (Bulletin de la Société des prisons), depuis 1878.
Bulletin de l'Union internationale de Droit pénal, depuis 1889.
Revue pénale suisse. Paris, année 1893.
Bulletin de la Société de législation comparée, année 1889. Compte rendu Rivière sur le Code néerlandais et année 1893 compte rendu Rivière sur le Code italien.
Tableau des institutions pénitentiaires de la France. Paris 1894.

STATISTIQUES

- LEVASSEUR. — Les statistiques officielles. Paris 1885.
Compte général de l'administration de la justice criminelle en France de 1880 à 1895.
Statistique pénitentiaire de 1880 à 1895.

DE LA

SUBSTITUTION DE CERTAINES PEINES

A L'EMPRISONNEMENT DE COURTE DUREE

INTRODUCTION

Si nous jetons un coup d'œil rétrospectif sur les statistiques des principaux États européens, nous constatons facilement une augmentation progressive du nombre des poursuites criminelles (1), à quelques rares exceptions près : par exemple en Angleterre, il y a diminution pour les délits de droit commun. On en a conclu avec juste raison à l'augmentation de la criminalité générale ; car le perfectionnement des moyens de découverte des infractions ne fait pas d'année en année des progrès si sensibles qu'on puisse voir en lui la cause principale de ce phénomène.

Et comme d'autre part les statistiques, notamment en France, accusent un adoucissement progressif de la pénalité devant

(1) En France, en 1890, il y eut 229,143 prévenus jugés par les Tribunaux correctionnels ; — en 1891, 233,704 ; — en 1892, 248,537 ; — en 1893, 247,888 ; — en 1894, 249,166, etc. V. *Compte général de l'Administration de la Justice criminelle en France*.

En Autriche, il y eut en 1880, 463,853 infractions — en 1892, 577,366

En Allemagne, — en 1882, 329,000 — en 1894, 446,000

En Italie, — en 1887, 526,000 — en 1894, 705,000

V. *Rev. Pén.*, 1897, p. 89.

toutes les juridictions, aussi bien et peut-être davantage devant les Tribunaux correctionnels que devant les Cours d'assises (1), il peut sembler téméraire de proposer d'adoucir encore les peines actuelles en substituant à l'emprisonnement très court d'autres peines, et particulièrement l'amende à laquelle l'opinion publique donne un caractère de gravité moindre puisqu'elle n'y attache pas le stigmate de l'infamie. Et c'est là l'une des causes qui contribuent à écarter aujourd'hui encore de la législation de droit commun les réformes dont nous allons parler.

Mais c'est une erreur de penser que plus il y a de délinquants, plus il faut frapper avec sévérité et sans distinction. La solution du problème est plus complexe. Les faits graves que les statistiques et beaucoup de publicistes à leur suite signalent depuis déjà longtemps, cette progression en sens inverse dans le mouvement de la criminalité et dans celui de la répression, cette disproportion croissante entre les effets du mal et ceux du remède s'effaceraient si l'on arrivait à un système de pénalité qui s'adaptât dans toutes ses parties à toutes les variétés de criminalité.

Or, on a cru en trouver la formule, et c'est elle qui domine maintenant toutes les modifications législatives que ces dernières années ont fait éclore dans quelques pays d'Europe et d'Amérique, en France, en Belgique, en Italie, en Angleterre, aux Etats-Unis : aggraver les peines contre les délinquants récidivistes et les adoucir contre les délinquants d'occasion.

Reste à en faire l'application pour chacun des problèmes dont la nécessité d'une bonne répression exige la solution à l'heure actuelle.

Parmi eux, celui de la petite criminalité, malgré le peu de gravité des faits, tient une assez grande place, à la fois à cause du grand nombre de délinquants qu'elle comprend, et pour l'intérêt qu'éveillent souvent les délinquants primaires coupables d'une faute relativement minime.

(1) V. Paul Cuhe, *l'Avenir de l'intimidation*, *Rev. Pénit.*, 1894, p. 786.

Nous avons à nous demander et à chercher si, pour ces petits délinquants, l'emprisonnement de courte durée est bien le remède nécessaire aux infractions légères qu'ils ont commises, ou s'il n'y a pas à l'écarter complètement pour le remplacer par d'autres peines plus adéquates, soit pour toutes, soit pour quelques-unes de ces infractions.

Pour comprendre toute la portée de cette question, il suffit de se rendre compte de la proportion d'infractions qu'elle embrasse. Il s'agit d'abord de toutes les contraventions pour lesquelles il y a eu en 1894, 377,528 affaires et 448,474 inculpés (1), puis des délits qui sont punis d'un emprisonnement court ou d'amende. Or, sur 249,166 prévenus pour 1894, 227,469 ont été condamnés à l'amende ou l'emprisonnement de moins d'un an (2) (93,718 à l'amende et 133,751 à l'emprisonnement).

Nous trouvons ainsi environ 600,000 individus en moyenne chaque année punis de peines minimales.

D'autre part, parmi ces délinquants, la moitié environ sont des délinquants primaires. En 1894, il y avait 104,644 prévenus récidivistes sur 249,166. Pour les récidivistes, il est à regretter que les Tribunaux leur accordent avec une faveur toujours croissante les courtes peines (3). Pour les délinquants primaires, qui sont intéressants, la question est assez délicate. Quand il s'agit d'un homme qui n'a pas encore de casier judiciaire, la responsabilité morale du juge est plus engagée s'il se trompe, car suivant la peine qu'il prononce, il peut, avec les moyens que la loi lui donne actuellement briser la vie d'un homme qui n'a failli que par occasion, que sa comparution devant un tribunal suffit peut-être à corriger, ou au contraire sévir d'une façon bénigne contre un homme déjà perversi et récidiviste éventuel.

(1) Les chiffres ont légèrement diminué sur les années précédentes 1893, affaires : 385,647 ; — inculpés : 455.542.

(2) Nous verrons que cette limite est trop étendue et qu'il faut la réduire au moins à trois mois. Je la prends ici à cause des chiffres des statistiques.

(3) V. la Statistique, pages 34 et 35.

Il y a donc lieu, 1° de la part des juges, de bien faire cette distinction entre délinquants d'habitude et délinquants d'occasion, qui se présentent pour la première fois devant eux, (cette question de l'éducation des juges nous entraînerait en dehors de notre étude); 2° de la part du législateur, à ne mettre à leur disposition, tout en leur laissant le pouvoir suffisant d'appréciation et en leur donnant des règles de conduite, que des moyens propres à assurer la répression, sans risque de mettre en péril la société. C'est ce second point de vue qui nous guidera ici.

Cet aperçu rapide explique la difficulté que l'on éprouve dans la conciliation des principes contradictoires qui se dressent dans l'esprit, chaque fois qu'on cherche à résoudre les problèmes sociaux. Nous venons de voir une contradiction dans le droit pénal entre l'intervention du juge et celle du pouvoir législatif.

Nous en rencontrerons d'autres. Le but est de les concilier par un juste équilibre entre l'influence qu'il faut donner à l'un et à l'autre, proportion qui varie suivant les temps, suivant les lieux, c'est-à-dire suivant l'état de civilisation des peuples.

Il est donc naturel que les solutions des problèmes sociaux doivent être modifiées pour les adapter au caractère de chaque milieu. Malheureusement, les vieilles institutions dont on a l'habitude ont des racines assez profondes pour qu'on ait de la peine à les arracher, alors même qu'on en a reconnu les vices. Il en est ainsi pour l'emprisonnement appliqué comme peine de courte durée.

Dans notre étude nous adoptons le plan suivant :

Après avoir examiné dans une première partie, rapidement puisque c'est un fait sur la vérité duquel personne n'émet plus guère de doute, les mauvais effets de ce genre de peine, nous chercherons, dans une deuxième partie, comment on pourrait remédier à ses inconvénients, en cherchant d'abord s'il n'y a pas dans l'état actuel de notre législation les moyens suffisants d'y parer, soit en se contentant des peines actuelles avec le secours, tantôt de la condamnation conditionnelle et d'autres

moyens analogues qui écartent toute peine, tantôt des circonstances atténuantes. Enfin, ayant montré l'insuffisance de ces procédés, et justifié la substitution de certaines peines à l'emprisonnement de courte durée, nous arriverons à l'étude des peines qui pourraient suppléer l'emprisonnement et des moyens juridiques de faire la substitution.

PREMIÈRE PARTIE

L'EMPRISONNEMENT DE COURTE DURÉE

Préliminaires

L'EMPRISONNEMENT ET LES IDÉES MODERNES.

« L'emprisonnement, dit quelque part Faustin Hélie (1), est la peine des sociétés civilisées. » Cette simple phrase suffit à montrer le rôle que cette peine est appelée à jouer dans notre législation depuis la réorganisation de notre droit pénal au commencement de ce siècle, et toute la confiance que l'on a mis et que l'on met encore dans son efficacité répressive. Mais, sans discuter plus complètement ici l'idée qui a l'autorité de l'éminent jurisconsulte, il est permis d'en restreindre la portée, afin de rester dans la vraisemblance, à l'emprisonnement de longue durée.

C'est sur la foi en l'excellence de cette peine qu'on lui accorda tant de place en 1810 dans notre Code. C'était très compréhensible à cette époque. La peine d'emprisonnement était une innovation récente d'un décret du 19 juillet 1791. Les vieilles institutions françaises ne considéraient le plus souvent l'emprisonnement que comme une précaution pour empêcher la fuite des prévenus, attendant le jugement qui ne pouvait les condamner qu'à une peine d'un genre tout différent. Seules

(1) *Apud* Labatut, *Revue Critique*, t. III, 1873-1874, p. 637.

les juridictions ecclésiastiques en faisaient une peine véritable. Pour elles, c'était logique. On pensait que dans la solitude le coupable se recueillerait dans la pensée de Dieu et des grandes vertus morales enseignées par l'Église, et arriverait au repentir.

Il était logique aussi de ne pas l'infliger dans les procès séculiers, alors que ce but ne pouvait certainement pas être espéré, c'est-à-dire pour la plupart des délinquants de droit commun. On préférait les peines corporelles et les peines pécuniaires. Seulement on avait abusé de l'amende et de la confiscation, en ce que les produits étaient souvent détournés de leur destination véritable : le fisc, et qu'elles étaient plutôt un moyen de ruiner des familles au profit des seigneurs justiciers (1).

Mais après la Révolution qui proclama avec tant de violence le respect de la dignité humaine, il ne fut plus possible de maintenir des souffrances physiques dans le système répressif, et dans le Code de 1810, tout au plus quelques vestiges sous forme de procédés d'humiliation, subsistèrent-ils pour les crimes les plus graves ; ils furent supprimés depuis, lors de la revision de 1832 (suppression de la mutilation du poing, de la marque et du carcan).

D'autre part, les peines pécuniaires ne semblaient pas assez dures, ni surtout assez pratiques, et l'on recula devant la difficulté d'organiser un système solide de recouvrement. L'emprisonnement se présentait au moins pour les délits, comme la peine vraiment efficace. Toutefois on laissa à l'amende une part dans la répression que tout le monde aujourd'hui est d'accord pour considérer comme trop étroite, et l'emprisonnement servit même pour les délits légers et les contraventions, car il répondait suffisamment, croyait-on, au but de la peine : affliger le coupable d'une souffrance certaine, l'intimider pour l'empêcher de faillir une seconde fois, intimider ceux qui seraient tentés de suivre son exemple.

(1) *Rev. Pén.* 1893, p. 713, et Molinier, *Traité du Droit pénal*.

Mais depuis, la science pénale a fait des progrès considérables, en ce qui touche à la conception du but de la peine. On a recherché si l'emprisonnement appliqué aux infractions peu graves produisait de bons résultats. On a constaté ses effets funestes, en même temps qu'on se livrait au point de vue purement théorique, à des études approfondies sur les caractères désirables de la peine. De nouvelles écoles de criminalistes ont été jusqu'à bouleverser les principes du Droit pénal reçus jusqu'alors. A l'école dite classique, qui fondait l'idée de pénalité sur la nécessité de la défense de la société et le principe inné de la justice, admettant forcément le libre arbitre de l'agent du délit, une école nouvelle, apparue en Italie, avec Lombroso, dite école « anthropologique » parce qu'elle se basait sur les lois de la science de l'anthropologie, vint opposer la négation du libre arbitre et l'abolition de tout rapport entre la gravité du délit et celle de la peine, et proposa de ne proportionner celle-ci qu'au degré de criminalité inhérent au délinquant, déterminé d'après un diagnostic indiquant les signes qui le rapprochaient d'un type criminel-né. Bientôt les défauts de cette école trop exclusive furent mis en lumière, et d'autres criminalistes italiens, Ferri, Garofalo, pour ne citer que les principaux, toujours en niant le libre arbitre, ont fait entrer parmi les facteurs dont il était utile de tenir compte dans l'appréciation de la responsabilité, non seulement les caractères de dégénérescence de l'individu, mais les circonstances sociales qui ont pu influencer sur l'acte délictueux, circonstances de climat, de mœurs sociales, etc. Mais ils maintinrent l'existence d'une catégorie spéciale de délinquants, les criminels-nés. Les récents congrès d'anthropologie criminelle tenus notamment à Paris et à Bruxelles, ont montré l'inexactitude de ce principe.

Une troisième école italienne, ou du moins un groupe de l'école précédente, qui s'intitule troisième école de Droit criminel, avec Alimeno, Carnevale, Vaccaro, etc., accorde une prédominance aux facteurs sociaux sur les facteurs biologiques et physiques, rejette la théorie de Garofalo sur le délit naturel et s'efforce de maintenir la moralité sur le terrain des faits d'expérience, mais elle écarte toujours le libre arbitre

comme inutile, la peine n'étant, disent-ils, qu'une réaction sociale contre un fait anormal (1).

La préoccupation de tous ces criminalistes est d'écarter, comme on le voit, le fondement métaphysique de la peine, c'est-à-dire l'idée de justice. Ils veulent la justifier uniquement par la nécessité de la défense de l'ordre social (2). Et certains criminalistes français ont, à leur tour, tenté de fonder un système pénal en laissant de côté le libre arbitre sur lequel on ne peut s'entendre sans admettre certains postulats métaphysiques.

Actuellement on est assez tenté d'admettre à la place du type criminel anthropologique, phénomène de l'hérédité, un type social. Chaque délinquant réunirait, selon les habitudes acquises dans certains milieux, certains caractères de ce type (Varde et Colajanni, *Rev. Pen.*, 1897, p. 531).

Toujours est-il que ce réveil de grandes discussions théorique eut son contre-coup heureux : il a amené la critique de tout l'appareil pénal qui existait alors dans tous les pays d'Europe et que l'on commence à modifier. Il faut reconnaître cependant que les Italiens eux-mêmes, lors de la réforme et de l'unification de leur Droit pénal en 1892 (3), n'en ont tiré que ce que la juste raison pratique demandait.

La réaction nécessaire contre ce qu'il y a d'exagéré dans les doctrines italiennes a donné naissance à une association, qui n'est pas une école, puisqu'elle comprend des criminalistes éminents de tous les pays européens, dont les opinions sont assez différentes (4), je veux dire l'Union Internationale du Droit pénal, fondée en 1889, dont les discussions donnent à peu près exactement l'état des idées actuelles sur le grand problème de la répression.

L'un des principes de ses statuts qui a été adopté par les associations de criminalistes de chaque pays (pour la France, par la Société générale des prisons) est la distinction fondamen-

(1) *Rev. Pén.*, 1894, p. 1296.

(2) Garofalo, *Criminologie*, p. 295 et suiv.

(3) Date de promulgation du Code nouveau.

(4) M. Garofalo notamment en fait partie.

tales entre les délinquants d'habitude et les délinquants d'occasion. Je dois d'autant plus y insister ici qu'elle est essentielle pour le parti à prendre au sujet de la substitution de certaines peines à l'emprisonnement de courte durée, comme nous le verrons plus loin (1).

D'ailleurs cette distinction n'est pas un classement social bien déterminé. Un homme peut se trouver aussi bien dans l'une que dans l'autre suivant les phases de sa vie, suivant les circonstances dans lesquelles il se trouve (2). La limite entre les deux catégories est assez vague et ne peut pas être définie d'un mot. « C'est tout au plus, dit M. Voigt, cité par F. Lévy (*Rev. Pén.*, 1897, p. 1146), s'il y a des délinquants d'occasion et des délinquants d'habitude, de qui on peut dire que l'occasion fait les premiers et que les seconds font l'occasion. » Il ne s'agit, en somme que d'une classification commode pour savoir le genre de pénalité, qui est, sur le moment, nécessaire au délinquant.

Car la répression doit être différente pour chaque catégorie. En effet, les conséquences d'une peine peuvent ne pas être les mêmes suivant qu'on l'applique à tel ou tel individu. Et comme les caractères de la peine ne se déterminent que d'après ses effets, la variabilité des seconds doit entraîner celle des premiers d'un cas à l'autre.

Il faudra donc agir différemment suivant qu'on se trouvera en présence d'un délinquant d'occasion ou d'un délinquant d'habitude. En effet, les uns n'ont commis une faute que par suite de circonstances malheureuses et ne sont pas foncièrement mauvais. Ils ne recommettront pas probablement le moindre délit, alors même qu'ils ne seront condamnés qu'à une peine dérisoire hors de proportion avec l'infraction envisagée en elle-même. Les autres au contraire, leur esprit perversi les rend souvent dangereux avant d'avoir commis leur première faute, parce que, par leurs habitudes vicieuses, ils sont enclins à enfreindre la loi, soit que ces habitudes

(1) Voir p. 40.

(2) C'est là écarter complètement le système de la répression basé sur les lois de l'hérédité admis d'abord par les Italiens et M. Prins dit : « L'être affecté de tous les indices de l'homme délinquant sera délinquant ou non suivant le milieu où il vit ». *Rev. Pén.*, 1897, p. 532.

s'acquièrent uniquement par la mauvaise éducation et les fréquentations funestes, soit que cette éducation et ces fréquentations n'aient fait que développer le vice d'un cerveau déjà préparé par l'hérédité pathologique.

Il faut remarquer que cette distinction ne se confond nullement avec celle des délinquants primaires et des délinquants récidivistes. Il y a des points de ressemblance. Certes les récidivistes seront bien rarement des délinquants d'occasion qu'il faudra ménager : cela peut se rencontrer pour quelques contraventions légères. Inversement, les délinquants primaires ne seront pas toujours intéressants. C'est surtout sur ce dernier point que la confusion est difficile à éviter. Il se peut qu'un tribunal, en présence d'un individu comparaissant pour la première fois devant lui, ne connaissant qu'imparfaitement son état moral, malgré toutes les recherches auxquelles, on le suppose, il a dû se livrer sur les circonstances du délit et les antécédents de son auteur, hésite et préfère le considérer comme délinquant peu intéressant, au lieu de lui accorder les faveurs que la loi a mis déjà à sa disposition pour ne pas flétrir d'une peine trop humiliante la dignité d'un homme honnête. Et c'est bien avec cette pensée que le législateur a eu soin de séparer les délinquants intéressants des autres dans la loi du 26 mars 1891, puisqu'il prescrit de n'accorder le sursis à l'exécution de la peine qu'aux délinquants primaires qui s'en seront montrés dignes, laissant au juge le soin d'apprécier. Nous verrons ailleurs l'importance donnée ainsi à l'arbitraire judiciaire.

Mais maintenant, si nous reprenons l'emprisonnement de courte durée, il est facile de reconnaître que les nouvelles tendances du Droit pénal à ne pas proportionner la peine uniquement à l'infraction, mais à tenir compte du délinquant, pour la rendre plus égale dans ses effets, tendances à l'individualisation de la peine, ont eu, comme conséquence directe, d'introduire une révolution dans l'emploi de la prison surtout de courte durée. Et c'est en nous inspirant de ce principe que nous allons apprécier si l'emprisonnement remplit bien les conditions désirables d'une peine.

CHAPITRE PREMIER

LES CARACTÈRES DE L'EMPRISONNEMENT DE COURTE DURÉE DANS LEUR RAPPORT AVEC SON BUT

La peine, suivant une formule toute moderne (1) est un phénomène social dans lequel se résument les diverses réactions que provoque dans la société l'accomplissement d'une infraction. Ces réactions sont d'ordre moral ou utilitaire; — d'ordre moral : satisfaire les sentiments ou instincts que le délinquant a surexcités, c'est l'idée de justice, indépendamment d'ailleurs de toute idée de vengeance qu'il faut écarter, et c'est à elle que se rattachent les idées d'égalité et de personnalité dans la peine, — d'ordre utilitaire : prévenir l'accomplissement de nouvelles infractions par l'affliction et l'amendement du coupable (prévention individuelle) et par l'intimidation ou exemplarité (prévention collective).

Je laisse ici de côté, pour y revenir avec d'autres peines, un caractère qui a été complètement négligé dans les lois actuelles et que l'on commence à reprendre aujourd'hui, je veux dire la réparation du mal causé à la victime soit sur sa personne ou sur ses biens. C'est cependant de ce principe que la peine a pris naissance, avant qu'on ait distingué le mal social qui exige une peine, du mal privé qui n'est protégé, aujourd'hui, que par une réparation civile (restitution ou dommages-intérêts) indépendante de la peine.

Ainsi donc, l'emprisonnement de courte durée produit-il, avec les éléments qui le constituent, les réactions que nous avons énumérées ? S'il va à l'encontre de ce but qui seul justifie la peine, il y a lieu de le supprimer de la loi.

Prenons successivement ses éléments : 1^o la privation de liberté, élément général de l'emprisonnement, 2^o la durée et le régime qui sont particuliers à celui que nous étudions.

(1) Cuche, *Rev. Pén.*, 1894, p. 787.

SECTION PREMIÈRE

PRIVATION DE LIBERTÉ

1° *Réparation du mal social.* — Il s'agit simplement de l'idée de justice et non de l'idée de vengeance, c'est pourquoi il est préférable d'éviter le mot « expiation », qui les renfermait autrefois toutes les deux.

Il est certain que jeter en prison quelqu'un qui a commis un délit satisfait souvent l'opinion publique qui demande avant tout que l'infraction soit toujours punie par une souffrance ou une gêne quelconque pour le coupable. Le sentiment général est apaisé parce qu'on lui a présenté une peine franche, sur la portée de laquelle on sait à quoi s'en tenir : c'est la perte de la liberté. Mais sans tenir compte des appréciations publiques spéciales à certains cas qui peuvent être entachées de partialité, en ne gardant que le sentiment simple de justice, il n'en est pas moins vrai qu'à l'égard de la peine d'emprisonnement, la société, en présence d'homme qui n'a eu qu'une légère défaillance et déjà puni par le remords, proteste contre l'application d'une peine qui va le deshonorar aux yeux de tous, quelque courte qu'en soit la durée.

Outre que la privation de liberté n'est pas toujours proportionnée à la gravité du mal causé, elle est inégale, comme bien d'autres peines d'ailleurs, en ce sens qu'elle ne tient pas compte de la position sociale des délinquants. Elle est la même pour le riche ou le pauvre. Donnera-t-elle la même souffrance à l'un et à l'autre ? Non. Et le juge peut bien remédier à cet inconvénient en faisant varier la durée dans les limites fixées par la loi. Mais l'inégalité reparaît à d'autres points de vue. On n'a pas le droit de faire moins de prison qu'un autre justement parce qu'on est plus riche alors que ce sont surtout les riches qui sont moins exposés à la tentation de commettre un délit.

L'emprisonnement manque de personnalité. Ses effets rejail-

lissent sur les parents par la tache morale imprimée au condamné et les privent peut-être de celui qui contribuait à les faire vivre de son travail (1). Mais cette conséquence est inévitable pour chaque peine.

2° *Affliction*. — En ce qui concerne la souffrance infligée au coupable, la privation de liberté pour une contravention ou un délit léger est trop dure ou trop douce suivant qu'il s'agit d'un délinquant d'occasion ou d'un délinquant d'habitude. Pour le premier cette peine, indépendamment de toute durée ou de tout régime, est une atteinte grave portée à sa dignité. Or toute atteinte de cette sorte ne peut être légitime que s'il n'y a pas de peine qui puisse, sans aller jusque-là, produire sur lui l'effet sensible correspondant à la gravité de l'infraction : il est certain que l'amende dans la plupart des cas, je dirai même dans tous, atteindrait suffisamment le but (2).

La privation de liberté est d'autant plus terrible pour l'honnête homme qui a failli, que l'opinion publique y attache une déchéance morale exagérée et que toujours, après l'expiration de la peine, il reste sur celui qui l'a subie, et tant qu'il n'a pas été réhabilité, une tache indélébile qui n'existe pas avec l'amende. Malgré l'institution du patronage que la loi du 14 avril 1885 (art. 6) est venue créer pour les libérés conditionnels, et qui devrait s'étendre à tous les libérés, on a peine à reclasser ceux que l'emprisonnement a souillés (3).

Cette tendance à laisser à l'écart quiconque a passé par la prison (4), cette répulsion qui n'existe presque pas à vis-à-vis d'un homme, condamné à l'amende même pour un délit beaucoup plus grave que celui qui a fait encourir quelques jours ou quelques mois de prison, il est permis de croire que les

(1) Les économies que les condamnés peuvent envoyer à leur famille à titre de secours sont, en fait, dérisoires. Comp. page 22.

(2) *Bull. Union Intern.*, 1894, p. 101; Garofalo, *Rapport pour la session de Paris*, 1893.

Bonneville de Marsangy, *De l'amélioration de la loi criminelle*, 1869, t. II, p. 251.

(3) V. Baker, *Rev. Pén.*, 1887, p. 488.

(4) Elle ne disparaît même pas complètement pour les condamnés avec sursis.

juges n'en tiennent pas assez compte quand on les voit prodiguer les petits emprisonnements.

A l'inverse la privation de liberté pour quelque temps, prononcée contre un délinquant d'habitude, même pour un délit qui, en soi, ne mérite pas plus, n'a rien d'afflictif. Mais la cause en est au régime et à la durée. Je n'y insiste pas pour le moment.

3° *Exemplarité*. — La peine, d'autre part, doit être intimidante, en ce sens : 1° que son existence légale dans le Code doit arrêter tout individu qui serait tenté de commettre l'infraction qu'elle punit ; et 2° que, si cet individu voit un coupable être condamné à une peine, il s'abstiendra devant la tentation de commettre toute faute que réprime cette peine. Ce but sera atteint si la peine est bien la mesure exacte correspondante à la gravité du fait délictueux apprécié au double point de vue subjectif et objectif, qu'elle soit certaine et inévitable.

Or, nous avons vu d'abord que la privation de liberté dépasse la portée d'intimidation pour le délinquant d'occasion et ne l'atteint pas pour le délinquant d'habitude. — Ensuite, elle partage, avec toutes les autres peines d'ailleurs, le défaut de ne pas être inévitable. Ce défaut s'est accentué dans ces derniers temps par suite des efforts que l'on a faits pour adoucir la situation des coupables dans le sens de l'individualisation de la peine, soit par l'institution du sursis qui évite toute peine, soit par celle de la libération conditionnelle, qui fait espérer l'exemption d'une partie de la peine, soit par la faculté analogue de l'article 3 de la loi du 5 juin 1875, qui accorde réduction du quart au condamné à plus d'un an et un jour d'emprisonnement qui a obtenu de subir la peine en cellule (1). Mais l'intimidation ne serait pas diminuée, si le public était persuadé que ces faveurs nouvelles ne sont accordées qu'à ceux qui le méritent.

4° *Amendement*. — Il n'y a pas de corrélation entre l'idée de

(1) V. Cûche, *Rev. Pén.*, 1894, p. 786 et suiv. — Guillot, *Les Prisons de Paris et les prisonniers*, 1890, p. 459.

privation de liberté et l'idée de réformer les vices du coupable. L'amendement n'a de rapport qu'avec le régime et la durée du temps d'incarcération.

Un inconvénient d'ordre secondaire de l'emprisonnement est celui d'être très coûteux, surtout depuis la loi de 1895 qui a admis pour les condamnés à de courtes durées qui sont les plus nombreux, le régime cellulaire.

Les frais d'entretien des prisonniers sont loin d'être compensés par le produit de leur travail. Sur 2,190,778 fr. 84 représentant la production du travail pénitentiaire en 1894, 303,655 fr. 53 rentrent au Trésor, le reste est absorbé par le personnel et les entrepreneurs (1). Une peine n'a de raison d'être onéreuse pour la société que lorsqu'elle justifie son utilité. Il est loin d'en être ainsi pour l'emprisonnement de courte durée, surtout à cause des conséquences de son régime et de sa courte durée.

(1) V. *Statistique pénitentiaire pour l'année 1894*.

SECTION II

RÉGIME ET DURÉE

Nous allons voir, en effet, que si l'emprisonnement en général a ses défauts, il devient complètement nuisible quand il est appliqué à des contraventions ou des délits légers ne donnant presque jamais la quantité de souffrance nécessaire à la répression ; son efficacité est tantôt trop dure, tantôt pas assez puissante.

I

Emprisonnement de simple police.

L'emprisonnement de simple police peut durer de un à cinq jours. C'est une peine mise à la disposition des tribunaux de simple police pour réprimer les contraventions prévues au Code pénal, dans des lois postérieures ou dans des règlements du pouvoir exécutif (Cod. pén. revision de 1832, art. 471, n° 15). D'après un arrêté du 20 octobre 1810 (art. 3), les dépôts et chambres de sûreté dont l'existence est légalement reconnue par l'art. 85 de la loi du 28 germinal an VI et par le rapprochement de plusieurs articles du Code d'instruction criminelle, sont affectés sous le nom de « maisons de police municipale » à l'incarcération des condamnés pour contraventions (1). Ces maisons sont ou bien des prisons appartenant à la commune, ou bien des chambres spéciales établies dans les casernes de gendarmerie (Loi 28 germ. an VI).

Mais en 1875, M. d'Haussonville constate déjà que cet arrêté

(1) D'Haussonville, *Les Établissements pénitentiaires en France et aux Colonies*, 1875, p. 63.

de 1810 n'est plus exécuté, les condamnés subissent leur emprisonnement en général dans les prisons départementales dans la crainte du peu de sûreté de ces lieux de détention et de l'incertitude de l'exécution (2). Cette substitution des prisons départementales est d'autant plus funeste que, comme nous allons le voir, elles contribuent à rendre actuellement l'emprisonnement dangereux.

II

Emprisonnement correctionnel.

Il y a, dans l'organisation de cet emprisonnement, un vice essentiel qui n'est que provisoire, mais menace de durer longtemps, c'est la diversité des régimes appliqués actuellement. En effet, cette situation est anormale et n'existe que par des considérations étrangères au but de la peine et contrairement au désir du législateur. Ensuite les deux régimes, régimes en commun et cellulaire pendant un temps court, n'ont guère les caractères qui puissent permettre à l'emprisonnement d'atteindre le but que nous désirons.

1° Diversité de régimes.

Jusqu'en 1875 la loi n'avait pas créé en France de système particulier pour l'emprisonnement de courte durée. C'était pour tous les condamnés l'emprisonnement en commun. Mais avant comme après la loi du 5 juin 1875 sur les prisons de courtes peines, l'administration n'a jamais suivi à la lettre les règles établies par le législateur.

Contrairement à l'article 640 du Code d'instruction criminelle, les peines d'emprisonnement court se sont subies dans les maisons spécialement prévues pour les prévenus et les accusés, dites maisons d'arrêts et de justice, du moins quand elles ne dépassaient pas un an. C'était la promiscuité des

(2) D'Haussonville, *idem* ; Dalloz, *Rep.*, Suppl^r. V° *Prisons*.

individus en prévention et des condamnés. Tout au plus quelques prisons les parquèrent-elles par quartier à la suite de demandes de perfectionnement.

Sous l'influence d'un mouvement d'idées favorable au système de l'isolement qui remontait à la fin du XVIII^e siècle (1) et qui s'accrut de plus en plus, l'opinion se prononça nettement contre la promiscuité des condamnés à l'emprisonnement en général. Une enquête gouvernementale avait été faite en France et même à l'étranger par MM. de Tocqueville, Demetz et Beaumont. En 1840, un projet de loi avait été déposé à la suite d'un rapport favorable. Des discussions s'engagèrent, des commissions extraordinaires furent mises en mouvement. On consulta les personnes compétentes: criminalistes, magistrats, préfets, etc. Le triomphe du régime de l'isolement semblait certain, au moins pour l'emprisonnement court. Des prisons avaient été construites d'après le nouveau système (Petite-Roquette, Mazas, 1837-1840). Les études interrompues en 1848 furent reprises en 1849 (Circul. Dufaure). Les autres pays suivaient la même impulsion (Congrès de Francfort, 1846, Congrès de Bruxelles, 1847), quand tout fut arrêté, en France, par une circulaire de M. de Persigny en 1853 qui motiva sa décision par des considérations budgétaires.

Le mouvement continua. Quelques conseils généraux protestèrent (Seine et Seine-et-Oise). La recrudescence de la récidive rendit la question plus brûlante. Mais ce ne fut qu'en 1872, sur l'initiative de M. d'Haussonville, qu'on reprit l'étude des réformes. Deux commissions, l'une parlementaire, l'autre extraparlamentaire, furent nommées. Enfin on mit au jour la loi du 5 juin 1875 sur les prisons départementales, c'est-à-dire celles qui servaient à l'emprisonnement de un an et un jour et au-dessous et aux individus en prévention.

Cette loi leur impose le régime cellulaire. Ainsi, depuis 1875, tous les condamnés à un an et un jour d'emprisonnement et au-dessous, pour ne parler que de ceux qui nous occupent, devraient subir leur peine dans l'isolement de jour et de nuit,

(1) Howard et les premiers essais de la Belgique en 1792.

sauf les atténuations qu'imposent à la fois la pitié et le désir d'amender le coupable. Mais la loi prévoyait elle-même qu'elle ne serait pas exécutée du jour au lendemain à cause des frais importants qu'allait nécessiter la transformation des prisons et elle dit dans son article 8 : « Le nouveau régime pénitentiaire ne sera employé qu'au fur et à mesure de la transformation des prisons. »

Depuis, cette transformation se fait avec une lenteur inquiétante. Les causes ? Ce fut la pauvreté des départements qui, propriétaires de ces prisons depuis le décret du 9 avril 1811 et déchargés seulement des dépenses d'entretien, mais non des grosses réparations par la loi de finance du 5 mai 1855, s'endettaient à la même époque pour faire des dépenses considérables qu'on croyait alors de première nécessité (constructions d'écoles, de chemins de fer d'intérêt local et de voies vicinales). Ce fut aussi le taux énorme du prix de revient de la cellule.

Des études furent faites par le conseil supérieur des prisons, qu'avait créé cette loi de 1875, et par des architectes, des membres de la Société des Prisons. On trouva qu'on pouvait abaisser le prix de revient de moitié au moins (1).

Pour remédier au premier obstacle, une loi du 4 février 1893, venue après plusieurs projets dont le plus ancien remontait à 1884, a facilité la tâche des départements par diverses mesures :

1^e Rétrocession de gré à gré de la propriété des prisons par les départements à l'État, ayant pour but d'exonérer ceux-là d'une partie des dépenses ;

2^e Déclassement possible des prisons qui ne satisfont pas aux conditions d'hygiène, de moralité et de sécurité, déclassement qui entraîne la mise en demeure pour le département de reconstruire ;

3^e Possibilité d'élever des prisons interdépartementales ;

4^e Enfin la loi rend dans certaines conditions les dépenses nécessaires obligatoires, et permet l'emploi de la main-d'œuvre pénale à la reconstruction.

(1) V. *Tableau des institutions pénitentiaires de la France*, Paris, 1895.

Mais elle n'a rien hâté dans l'application de la réforme, car elle ne contient que des demi-mesures et les causes d'inertie subsistent :

1^o Mauvais vouloir des Conseils généraux qui, la plupart, estiment, souvent avec raison, que les dépenses même compensées avec les subventions de l'État dans les termes des lois de 1875 et 1893, leur laissent encore une trop grande part à supporter ;

2^o Défaut d'entente entre le préfet et l'administration centrale au sujet des conventions de rétrocession et de la fixation de la portion de dépenses incombant à chacun (1) ;

3^o Insouciance générale sur les questions pénitentiaires, qui les fait négliger ; à tel point qu'on les ignore, même dans la majorité du Parlement. En effet, en 1896, celui-ci a refusé à l'administration les crédits nécessaires pour l'application de la loi de 1893, soit la somme cependant modeste de 175,000 fr. (2).

La situation actuelle des prisons départementales est équivoque ; sur 382, 26, en 1894, étaient soumises au nouveau régime (3).

Aujourd'hui elles sont donc en grande partie dans l'état antérieur à 1895. La conséquence de cet état de choses qu'il est intéressant de faire ressortir ici, c'est le défaut d'unité dans la répression par l'emprisonnement. Parce qu'un individu sera arrêté dans tel ou tel département, une fois condamné il subira la peine d'emprisonnement en cellule ou en commun, suivant qu'il y aura là une prison transformée ou non transformée.

C'est là une grave atteinte portée au principe d'intimidation. Il faut qu'une peine soit la même pour tous les individus d'égale culpabilité. Aussi les délinquants d'habitude qui préfèrent l'emprisonnement en commun comme moins sévère, choisissent leurs départements pour commettre leurs délits et de fait la criminalité diminue dans certaines régions pour

(1) *Rev. Pén.*, 1894, p. 388.

(2) *Rev. Pén.*, 1896, p. 623.

(3) *Statistique pénitentiaire pour 1894*, Paris, 1897, p. CCI.

augmenter légèrement dans les lieux voisins, simplement pour la différence dans le régime des prisons.

2° *Emprisonnement en commun.*

Le régime qui est condamné d'une façon définitive depuis un demi-siècle en France est encore celui qui s'applique en fait à la plupart des condamnés à des courtes peines d'emprisonnement. Faire le procès de l'emprisonnement en commun, à l'heure actuelle, serait vouloir enfoncer des portes ouvertes depuis longtemps, puisqu'il y a un siècle et plus qu'on a commencé à reconnaître la supériorité de l'isolement. Il suffira de résumer les reproches qui lui ont été adressés dans de nombreux écrits publiés soit en France, soit à l'étranger, surtout depuis une soixantaine d'années.

Le régime, c'est la promiscuité de jour et de nuit, avec le travail quand c'est possible. On a bien essayé de séparer les détenus par catégories dans quelques prisons départementales. Mais la seule séparation qui soit régulièrement observée partout, c'est la séparation par sexe.

Intimidation. — Exemplarité. — A ce point de vue, le système en commun est trop doux ou trop dur. Il est trop doux pour le délinquant d'habitude. Cette vie pendant quelque temps avec des camarades ou tout au moins des gens qui ont les mêmes moyens d'existence, avec qui il peut concerter de nouveaux plans et se perfectionner dans l'art du crime, est plutôt un attrait qu'une chose redoutable et redoutée, surtout pour celui qui en a déjà goûté. Auparavant, il pouvait hésiter, ayant encore la crainte de ce qu'il ignore. Voilà l'encouragement direct à la récidive. Il y a aussi l'injustice de constater qu'il suffit de commettre un délit peu grave pour avoir le logement, la nourriture, la vie enfin assurés pendant quelque temps, tandis que l'honnête homme gagne péniblement la sienne avec l'incertitude de l'avenir qui pèse tant au pauvre libre. C'est lui, cependant, que M. Ortolan appelle l'oiseau en liberté par opposition à l'oiseau en cage pour bien marquer sa supériorité (1).

(1) *Eléments de Droit pénal*, t. II.,

Le régime est, au contraire, atroce (1) pour la plupart des délinquants d'occasion. Ceux qui restent inébranlables dans leurs sentiments sont flétris, déshonorés outre mesure par le contact de pareilles gens. Ceux plus nombreux qui peuvent se laisser séduire par les attrait du vice sont perdus.

Amendement. — Ici encore l'emprisonnement en commun va à l'encontre du but. Pour les délinquants d'occasion, il n'y a pas à les réformer, mais simplement à les morigéner un peu. Le remords et l'idée que leur faute est connue autour d'eux par ceux qu'ils fréquentent feront le reste. Ils s'efforceront d'eux-mêmes de racheter leur défaillance. La société, elle, s'empresse de les pousser au vice.

Pour les délinquants d'habitude, nous savons que la promiscuité ne fait que les engager davantage dans la lutte contre la société. On a bien essayé d'assurer la correction des détenus par le travail. Mais le travail dans les prisons doit satisfaire à plusieurs conditions qui ne se coordonnent pas très bien (2). Il faut à la fois choisir les plus pénibles pour punir, les plus lucratifs pour avoir une bonne exploitation, les plus salutaires pour l'esprit et les habitudes du condamné, de préférence ceux qui lui permettront de vivre à sa libération ; il est nécessaire aussi de ne pas prodiguer le spectacle de travaux extérieurs qui augmenteraient souvent la rigueur de la peine, en la transformant en travaux forcés. Enfin, il faut ménager les industries similaires qui environnent la prison. A ces difficultés d'organisation se joint celle de la durée d'emprisonnement, ne dépassant pas quelques mois ; on est embarrassé de trouver des entrepreneurs pour un personnel qui se renouvelle continuellement et avec qui l'apprentissage est presque impossible.

Aussi, en réalité, sinon dans les prisons de concentration, du moins dans la plupart des prisons départementales, le travail n'est-il pas organisé, et l'oisiveté des condamnés vient accroître les effets funestes de la promiscuité (3).

(1) Garofalo, *Bull. Union Intern. de D. P.* 1894, p. 101.

(2) Ortolan, *op. cit.*

(3) V. *Rev. Pén.* 1887, p. 177.

3° *Emprisonnement cellulaire.*

C'est le régime légal. Malheureusement il est bien peu appliqué à l'heure actuelle, puisqu'il n'y avait même pas 5,000 cellules en 1894 disponibles à la fois pour les condamnés à l'emprisonnement correctionnel court et pour les prévenus et accusés, alors que l'effectif courant des condamnés dans les prisons départementales est de 23 à 24,000 délinquants environ : 24,034 au 31 décembre 1893 (20,316 hommes et 3,718 femmes) et 23,041 au 31 décembre 1894 (19,389 hommes et 3,652 femmes (1).

Cependant, malgré les résultats excellents que l'on espère tirer du système nouveau au point de vue de l'amendement, il prend sa part déjà des critiques que l'on peut adresser à toute peine privative de liberté ; en outre, ses avantages sont impuissants à compenser le mal que fait l'emprisonnement de courte durée.

Affliction. — Exemplarité. — L'isolement pour les condamnés est un peu préférable à la promiscuité. On remédie ainsi à certains dangers : communication entre détenus (2), école du vice. C'est ce qui fait préférer à certains délinquants de se faire arrêter là où il n'y a pas de prison cellulaire. Mais supposons maintenant toutes les prisons satisfaisant à la loi de 1875, l'isolement pour le délinquant d'occasion le protégera contre le vice. Et l'emprisonnement ne tirera plus son caractère afflictif pour lui que de la privation de liberté et de la tache indélébile qu'on lui imprime. C'est encore trop, nous l'avons vu.

Quant au délinquant habituel, on constate même officiellement, notamment en Belgique, pays de l'emprisonnement cellulaire par excellence, où le maximum du temps de cellule est dix ans, on constate, dis-je, qu'à la longue, les délinquants s'habituent au nouveau régime même pour les longues durées. *A fortiori* pour les petites, n'est-il plus bien intimidant, et

(1) *Statistique pénitentiaire pour 1894.*

(2) Encore n'est-ce pas absolu, ils trouvent moyen de se correspondre par le réseau de tuyaux sous-cellulaire dans certaines prisons.

le nombre des petites récidives augmente partout où il est appliqué : il reste toujours pour le condamné le grand avantage d'être chauffé l'hiver, au frais l'été, logé plus confortablement que s'il était libre (1), même en tenant compte que l'on a abandonné le luxe que l'on avait commencé à introduire dans les premières transformations.

Amendement. — De même que pour l'intimidation, l'isolement surtout à petites doses ne peut donner de résultats sensibles pour l'amendement des condamnés. Pour les délinquants d'occasion, ils n'en ont pas besoin ou guère, et ce n'est pas par les quelques jours ou quelques mois de méditation auxquels on les livrera, qu'on accentuera leurs remords. Ils ne pourront contribuer, au contraire, qu'à les aigrir contre la société et les pousser dans la voie où les avait menés une défaillance, puisqu'on a interrompu leur vie normale, leur travail, laissé dans l'abandon les familles qui les avaient comme soutiens.

Pour les délinquants d'habitude, même en admettant qu'il y ait de sérieux espoirs de retour au bien, la courte durée de l'internement empêche tout l'effet de l'amendement qui ne porte ses fruits qu'au bout d'un certain temps. D'ailleurs, s'il était plus long, il est difficile d'affirmer que la moralisation de l'isolé se ferait infailliblement (2). Car le but n'est pas seulement d'empêcher toute mauvaise influence sur le condamné, mais d'attirer sur lui les bonnes, et de lui apprendre à vivre comme il vivrait au dehors, de façon qu'à sa libération, il ne se sente pas jeté dans un milieu différent et qu'il s'adapte naturellement au courant de la vie sociale. L'emprisonnement cellulaire même long ne donne pas cela.

(1) Garofalo, *La Criminologie*, p. 246 : « A Paris, les vagabonds se font arrêter de préférence le mercredi et le samedi, parce que le jeudi et le dimanche le menu du dépôt comprend un plat de viande. Et alors montrant du doigt une maison centrale, un ouvrier prononce cette parole sévère : « Il y a là des malfaiteurs qui ne manquent de rien. Moi et ma famille nous sommes honnêtes et nous avons peine à vivre. »

(2) Prins, *Criminalité et Répression*, 1885.

D'abord, pour les bonnes influences venant aux condamnés des visites que devraient leur faire des personnes honnêtes apportant à leur esprit dévoyé tous les conseils moraux nécessaires, il est reconnu que ces visites des aumôniers, des directeurs, de personnes charitables, de magistrats, sont assez rares pour n'avoir aucun effet.

Celles que pourraient faire dans le même but les gardiens qui voient le condamné tous les jours pour les besoins du service, ne donneraient pas grand résultat. Ils sont rares les hommes capables d'exercer une influence moralisatrice par la communication de la pensée et les conditions ne sont guère favorables aux agents du service pénitentiaire pour remplir ces délicates fonctions.

D'autre part, prépare-t-on le condamné à rentrer dans la vie de tout le monde ? Pour le rendre ensuite à la lutte sociale, où il aura à se débattre au milieu de nombreuses compétitions ou rivalités, on commence par l'isoler. On élimine autour de lui tout ce qui lui peut donner l'occasion de mettre en mouvement son initiative de prendre l'habitude de faire un effort pour vivre. « Une vie morale renfermée dans un cadre aussi restreint, dit Prins, n'offre plus rien de commun avec la moralité sociale. »

Il y a, il est vrai, un moyen de moralisation par le travail, mais le travail cellulaire quand il est possible, ne donne aucunement l'habitude de la vie laborieuse et pour citer encore une phrase de Prins : « Le travail cellulaire, c'est le travail étouffant de l'esclave romain dans l'ergastule. » Et ici les difficultés d'organisation, que nous avons vues pour le régime en commun, sont encore accrues par l'impossibilité de grouper les forces productives.

L'emprisonnement cellulaire, en donnant la faculté de ne plus penser, de ne plus agir de soi-même, mène à l'anéantissement des qualités nécessaires pour vivre. Plus court il sera, moins il sera funeste. Mais il est encore meilleur de l'éviter quand on le peut (1).

(1) Voir les conclusions analogues de H. Joly, « Le Krack de la Répression », *Correspondant* du 25 février 1896 ; *Rev. Pén.*, 1896, p. 617.

CHAPITRE II

EMPLOI DE L'EMPRISONNEMENT DE COURTE DURÉE

Puisque l'emprisonnement de courte durée remplit si peu les conditions qui justifient le droit que prend la société de priver un homme de sa liberté, et va souvent à l'encontre de l'intérêt social, il semble que la législation devrait le supprimer ou donner aux juges des moyens de l'éviter quand il est inutile, ou le rendre plus dur quand il est insuffisant; il semble aussi que les juges, de leur côté, devraient l'épargner autant que possible aux coupables de délits, en ne le prononçant que chaque fois qu'ils seront sûrs de ne pouvoir faire autrement et qu'il ne nuira ni à la société ni à la moralité du délinquant.

Pour le législateur, il a déjà agi; 1° il a donné aux juges la faculté d'accorder des circonstances atténuantes, qui leur permettent d'arriver dans tous les cas à substituer l'amende; 2° il leur a donné la faculté de surseoir à l'exécution de la peine; 3° pour les délinquants vicieux il a renforcé le nombre des cas de petite récidive, ce qui permet de rendre l'emprisonnement plus long (loi du 26 mars 1891). Nous n'avons pas à examiner ici s'il a fait tout ce qu'il devrait faire; il nous suffit de constater que les juges n'usent certainement pas des facultés que leur donne la loi, que bien des délinquants d'occasion sont trop sévèrement punis, que pour bien des récidivistes ils sont trop mous; c'est-à-dire qu'ils continuent comme autrefois à s'en tenir presque aux termes des articles du Code pénal, sans égard à la situation morale de l'individu qu'ils condamnent (1).

En effet, les statistiques nous fournissent à cet égard des renseignements assez utiles. Malheureusement, elles ne donnent pas tout ce qu'on voudrait savoir. Car elles sont faites

(1) Nous en verrons les causes dans la deuxième partie.

suivant des tableaux remplis toujours dans le même cadre chaque année et qui n'ont pas été suffisamment modifiés depuis que l'on attache plus d'importance aux distinctions entre délinquants d'occasion et d'habitude, délinquants primaires et récidivistes, et entre l'emprisonnement de un, deux, trois, quatre, six mois et même un an.

Voici le tableau des condamnations correctionnelles des années 1880 et 1889 à 1894, tiré du compte général de l'Administration de la justice criminelle en France.

ANNÉES	Acquitte- ments	Con- damnés à plus d'un an	Condamnés à un an et moins	Con- damnés à l'amende	Mineurs de 16 ans (art. 66 C. Pen.)	Total des prévenus
1880	11.410	5.755	108.717	69.467	4.288	199.637
1889	12.261	4.008	128.123	77.988	5.942	228.322
1890	11.814	3.683	127.256	80.492	5.898	229.143
1891	11.450	3.978	125.812	87.118	5.346	233.704
1892	12.541	4.100	133.919	92.041	5.936	248.537
1893	12.637	3.707	133.254	92.871	5.419	247.888
1894	12.398	4.032	133.751	93.718	5.267	249.166

Nous pouvons voir d'abord que la criminalité correctionnelle croît d'une façon presque constante ; ensuite que le nombre des acquittements et celui des condamnés à un an et moins d'emprisonnement et à l'amende augmentent à peu près dans la même proportion : ce qui montre bien que les juges ne cherchent pas à diminuer l'application de l'emprisonnement de courte durée, que celui-ci absorbe le plus grand nombre des condamnés et que si l'on défalque du total des condamnations un chiffre de 20,000 sursis accordés environ (20,404 en 1893, 21,377 en 1894), le nombre des condamnés à l'emprisonnement court n'en reste pas moins considérable.

D'autre part, tandis que ces condamnations augmentent, celles à l'emprisonnement de plus d'un an diminuent plutôt, signe d'un affaiblissement dans la répression, danger d'autant plus grand qu'il contribue à l'augmentation des délits en général et de la récidive en particulier.

C'est surtout le chiffre de la récidive qui croît dans des proportions inquiétantes. En effet, en 1894, sur 104,644 réci-

dives correctionnelles, 76,545 délinquants avaient été condamnés antérieurement à l'emprisonnement de un an ou au-dessous, soit 73 0/0, alors qu'en 1890 la proportion n'était que de 72 0/0, en 1880 de 66 0/0. Bien plus, l'abus de l'emprisonnement de courte durée encourage la récidive dans la grande criminalité: c'est ce que nous montrent les chiffres suivants.

En 1884, sur 1,608 récidivistes, 83 avaient été condamnés à l'emprisonnement d'un an et moins; en 1894, sur 1,590 récidivistes, 932 avaient été condamnés à l'emprisonnement d'un an et moins, et tandis que la récidive criminelle diminue en général, elle augmente d'une façon effrayante chez ceux qui ont passé quelque temps dans les prisons départementales.

Après ces constatations, on serait en droit d'espérer que pour la répression de la récidive en matière correctionnelle, on évitera autant que possible les courtes peines. C'est le fait contraire qui se produit. Le nombre des condamnés récidivistes à l'emprisonnement de un à cinq ans décroît au fur et à mesure de l'augmentation des condamnés récidivistes correctionnels. On peut en juger par le tableau comparatif suivant pour quelques années :

ANNÉES.	RÉCIDIVISTES CONDAMNÉS	RÉCIDIVISTES CONDAMNÉS de 1 à 5 ans.
1880.	74.009	4.316
1890.	99.098	2.658
1891.	98.253	2.557
1892.	105.380	2.786
1893.	104.528	2.498
1894.	104.644	2.476

Je ferai remarquer que dans le chiffre de la dernière colonne ne sont pas comptés les condamnés à l'emprisonnement de cinq ans et plus (1). Mais cela ne change en rien la progression.

(1) En 1894 il y en eut 195, ce qui porte le nombre des emprisonnements à 2,671.

Remarquons encore que, pour l'année 1894, sur 104,644 récidivistes, tandis que 76,545 avaient été condamnés antérieurement à l'emprisonnement d'un an ou au-dessous, 81,066 ont été condamnés à un emprisonnement d'un an et au-dessous, et que, tandis que 11,982 avaient été condamnés antérieurement à plus d'un an d'emprisonnement et 1,175 à des peines criminelles, 2,671 seulement sont condamnés à l'emprisonnement de plus d'un an. Sans doute, ces comparaisons n'ont pas une importance capitale, puisqu'il faut tenir compte des nouvelles infractions commises qui sont moindres. Mais il n'y en a pas moins là un indice de l'augmentation des courtes peines et de la petite criminalité.

Cette augmentation est encore accrue par la faculté de réduction d'un quart de la peine (L., 5 juin 1875 art. 3) et la possibilité d'une libération conditionnelle (L. 14 avril 1885), qui peut être accordée après que la moitié de la peine a été subie pourvu que cette moitié ne soit pas inférieure à trois mois (art. 2). Il est vrai que le temps d'épreuve est allongé pour les récidivistes; la durée de l'emprisonnement à subir est portée aux deux tiers de celle de la peine avec une durée minima de six mois. Mais ne semble-t-il pas déjà exorbitant que des récidivistes puissent obtenir cette faveur? Il faut supposer, pour que ce soit logique, qu'ils sont corrigés; or, même en admettant que l'administration pénitentiaire apprécie avec justesse le degré d'amendement moral du condamné, le délai minimum, suffisant d'après la loi pour en constater les preuves, est bien court.

Quoi qu'il en soit, les délinquants d'habitude pour les délits peu importants ont beaucoup de chance pour ne subir qu'une courte durée d'emprisonnement.

Quant aux délinquants d'occasion, il est bien difficile de retrouver ce qu'ils deviennent dans ces statistiques vagues. En effet, nous n'avons que le nombre d'ensemble des condamnés à l'emprisonnement correctionnel de un an et au-dessous. Cependant, d'une part, il est rare de voir des personnes qui ne sont pas perverties moralement commettre un délit qui entraîne pour elles une condamnation à un emprisonnement

atteignant même six mois. Généralement il s'agit de condamnations plus courtes. Ceci est reconnu par l'expérience et attesté par bien des auteurs. C'est ainsi, notamment, que M. Garofalo, en proposant de supprimer l'emprisonnement de courte peine, a admis la limite maxima de quatre mois au congrès de Rome de 1885. Les délinquants d'occasion, c'est-à-dire ceux qui présentent de l'intérêt, forment donc la presque totalité des condamnés à trois mois. En effet, en tenant compte de la faible portion qui peut se trouver dans les condamnés à plus de trois mois, on peut dire que le chiffre des condamnés à trois mois de prison nous donne approximativement celui des délinquants d'occasion correctionnels.

Quoi qu'il en soit, en 1893, M. Boullaire, dans son rapport à la Société générale des prisons, évaluait à 40,000 le nombre des condamnations à l'emprisonnement de courte durée. Il a certainement dû augmenter depuis.

Il faut y ajouter les condamnations à l'emprisonnement de simple police de un à cinq jours, qui sont, de l'aveu de tous, inutiles à la répression de fautes si légères, soit, pour 1894, 50,204. Il y a donc en tout environ 90,000 condamnations qui ne produiront par l'effet nécessaire à la répression.

Le danger de l'emploi trop fréquent des courtes peines d'emprisonnement n'est pas particulier à la France, nous pouvons le constater dans les autres pays d'Europe, notamment en Belgique et en Allemagne.

En Belgique, les statistiques donnent, de 1876 à 1880, sur 77,346 peines correctionnelles prononcées, 70,210 condamnations à l'emprisonnement de six mois au plus se décomposant comme suit :

4,009 de moins de huit jours.

35,685 de huit jours à un mois,

26,793 de un à six mois,

3,723 de 6 mois.

Le chiffre le plus fort représente les courtes condamnations.

En Allemagne, on a signalé, souvent, d'abord le déplorable état de promiscuité qui règne dans les prisons correctionnelles,

mais aussi la non-aggravation de la répression en matière de récidive et la multiplication des courtes peines (1). La progression ascendante des condamnés récidivistes a passé de 25 0/0 en 1882 à 37,7 0/0 en 1892 (2).

En résumé, l'emprisonnement de courte durée renferme en lui de nombreux vices qui ont leur origine à la fois dans sa nature, dans son régime et dans sa durée, et néanmoins il reste encore la peine principale des petits délits correctionnels et tient une place importante dans la répression des contraventions. On peut sans témérité le considérer comme une des causes principales de l'augmentation de la criminalité délictuelle, celle des crimes et des contraventions diminuant plutôt (3). C'est donc une peine qui va contre son but. Nous sommes ainsi amenés à envisager les remèdes qu'on peut apporter au mal.

(1) *Rev. Pén.*, 1888, p. 876 et 879 et note.

(2) *Rev. Pén.*, 1897, p. 1406.

(3) Il y a quelques pays, l'Angleterre (V. Joly, *Revue de Paris*, 1^{er} déc. 1894), la Hollande (V. Joly, *Le combat contre le crime*, p. 254), chez qui l'on constate actuellement une diminution sensible de la criminalité. Mais il n'y a pas de relation entre ce phénomène et la diminution de courtes peines d'emprisonnement. Les causes en sont encore obscures. Les statistiques sont exactes, la police se perfectionne, et la rigueur de la répression décroît. Pour l'Angleterre, Tatnowski (*Journal du ministère de la justice russe*, 3^e année, oct. 1897, *Rev. Pén.*, 1898, p. 172) attribue cette amélioration principalement à l'émigration.

En général il faut voir là l'effet de mesures préventives employées à l'égard de la jeunesse.

D'autre part, en Hongrie (*Rev. Pén.* 1895, p., 602 et 721, lettre du Dr Gruber Lajos), on constate seulement une diminution des détenus, que l'on attribue à l'atténuation des peines et à l'emploi plus fréquent de l'amende substituée à l'emprisonnement.

DEUXIÈME PARTIE

LA SUBSTITUTION DE CERTAINES PEINES.

Préliminaires.

PLACE DE LA SUBSTITUTION DE CERTAINES PEINES
DANS LES RÉFORMES POSSIBLES ;
SON RÔLE POUR LES DÉLINQUANTS D'HABITUDE
ET POUR LES DÉLINQUANTS D'OCCASION.

Je n'ai, dans cette étude, qu'à examiner comment on pourrait substituer certaines peines à l'emprisonnement de courte durée. Mais il me paraît utile de montrer l'ensemble des réformes possibles pour bien marquer la place de celles-là parmi elles.

Pour ordre, je distingue d'abord trois groupes de délinquants. Pour chacun, les procédés de réformes qu'on se propose d'établir ou qui sont déjà introduits dans les lois récentes, ne sont pas les mêmes. Ce sont : 1° les mineurs de 16 ans ; 2° les délinquants adultes d'habitude, et 3° les délinquants adultes d'occasion.

I.

Mineurs de 16 ans.

Cette limite de la minorité pénale est celle du Code français, mais il est bien certain qu'elle ne peut pas être la même pour toutes les races ; elle est, en elle-même, d'ailleurs, assez

arbitraire pour les habitants d'un même pays. Aussi, certains criminalistes proposent-ils, pour la déterminer, de soumettre à un traitement physio-psychique les jeunes gens criminels (1).

Pour les mineurs la question de réformer l'emprisonnement a une grande importance. Seulement, la plupart, il faut le reconnaître, sont acquittés comme ayant agi sans discernement (2).

Il ne s'agit de prendre vis-à-vis d'eux que des mesures d'éducation d'ordre préventif et non répressif. Pour ceux qui sont condamnés à l'emprisonnement correctionnel à la suite de sentences mitigées par l'excuse légale résultant de leur âge, l'emprisonnement a des effets plus graves encore que pour les adultes, puisqu'ils sont encore dans la période de formation intellectuelle et s'assimilent plus vite les mauvais exemples. Or, presque tous, parce qu'ils ont été reconnus avoir agi avec discernement, sont déjà foncièrement vicieux. Les mesures à prendre doivent être les mêmes que pour les délinquants d'habitude.

Pour le peu qui reste, il me semble que les mesures d'ordre préventif seront préférables à une peine proprement dite. C'est aux juges à faire le classement avec soin, grâce à la faculté qu'ils ont de reconnaître le discernement. Je les écarte donc ici.

II

Délinquants d'habitude.

Ce sont tous ceux (3) que l'on peut considérer comme un danger pour la sécurité publique (4) notamment les vagabonds

(1) Ferri, *Sociologie criminelle*, p. 557.

(2) Les statistiques ne nous donnent pas la proportion. Mais nous savons qu'en 1894 il y avait 5,267 acquittés dans ces conditions par application de l'article 66 (C. pén.).

(3) V. *supra*, p. 16.

(4) V. Michaux, Rapport sur la 2^e question 1^{re} section Congrès de Rome, *Rev. Pén.*, 1883, p. 517.

et les mendiants, à cause de leurs antécédents, alors même qu'ils n'auraient jamais subi de condamnation, cette circonstance d'être délinquants primaires s'expliquant par la ruse et l'habileté qu'ils ont mises à se soustraire aux recherches de la police.

Pour eux, on ne peut songer qu'à accentuer la rigueur de l'emprisonnement, en le rendant plus long et plus dur, sans trop d'égard à la légèreté de l'infraction elle-même, afin qu'il ait l'efficacité nécessaire à l'amendement et à l'intimidation du coupable. Le perfectionnement ne consiste qu'à rendre le régime plus redoutable pour qu'ils ne considèrent plus la prison comme un hôtel garni. Tel a été l'objet de l'étude de la section de l'Union Internationale de Droit Pénal tenue à Anvers en 1895 (1).

Parmi eux, il est vrai, on constate qu'il en est pour qui les procédés d'amendement dont la société dispose seront bien difficilement efficaces; or il peut se trouver parmi les délinquants de petite criminalité des individus à qui on distribue actuellement quelques mois d'emprisonnement de temps en temps. Le but n'est-il pas de les éliminer, puisqu'il n'y a plus d'espoir de les adapter à nouveau à la vie normale? C'est ce que prévoient les lois sur la rélégalion et notamment en France, notre loi du 27 mai 1885 dans son article 4, 3^o et 4^o pour les vagabonds.

Pour ceux qu'un système de répression peut corriger, l'emprisonnement est bien la peine qui peut remplir les conditions de correction. Il suffit de l'appliquer en régime et en durée suivant non seulement la gravité de l'infraction, mais aussi le degré de perversité du coupable envisagé dans sa conduite présente et passée. C'est pour atteindre ce but avec le plus de précision possible, qu'on a imaginé le système des sentences indéterminées, qui n'a d'ailleurs reçu que très peu d'applications et n'est encore consacré dans aucune législation européenne, parce qu'en ne cherchant que l'amendement dans la peine, il risque fort de négliger ses autres caractères et compromettre

(1) *Bull. Union Intern., D. Pén.*, 1896, p. 85.

peut-être la répression elle-même dans un sens, alors qu'il la perfectionne dans un autre.

Toujours est-il que l'emprisonnement se prête fort bien à ces tentatives de réformation des délinquants vicieux. La base de l'amendement, c'est le travail forcé. Aussi peut-on avoir l'idée de lui substituer le travail comme peine. Est-ce pratique ? Puisqu'il est forcé, on ne peut se passer de l'incarcération. Il s'agit tout au plus d'une réforme du régime de la prison qui tend à la rapprocher des établissements à caractère préventif. Et de fait, c'est le caractère de toutes les maisons de travail, que l'on tente de substituer à la prison pour les vagabonds ou mendiants professionnels. En Allemagne on interne tous vagabonds ou mendiants qui ne veulent pas travailler, on laisse les autres aux soins de l'assistance publique (1). En Belgique, c'est le dépôt de Merxplas, la maison de refuge de Hoogstraten, celle de Wortel. Les individus de bonne volonté sont envoyés de préférence aux maisons de refuge. Le projet de réforme du Code pénal en Norvège prévoit la création d'une maison de travail (2), le projet de Code pénal Français aussi (art. 38) mais non à titre de peine ; on y placerait des libérés (3).

Mais le défaut de toutes ces maisons est de n'avoir pas de caractère bien net, elles sont destinées à la fois à satisfaire un besoin préventif et un besoin répressif, plutôt le premier que le second. Aussi la répression y est-elle assez négligée, dans le cas où l'on y envoie des délinquants. M. H. Joly pense qu'il n'y a pas grand espoir à fonder sur elles et les montre comme des agglomérations pernicieuses où l'assistance y est insuffisante et la répression trop paternelle (4).

Pour la répression de l'alcoolisme, presque tous les pays civilisés ont des asiles pour buveurs, généralement privés (5). Quelques-uns même ajoutent comme peines spéciales l'interdiction

(1) V. *Rev. Pén.*, 1896, p. 51. En 1896 il y avait 47 maisons de travail.

(2) *Rev. Pén.*, 1896, p. 469.

(3) *Rev. Pén.*, 1893, p. 151.

(4) V. H. Joly, *le Krack de la Répression*, *Rev. Pén.*, 1896, p. 619,

(5) V. *Enquête sur l'alcoolisme*, G. Vidal, *Rev. Pén.*, 1896, p. 1,268.

des cabarets pendant un certain temps avec l'amende comme sanction (Suisse, Projet de C. Pén, art. 25; Allemagne; Grand Duché de Bade, loi du 7 mai 1890, etc.) Mais c'est une mesure trop inégale, et trop difficile à faire observer pour qu'elle soit efficace.

En outre, pour les mendiants et vagabonds, on a eu l'idée (Congrès de Bordeaux 1896) d'employer le service militaire dans des corps spéciaux comme moyen de régénération. La nécessité d'agir par force pour maintenir la cohésion de ces agglomérations en ferait des sortes de colonies de condamnés aux travaux forcés. Nous verrons ce que M. Leveillé a tiré de ce principe en l'appliquant de préférence aux délinquants d'occasion. L'emprisonnement sera toujours le moyen par excellence de répression pour les autres.

Ce n'est pas que quelquefois d'autres peines seraient plus efficaces; par exemple pour les délits de cupidité, l'amende s'impose, nous dit Bonneville de Marsangy (1). Mais encore faut-il prendre garde que le délinquant ne soit pas affilié à des sortes de sociétés d'assurance mutuelle qui indemnisent ceux de ses membres qui ont eu la mauvaise chance de se laisser prendre : la peine serait dérisoire.

Ainsi il ne faut pas songer à substituer à l'emprisonnement de courte durée d'autres peines pour les délinquants habituels. Son seul inconvénient est d'être trop doux. Rendons-le plus rigoureux, en y introduisant au besoin des châtiments corporels sérieux, pour que son efficacité ne soit pas compromise.

III

Délinquants d'occasion.

Cette classe comprend tout délinquant primaire, ayant commis une faute légère et à qui son passé crée des titres d'indulgence et celui même récidiviste qui n'est pas tout à fait excusable à cause de ses antécédents, mais dont l'infraction ne menace pas la sécurité publique. Ce sont donc des gens qui ne

(6) V. *De l'Amélior. de la Loi Criminelle*, 1864, t. II.

sont aucunement vicieux, qui se sont pour la plupart laissés entraîner par la passion, la colère ou la légèreté (1).

A tous le séjour de la prison ferait plus de mal que de bien. La réforme de l'emprisonnement tel qu'il existe actuellement ou tel qu'il devrait être si la loi de 1875 était exécutée, ne satisferait jamais. Le perfectionnement porterait uniquement sur le régime. Mais nous avons vu que l'emprisonnement avec le système cellulaire, considéré comme le meilleur régime depuis de longues années est encore mauvais comme peine de courte durée. On n'empêcherait pas d'autre part, les vices qui résultent de la privation de liberté elle-même. L'insuffisance de cette peine nous conduit à chercher à l'éviter ; il y a deux procédés : suppression de la peine ou substitution d'une autre peine.

1^{er} *Procédé*. — Nous trouvons un assez grand nombre de systèmes qui répondent tous à cette forme. On peut, en effet, ou bien éviter tout procès pénal, ou bien éviter seulement la condamnation, on encore ne dispenser que de la peine elle-même ; c'est ainsi qu'au Congrès de l'Union Internationale de Droit pénal à Bruxelles en 1889, M. Prins proposait, dans le cas où l'intérêt de la partie lésée était en cause beaucoup plus que celui de la société, d'ajouter dans la loi la nécessité de la plainte préalable de la victime (ex : pour les petits vols, petits abus de confiance). Cela a été admis en Norvège et en Allemagne. Cependant en 1876 l'Allemagne a restreint beaucoup les cas où la poursuite ne peut avoir lieu sans cette plainte (2).

C'est ainsi encore qu'on a essayé de rendre fréquentes des transactions avec la justice par lesquelles le coupable évite le procès. Seulement la condition est généralement de payer une amende plus forte que celle à laquelle il aurait pu être condamné ; nous revenons à une substitution de peine sans procès. Ces transactions sont employées en Italie (C. pén., art. 101,

(1) V. Michaux, rapport sur la 2^e question. Congrès de Rome, *Rev. Pen.*, 1883 p. 517. V. la classification faite au Congrès de Heidelberg, 1897, *Rev. Pén.*, 1897, p. 1,045.

(2) V. *Bull. Union Intern.*, 1889.

oblazione volontaria), aux Pays-Bas (C. Pén., art. 74), et dans la Principauté de Monaco (C. d'instr. crim., art. 388) (1).

On a tenté aussi une sorte de peine morale comme la réprimande ou admonition, et le pardon (2). La réprimande existe dans certaines législations européennes (Allemagne, C. Pén., art. 59, § 4; Italie, C. Pén., art. 26 et 27; Portugal, C. Pén., art. 81 et 119; Russie, C. Pén., art. 30, 40 et 65; Espagne, C. Pén., art. 26 et 117; Fribourg, C., art. 310; Vaud, C., art. 13 et 31; Appenzell, C., art. 12. § 16; Malte, C., art. 7 et 16). Le pardon existe dans le projet de Code pénal français.

Mais surtout, on a institué la condamnation conditionnelle qui fait craindre au condamné de subir sa peine s'il récidive dans un certain délai, et une mesure analogue qui menace simplement le coupable de la condamnation elle-même suivie d'exécution, s'il récidive dans un certain délai : c'est le « probation system ».

La première de ces formes est la plus employée. Elle se rencontre dans la plupart des législations européennes : Belgique, loi du 31 mai 1888; France, loi du 26 mars 1891; Luxembourg, loi de 1892; Portugal, loi 6 juillet 1893. En Saxe, en Prusse, dans le Grand-Duché de Hesse (3), elle a été introduite par mesure administrative en attendant une loi de l'empire d'Allemagne qui n'est pas encore faite aujourd'hui. Depuis, le Wurtemberg (décret du 24 février 1896) et la Bavière (avis ministériel du 24 mars 1896) ont suivi la même façon de procéder (4).

La seconde forme est spéciale aux pays anglo-saxons, notamment à l'état de Massachusetts, où elle a pris naissance en 1870, à la Nouvelle-Zélande depuis 1886, à l'Etat de Queensland (Australie) (1886), à l'Angleterre qui l'a adoptée en 1887 (bill du 7 août).

Enfin un autre moyen d'éviter la peine consiste dans le

(1) Treppoz, étude théorique et pratique sur la condamnation conditionnelle.

(2) V. Lajoie, *la Loi du pardon*.

(3) *Rev. Pén.*, 1895, p. 1416.

(4) *Rev. Pén.*, 1897, p. 753.

cautionnement. Il est d'origine anglaise, et a été introduit dernièrement au Canada (Code de 1893, art. 958, 959).

Or nous n'avons pas à faire l'étude des moyens d'écarter l'emprisonnement de courte durée par des procédés indirects, — indirects puisqu'ils ne touchent pas au système de la pénalité en lui-même. Je n'aurai à en parler que pour montrer qu'ils ne nuisent en rien à la nécessité du second groupe de réformes auquel j'arrive maintenant.

2^e *Procédé*. — Il consiste en la suppression de l'emprisonnement court, soit pour quelques délits, soit pour tous, en fixant une limite minima au-dessous de laquelle il ne pourrait plus être prononcé et en son remplacement par d'autres peines, soit en utilisant celles que les lois actuelles nous offrent, soit en en créant de nouvelles.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DE LA QUESTION DE LA SUBSTITUTION

L'idée d'éviter la prison aux délinquants à qui elle peut être néfaste est assez ancienne. Mais elle n'a malheureusement pas fait beaucoup de progrès dans le domaine de la pratique, retardée dans cette voie par des obstacles sérieux.

Le premier, M. Bonneville de Marsangy en 1864 (1), signale avec chaleur les abus de l'emprisonnement de courte durée. Il montre qu'on pourrait fort bien lui substituer l'amende qui a sur lui d'immenses avantages. La seule difficulté, c'est le recouvrement contre les insolvables : il indique un moyen très simple d'apparence qui consiste à faire transformer l'amende en travail, procédé déjà employé par le fisc qui substitue des prestations en nature aux prestations en argent et déjà introduit dans le système pénal en matière de contraventions forestières par l'art. 210 du Code forestier (modifié par la loi du 18 juin 1859) et qu'il suffirait de généraliser.

Cette idée assez séduisante, on devait certainement chercher à l'appliquer et bientôt, en 1872, le Congrès pénitentiaire international tenu à Londres l'examina (2). Il chercha à substituer à l'emprisonnement de courte durée et au non-paiement des amendes le travail même forcé, sans privation de liberté. La discussion souleva des difficultés d'organisation et montra que la question n'était pas mûre. On ne décida rien.

En Suisse, le canton de Vaud, plus hardi, introduisit le travail comme peine dans une loi du 17 mai 1875. Il y fut

(1) V. Bonn. de Mars., *de l'Amélioration de la criminalité*, 1864, t. II.

(2) *Prisons and Reformatories being the transactions of the international congress held in London*, by Edw. Pears, 1872.

conduit par des considérations toutes pratiques, dans l'ignorance de l'article 210 (C. forestier français) (1). Dans d'autres cantons, des lois analogues transformèrent l'amende en journées de travail fait en liberté (Schwyz, Berne, Neuchâtel). L'article 7 de la loi du canton de Vaud permet au condamné à l'amende, qui ne peut ou même ne veut pas la payer, de se faire inscrire dans certaines conditions pour être employé à des travaux publics d'entretien ou de construction de route, d'endiguement ou de sylviculture. Le travail d'une journée est évalué de trois à six francs. A défaut de travail volontaire on aura recours à la contrainte par corps. C'était déjà un grand pas de fait, pour éviter autant que possible cette contrainte par corps, qui n'a pour but qu'une pression morale sur le condamné pour le forcer à s'exécuter en argent.

En 1878, a lieu le deuxième congrès pénitentiaire tenu à Stockholm. Il ne reprend pas directement la question discutée à Londres, considérant sans doute qu'il serait impossible encore de rendre bien pratique la substitution du travail à l'amende. A cette époque, la loi du canton de Vaud était peu connue et surtout son application devait être trop récente pour qu'elle eût donné des résultats appréciables (2). Toutefois, ce congrès signale l'emprisonnement de courte durée comme une des causes principales de la récidive.

En 1880, M. de Joinville, inspecteur général des services administratifs au Ministère de l'Intérieur en France, publie une brochure sur l'emprisonnement à court terme, préconisant sa suppression pour certains délits et son remplacement par l'amende et les corvées.

L'année suivante paraît le nouveau Code pénal des Pays-Bas qui réalise de sérieuses réformes, en donnant notamment plus d'extension à l'amende, peine principale, augmentant son taux maximum et n'admettant en somme l'emprisonnement que comme succédané de la peine pécuniaire, et créant en conséquence un tarif d'équivalence (3).

(1) V. Correvon, *Rev. Pén.*, 1893.

(2) Nous verrons plus loin qu'elle ne fut guère appliquée.

(3) Rivière, *Bull. de la Société de Lég. comp.*, 1889, p. 333.

En 1885, tandis qu'en France on commence à essayer de combattre les effets de l'emprisonnement en discutant au Parlement les propositions Bérenger relatives à l'introduction dans la législation du sursis à l'exécution des peines et de l'admonition, à Rome s'ouvre le troisième congrès pénitentiaire international, et l'on y examine la question (2^e de la 1^{re} section) de substituer à cette peine l'admonition ou simple réprimande, l'interdiction locale, et le travail dans un établissement public sans détention. Aujourd'hui on range avec plus de raison, l'admonition, du moins en France, parmi les moyens d'éviter au délinquant toute peine quelconque. Mais alors, on le considérait comme peine véritable et le Code italien de 1892 la comprend ainsi. La discussion mit en lumière le projet de M. Garofalo ayant pour but de supprimer l'emprisonnement au-dessous de quatre mois et de lui substituer l'amende remaniée, rendue plus efficace par un recouvrement fortement établi. D'autres, comme M. Correvon pour la Suisse, reprenaient l'idée de la suppression de la prison pour certains délits seulement. Mais on recula encore devant la difficulté d'organiser le travail comme mode de recouvrement de l'amende et l'on s'en tint, dans les votes qui suivirent la discussion, au système actuellement en vigueur en France proposé par le rapporteur M. Ferd. Dreyfus, et suivant lequel les juges peuvent toujours, grâce aux circonstances atténuantes, faire la substitution quand cela est nécessaire.

Dès lors, les publicistes s'emparent de la question. En 1886, M. Prins (1) montre comment les tribunaux frappent à coups redoublés l'hydre de la criminalité mais au hasard et sans distinction et comment celle-ci, au lieu de céder, prend un nouvel essor. Il reprend les idées de Bentham et de Spencer, et place au-dessus des contraintes physiques qui sont grossières et enfantines au point de vue utilitaire, les peines qui portent directement sur la richesse : l'amende et le travail.

L'année suivante, la Société générale des prisons, qui avait

(1) Prins, *Criminalité et Répression*, Bruxelles, 1886.

à diverses reprises signalé le mal et les recherches faites pour y remédier, s'occupe de la question du casier judiciaire, et M. Bonneville de Marsangy développe son idée de généraliser la disposition de l'article 210 (loi 1859), et propose, pour satisfaire les esprits pour qui l'amende peut paraître trop douce, d'y joindre pour les insolvable la faillite avec ses incapacités (1).

De son côté, en 1889, l'Union internationale de Droit pénal encore toute récente, dans sa première session tenue à Bruxelles, discute le système de M. Garofalo, qui, reprenant les moyens de répression indiqués à Rome, propose de substituer à l'emprisonnement une double amende pour les petits délits des délinquants encore honorables, une pour l'Etat, l'autre pour la partie lésée ; celle-ci aurait l'avantage d'obtenir plus que par la condamnation aux dommages-intérêts souvent dérisoire, enfin l'on chercha les moyens de recouvrement.

En 1890, M. Guillot, dans *Les prisons de Paris*, se montre partisan du système de Correvon et de Joinville : suppression de l'emprisonnement pour certains délits, dont il donne même une énumération, et indique un certain nombre de peines soit anciennes, soit nouvelles, auxquelles on pourrait de préférence recourir, en appliquant, suivant les délinquants, celle qui est le plus en rapport avec le caractère du délit. Il montre l'utilité qu'il y aurait aussi à étendre l'amende et les prestations de travail.

L'année suivante, à la réunion de son groupe allemand à Halle-sur-Saale, l'Union internationale de Droit pénal propose d'élever le maximum de l'amende, de le proportionner à la fortune du délinquant, ce qui existait déjà dans quelques codes nouveaux (Portugal, C. du 16 septembre 1886) et de faciliter le recouvrement en admettant des acomptes, enfin de remplacer la contrainte par corps par un travail lucratif et forcé.

Les mêmes vœux furent la conclusion du Congrès de l'Union entière à Christiania dans sa discussion sur les peines pécuniaires (même année).

(1) *Rev. Pén.*, 1887, p. 311.

Au mois d'octobre, mêmes désirs exprimés par l'Association Howard, qui se préoccupe des moyens de réformer les prisons.

Et l'on peut voir qu'à cette époque la question est à l'ordre du jour un peu partout dans l'Europe centrale et occidentale. En Allemagne, des criminalistes présentent des systèmes pour améliorer l'amende et introduire le travail aux lieu et place de la prison : ce sont Stelling (1), Holtzendorff (2), Rosenfeld (3), etc.

On peut s'étonner que devant cette tendance générale à réformer l'emprisonnement de courte durée, les législations ne fassent pas plus de progrès, que l'on ne s'inquiète pas assez des résultats déjà obtenus par les quelques modifications que nous avons vues être apportées aux lois générales, et qu'en rajeunissant leurs codes, les nations européennes n'y fassent pas figurer ce qui peut être utile. La cause de cette lenteur, elle n'est pas seulement dans les difficultés d'organisation, encore pendantes, faisant hésiter à sortir du *statu quo*, elle est surtout dans l'introduction dans les lois, du sursis, de la réprimande ou de l'admonition. On pensait arriver au but que nous cherchions, plus facilement. C'est, en effet, l'époque vers laquelle par une sorte d'engouement général on adopta çà et là la condamnation conditionnelle.

Cependant le nouveau Code pénal italien en 1892 (4), tout en fortifiant l'amende correctionnelle dont il élève le taux à 10,000 lire, admet l'emprisonnement comme simple substitutif de la peine pécuniaire pour ceux qui ne payent pas dans un délai de deux mois après la mise en demeure et introduit les prestations de travail comme substitutif de cet emprisonnement, mais sous la condition qu'elles soient demandées par le condamné. A côté de l'amende, non seulement il donne plus

(1) V. 20^e Bulletin, *Société des prisons de l'Allemagne du Nord-Ouest*.

(2) Cité par Aschrott. V. 19^e Bulletin, *Société des prisons de l'Allemagne du Nord-Ouest*.

(3) V. Bull. *Union Intern.*, 1892, p. 135 et 220. Rapport pour le congrès de Christiania.

(4) V. Lacointa, *Le Code pénal d'Italie*, 1890.

d'importance à certaines peines qui existaient déjà telle que l'interdiction des fonctions publiques, de certaines professions, mais il admet d'autres peines qui sont spéciales à l'Italie, telles que le confinement et le *domicilio coatto* ou arrêts domestiques, le tout pour compléter le système qui permet d'écarter le plus possible l'emprisonnement.

En France d'où s'élabore, depuis quelques années, un projet de Code pénal dont la partie générale était déjà arrêtée dans les grandes lignes en 1893, nous constatons (1) une tendance à laisser subsister l'emprisonnement de courte durée même pour les contraventions, puisque la réforme consiste à le changer de nom, en en portant la durée maxima à quinze jours. C'est une aggravation : ces arrêts de police seront subis en commun sans travail obligatoire dans les locaux départementaux. Il est vrai qu'on y introduit la faculté pour le Tribunal, sur la demande du condamné, de convertir ces arrêts en prestations de travail au profit de la commune. D'autre part, le projet augmente le maximum de l'amende, le portant de 16 à 5,000 francs (sauf les maximums spéciaux indiqués dans chaque article) : c'est peu encore. Pour le recouvrement aucune amélioration n'a été apportée : toujours la contrainte par corps. Pas de prestations de travail.

Un peu plus tard, la Suisse (2), jusqu'ici divisée au point de vue législatif en autant de législations que de cantons, publia, dans un but d'unification, un projet de Code pénal fédéral préparé par un seul jurisconsulte, M. Stooss. Ici, nous retrouvons le paiement de l'amende facilité par des acomptes, l'idée consacrée par la loi de 1875 du canton de Vaud, le rachat au moyen de prestations de travail, leur organisation, l'attribution à la partie lésée de tout ou partie des produits des peines pécuniaires.

Mais, à côté des législateurs, d'autres jurisconsultes continuaient le mouvement, on cherchait les moyens de rendre notre système pratique en provoquant les avis des hommes les plus compétents. C'est ainsi qu'en 1893 l'Union interna-

(1) V. *Rev. Pén.*, 1893, p. 151. Compte rendu de M. Le Poittevin.

(2) V. *Rev. Pén.*, 1894, p. 181. Compte rendu de M. Garçon.

tionale du Droit pénal, réunie cette fois à Paris, recherche encore les remèdes à l'emprisonnement de courte durée (1^{re} question de la session discutée sur le rapport de M. Garofalo (1).

Mais c'est surtout à la Société générale des prisons que fut entreprise l'étude la plus complète de la question dans une discussion qui dura trois séances, précédée d'un rapport remarquable de M. Boullaire, qui concluait à la nécessité de supprimer l'emprisonnement de courte durée, pour le remplacer par l'amende rendue plus efficace et par le système de l'article 210 (C. for.) généralisé. Bien des objections ont été soulevées. L'impression de l'ensemble du compte rendu n'est pas très nette. On y voit encore une hésitation qui prouve que l'idée avait besoin encore d'être mûrie dans les esprits pour aboutir à un système bien coordonné. L'obscurité tient surtout à ce qu'on n'a pas toujours eu soin de séparer la situation des délinquants d'habitude de celle des délinquants d'occasion. Comme elles sont très différentes et nécessitent des réformes presque opposées, beaucoup d'obstacles ont été dressés bien inutilement, beaucoup de coups d'épée ont frappé dans le vide. Je citerai comme exemple le discours de M. Cheysson sur les difficultés d'organiser le travail. Mais, pour qui fait cette distinction, l'étude de la Société des prisons marque un très grand pas fait vers le but poursuivi.

Au Congrès de Brunswick (16 et 19 mai 1894), l'Association des fonctionnaires appartenant à l'Administration pénitentiaire allemande a conclu aussi à la suppression de l'emprisonnement de courte durée (2). Ils recommandent notamment l'extension facultative de l'amende, et la suppression des abus de la prison tout en la déclarant indispensable (pour les gens insolubles et les récidivistes sans doute).

La même année, l'Autriche élabore son projet de Code pénal, et là nous trouvons la trace, faible il est vrai, des progrès accomplis, dans une tendance à la substitution de l'amende. Ce projet donne très souvent au juge le choix entre les deux

(1) *Bull. Union Int. Dr. pén.*, 1894, p. 101.

(2) *Rev. Pén.*, 1894, p. 1291.

peines : emprisonnement ou amende, et établit une commune mesure d'équivalence : 500 francs représentent trois mois, 1,000 francs six mois, 2,000 francs un an, 4,000 francs deux ans et plus (1). S'il laisse l'emprisonnement comme substitutif de l'amende irrecouvrée ou irrecouvrable, du moins la commission a invité le gouvernement à préparer un projet de loi relatif à l'acquittement des insolvable, notamment par l'emploi à des travaux d'utilité publique.

Certainement, depuis 1893, le mouvement que nous avons vu s'épanouir s'est ralenti et l'ardeur semble s'être refroidie à l'égard de la substitution de certaines peines à l'emprisonnement. En effet, dans les deux derniers grands Congrès internationaux, celui de Saint-Petersbourg (1890) et celui de Paris (1895), elle n'a pas été reprise ; tout au plus, incidemment, y est-il fait allusion. C'est ainsi qu'au premier, on a envisagé surtout la diminution des délinquants d'occasion jetés en prison au point de vue de la réprimande et de la condamnation conditionnelle. Il en a été de même au second (2). Mais on y a fortement critiqué le système du sursis à cause de ses résultats peu satisfaisants. En outre, on a admis que pour combattre la récidive « la loi doit fixer un minimum spécial pour éviter l'abus des courtes peines » (3) et accueilli favorablement le principe de la double amende du système de M. Garofalo repris par M. Leveillé (4).

Mais en Allemagne, le Congrès des jurisconsultes réunis à Brême (9 et 13 septembre 1895), examinant encore la question de la réforme de l'amende déjà étudiée à leur Congrès précédent tenu à Augsbourg en 1893, recommande surtout le travail comme mode de recouvrement (5).

En 1896, une idée nouvelle se fait jour, présentée par

(1) Rapport de la commission permanente, page 25, *Rev. Pén.*, 1894, p. 634.

(2) Huitième question de la 1^{re} section.

(3) Première question de la 1^{re} section.

(4) Quatrième question de la 1^{re} section.

(5) *R. Pén.*, 1895, p. 1375.

M. Leveillé à la Société des prisons (1). Il propose de remplacer l'emprisonnement de courte durée des jeunes gens par l'engagement militaire dans des corps spéciaux en Algérie et en Tunisie, pour une durée supérieure généralement à celle de la peine prononcée ; ce procédé s'appliquerait à tous ceux qui, ayant l'horreur de la prison, auraient en même temps l'énergie de revenir au bien, c'est-à-dire à tous délinquants primaires occasionnels. Nous retrouvons d'ailleurs ici le désir de l'éminent jurisconsulte de pousser par tous les moyens à l'émigration hors de France de tous ceux qui ont de la peine à y vivre. Il pense que ceux qui auront pris ces engagements resteront, après leur libération, dans un pays plus neuf, où les conditions de vie sont plus faciles, où par conséquent les chances de déclassement sont réduites. Cette réforme entraîne d'ailleurs la réorganisation des bataillons d'infanterie légère d'Afrique, réclamée depuis 1889 (2).

Ainsi, peu à peu, les solutions du problème laissées en suspens se préparent, et si nous n'arrivons pas en France à un système d'ensemble sur la substitution de l'amende et du travail à l'emprisonnement de courte durée, puisque le projet de Code pénal ne réalise qu'un faible progrès, du moins de temps en temps le législateur s'empare de l'idée pratique, émise par Bonneville de Marsangy. C'est ainsi qu'une loi récente des 21 et 22 décembre 1897, relative aux pouvoirs disciplinaires des administrateurs des communes mixtes en Algérie donne, dans son article 2, la faculté à l'Administration de remplacer par des prestations en nature les condamnations à l'amende et à l'emprisonnement de simple police pour infractions spéciales à l'indigénat (ces infractions sont énumérées dans des tableaux annexés à la loi). C'est encore un pas vers la généralisation de l'article 210 (C. for.).

(1) *R. Pén.*, 1896, p. 1001. Elle avait été émise au Congrès de Bordeaux, au sujet des vagabonds et mendiants (1896).

(2) Dernièrement encore un projet, de loi relatif à la réorganisation des corps disciplinaires de l'armée et des pénitenciers militaires était déposé à la Chambre des députés par M. P. Richard (2 déc. 1897).

CHAPITRE II

UTILITÉ DE LA SUBSTITUTION DE CERTAINES PEINES.

Dans l'exposé de l'évolution de l'idée de substitution de certaines peines à l'emprisonnement de courte durée, j'ai déjà remarqué que la lenteur avec laquelle elle se développe, tient à deux causes importantes. D'abord, on doute de son utilité, en présence d'autres procédés qui écartent, eux-aussi, la prison mais sans la remplacer. Ensuite, on est d'autant plus enclin à l'abandonner qu'elle soulève des difficultés dans son application. Nous reviendrons plus tard sur cette seconde cause qui domine l'ensemble de notre question et il nous reste à chercher si l'introduction dans une législation des moyens qui suppriment toute peine, suffit pour remédier à l'abus des courtes peines d'emprisonnement.

§ I

Le pardon et la réprimande.

Le pardon et la réprimande judiciaire ou admonition diffèrent si peu l'un de l'autre qu'il est plus simple de les réunir. Avec le premier, le juge se contente de prévenir le délinquant qu'il est pardonné, mais qu'il ne pourra plus obtenir la même faveur à l'avenir pour un nouveau délit. C'est l'article 66 du Projet Français. Avec la réprimande, comme son nom l'indique, le juge adresse une mercuriale au délinquant. C'est une sorte de peine morale. Mais c'est tout. Celui-là est

renvoyé après constatation de sa culpabilité. Nous avons vu que cette institution est très répandue (1).

Il est très pratique de résoudre ainsi notre problème si un simple avertissement avec ou sans réprimande suffit pour éviter toute rechute. Malheureusement il est rare que le juge chargé d'apprécier en soit certain.

Pour beaucoup de contraventions, qui sont des infractions non intentionnelles, très légères, la peine sera certainement de trop pour assurer l'intimidation d'un délinquant honnête. Cependant cette mesure ne peut avoir qu'un caractère exceptionnel. Le juge ne peut en user qu'avec la plus grande prudence, d'autant que le délinquant doit avoir la force de volonté nécessaire pour attacher l'importance qu'il faut à la réprimande. Cette force est assez rare ; elle ne dépend pas du tout de l'honnêteté. Et il est plus à craindre qu'en voyant la bénignité de la loi, le délinquant n'ait des tentations qu'il n'avait pas avant sa faute et cela malgré la certitude de n'obtenir plus jamais la même faveur. En Italie, la réprimande est peu pratiquée. Ferri l'explique par ce dilemme : « Ou bien le condamné est sensible à l'honneur, alors le jugement public suffit sans le sermon moral du juge ; ou bien le condamné n'a pas cette sensibilité morale et alors l'avertissement n'est qu'une cérémonie inutile et ne peut avoir aucun effet ni sur le criminel ni sur le public (2) ».

Il y a une autre objection plus grave, commune à tous les procédés qui suppriment toute peine. J'y reviendrai postérieurement.

§ II

Cautionnement.

Pour rendre l'effet moral plus puissant et par conséquent pour étendre le champ d'application du pardon et de la réprimande si le juge doute de l'efficacité de la réprimande,

(1) V. *supra*, p. 45.

(2) Ferri, *Sociologie criminelle*, p. 560.

soit à cause du caractère faible du délinquant, soit à cause de la gravité de l'infraction, il aura recours au cautionnement, au sursis ou au « probation system », procédés qui aident le délinquant à s'amender tout seul par la simple crainte de l'exécution d'une menace.

Le cautionnement est une somme d'argent dont le juge exige le dépôt, ou bien la garantie pécuniaire d'une tierce personne qu'il impose pendant un certain délai pour aider le coupable à éviter la récidive. Il est originaire d'Angleterre où, paraît-il, il produit de bons résultats au cas de coups, rixes, ou d'injures (1). Les Italiens ont eu l'heureuse idée de le combiner avec la réprimande (C. art. 26-27). Sans aller jusqu'à rejeter un système, en qui Spencer fondait les plus belles espérances dans sa réforme de la répression, il faut reconnaître qu'il doit toujours avoir un caractère exceptionnel. Il soulève la difficulté de trouver la garantie nécessaire. Or elle doit toujours être assez forte, sans quoi le contrepoids apporté aux tentations de récidive serait dérisoire (2).

§ III

Sursis.

Le sursis, soit à l'exécution de la peine, soit à la condamnation elle-même (probation system), est le système le plus en vogue actuellement (V. p. 45). Il est incontestable qu'il ne peut produire que d'excellents résultats si les tribunaux en font bon usage. Mais ce que j'ai à montrer ici, c'est que, comme tous les autres procédés de même ordre, le sursis est insuffisant dans une législation soucieuse d'établir une mesure exacte dans la répression de la petite criminalité et, sans quitter la France, je me placerai d'abord au point de vue de la loi du 26 mars 1891, ensuite je reprendrai les raisons de

(1) Congrès de Bruxelles, *Bull. Union Intern. D. Pén.*, 1889.

(2) Ferri ne l'admet qu'accessoirement à la réparation des dommages intérêts. *Sociologie criminelle*, p. 560.

fonds qui empêchent tout système de peine ou de condamnation conditionnelles de recevoir une large application.

1° *La loi du 26 mars 1891.*

Il est hors de doute qu'il y a dans cette loi des décisions sur des questions secondaires qui peuvent être contestées : dans toute innovation la perfection n'est atteinte que par tâtonnement. L'expérience seule éclaire les incertitudes. Quant à ces décisions critiquées, pour quelques-unes on hésite encore sur le principe à adopter, pour les autres on est déjà fixé, étant tombé d'accord pour les supprimer. Ainsi, actuellement, il est encore difficile de se rendre compte de la durée justement nécessaire au délai d'épreuve ; bien que les législations inclinent pour un délai fixe, ce système est loin d'être aussi rationnel que celui de proportionner le délai au degré de faiblesse du tempérament du coupable (1). Et même elles ne s'entendent pas sur la durée du délai fixe. En France il est de cinq ans. Le projet de Code le réduit à trois ans, sans doute pour supprimer l'anomalie suivante : le condamné avec sursis met plus longtemps à devenir indemne que celui qui a été condamné à une peine de moins de deux ans d'emprisonnement et obtient la réhabilitation trois ans après sa libération, surtout que la jurisprudence lui refuse le droit d'option (2).

D'autre part est-il utile de permettre le sursis pour des cas où la peine à prononcer s'élève jusqu'à cinq ans d'emprisonnement ? Les législations actuelles sont très variées sur ce point (en Belgique, la peine prononcée doit être inférieure à six mois, en Angleterre à deux ans, dans le projet de Code fédéral suisse à six mois, dans le projet de Code français à trois mois, dans le Code italien à six mois pour les hommes, et un an pour les mineurs et les femmes). On peut justifier la loi de 1891 en remarquant que diminuer de beaucoup la durée de la peine d'emprisonnement donnant lieu à sursis,

(1) Système belge, qui admet en outre un maximum de cinq ans.

(2) Dalloz, Supp., v° *Peine*, n° 223 ; Locard, Comm. sur la loi du 26 mars 1891, p. 87.

c'était engager les juges à multiplier les courtes peines lorsqu'ils tiendraient à être indulgents. Je crois cependant que cet argument ne porte pas : en effet, s'ils agissent ainsi, c'est pour accorder le sursis ; or la prison est évitée, sauf le cas de rechute. Mais cette rechute prouve que le condamné n'a pas droit à l'indulgence.

On a contesté aussi l'utilité d'étendre le sursis aux peines pécuniaires, cette extension se justifie pratiquement ; au cas où le juge condamne cumulativement à l'emprisonnement et à l'amende, il faut qu'il puisse accorder le sursis pour les deux peines. Mais on a fait valoir à l'encontre le danger de léser les droits du Trésor, ce qui n'a aucune importance (1), et surtout la déviation du sursis de son but primitif qui est d'éviter la prison. Or, pour nous, ce but est sa seule raison d'être, car dans l'intérêt de la répression, son application doit être restreinte chaque fois qu'elle ne repose pas sur le désir d'amender le coupable en lui épargnant une peine néfaste (2).

À côté de ces critiques il y en a d'autres qui sont moins contestées, comme l'inscription de la condamnation conditionnelle (avec mention du sursis il est vrai) sur le bulletin n° 2 du casier judiciaire, délivré aux particuliers, — comme l'absence pour le condamné pendant le délai d'épreuve d'un soutien, soit d'un « probation officer » comme à Boston, soit au moins du patronage.

Maintenant si la loi va peut-être trop loin en appliquant le sursis à l'amende, son champ d'application est certainement trop restreint dans trois cas où elle laisse de côté certaines infractions qui peuvent entraîner l'emprisonnement :

1° Pour les délits fiscaux, c'est au moins douteux. La jurisprudence applique le sursis en toute matière en principe, sauf dans les cas où elle croit voir des exceptions. Pour ces délits, la Cour de cassation a décidé que le sursis s'appliquerait seule-

(1) Il s'agit de pénalité et non d'impôt.

(2) Remarquez que le sursis appliqué à l'amende ressemble beaucoup au cautionnement, mais avec plus d'imperfection. En effet, on peut voir cette situation ridicule d'un condamné avec un sursis de cinq ans. V. Dalloz, *supp. v° Peine*, n° 242. En Belgique d'ailleurs le sursis ne s'applique pas aux amendes (loi 31 mai 1888, art. 9).

ment au cas où l'emprisonnement est prononcé (Cass. 22 déc. 1892, D., 93.1.157) mais certaines Cour d'appel sont d'un avis contraire (1). Quant aux condamnations à l'amende, on les considère ici plutôt comme des réparations civiles que comme des peines. Le sursis ne s'y applique pas.

2° Mais certainement le sursis ne peut s'appliquer aux condamnations prononcées par les juridictions militaires (art. 7, loi du 26 mars 1891). La conséquence de cette règle (de compétence en apparence) est d'écarter le sursis des infractions militaires et quelques-uns ajoutent : même si elle sort de la compétence des tribunaux civils ordinaires (2).

3° Le sursis ne s'applique pas aux contraventions. Ceci est certain en doctrine et en jurisprudence (3). Quelques auteurs le contestent (4). En effet, ni dans le texte de la loi, ni dans les travaux préparatoires, rien ne fait allusion aux contraventions. Au contraire même, l'ensemble de ses dispositions s'y oppose : les contraventions ne comptent pas comme condamnations antérieures s'opposant au sursis pour une seconde infraction, et d'autre part commises dans le délai déterminé, elles ne destituent pas le condamné du bénéfice à lui accordé. Si le sursis s'y appliquait, ce serait l'impunité possible pour celui qui ne commettrait que des contraventions. On ajoute que c'est aussi conforme à la pensée du législateur : prévenir la récidive correctionnelle, la seule qui suive une progression croissante. Mais le but de M. Bérenger n'était-il pas d'éviter autant que possible les courtes peines d'emprisonnement ? On essaye de justifier au point de vue moral cette restriction dans l'emploi du sursis, en montrant que le but était plutôt de combattre chez le délinquant l'intention mauvaise qui a germé dans son cerveau lors du premier délit. Or, cela ne peut guère avoir lieu pour les contraventions, infractions non intentionnelles, où l'on punit des négligences. Mais rien ne dit d'abord que parce qu'on punit une faute, même non intentionnelle, elle

(1) Dalloz, suppl., v° *Peine*, n° 249.

(2) V. Garrand, *Précis de Dr. crim.*, p. 409; Cass. 13 av. 1894. Mais *contra*, Dalloz, suppl., v° *Peine*, n° 261.

(3) Cass., 5 mai 92, D., 92.1.332; Cass., 29 juillet 92, D., 92.5.472.

(4) V. Dalloz, suppl., v° *Peine*, n° 250.

n'ait pas été intentionnelle. Et ensuite il est peu logique alors d'admettre le sursis pour des cas plus graves, pour certains délits où l'on ne retrouve pas d'intention mauvaise, qui nécessite un amendement (homicide, blessure par imprudence).

Ainsi la loi de 1891 est incomplète et insuffisante pour éviter la prison à tous les délinquants intéressants.

2° Critique générale du système.

Le caractère commun de tous les inconvénients de la loi du sursis, c'est qu'ils peuvent s'effacer un jour ou l'autre, à la première revision inspirée par des visées moins étroites que celles qui ont présidé à l'élaboration de la loi de 1891. Maintenant supposons que le sursis soit insuffisant, même une fois perfectionné à remplir les conditions nécessaires à l'individualisation de la peine, ne pourrait-on pas, en introduisant à côté de lui la réprimande, le pardon, le cautionnement, les transactions dont nous avons parlé plus haut, organiser un système permettant d'arriver toujours à ce but ? Il faut se garder des illusions ; et la faiblesse des procédés qui suppriment à peu près radicalement toute peine a peut-être son écho en France et en Belgique, notamment dans l'impuissance des lois sur la condamnation conditionnelle à enrayer sérieusement la marche ascendante du flot de la criminalité correctionnelle.

Reportons-nous aux tableaux donnés plus haut (V. p. 34). Depuis 1892, en France, celle-ci n'a pas ralenti. D'après M. Prins il en est de même en Belgique. Au congrès de Paris en 1895 (1), Pols (2) constate l'augmentation considérable en Belgique des condamnations à six mois et moins d'emprisonnement qui, de 19,000 en 1884, montent à 41,000 en 1891, 46,000 en 1892, 43,000 en 1893. L'augmentation vient bien un peu de la condamnation conditionnelle à qui l'on peut faire les reproches suivants dont le second lui est commun avec la réprimande.

(1) 8^e question de la 1^{re} section.

(2) Professeur à Utrecht.

1° On a prétendu qu'elle était un mauvais calcul pour l'amendement du délinquant, que c'était une prime à l'hypocrisie. Cette crainte n'a pas grande raison d'être. En effet, en France, je trouve que, tandis que 21,402 sursis étaient accordés en 1894 tant en matière criminelle que correctionnelle (25 + 21,377), 1,147 étaient révoqués, ce qui donne une proportion de 5 0/0. Pour la Belgique, elle est de 3 0/0, d'après M. Prins (1).

2° Voici qui est plus grave: la suppression radicale de toute peine est une cause inévitable de l'énervement de la répression. Il est vrai qu'il y a bien un semblant de substitutif, c'est la réprimande ou la menace de l'exécution d'une peine, qu'il y a toujours condamnation prononcée, en France du moins, et que le juge avertit le délinquant des conditions de la faveur qu'on lui fait. Le châtement, c'est le temps d'épreuve. C'est vrai. Mais respecte-t-on le besoin d'intimidation collective ? Il le semble, puisque le sursis n'est accordé que si le juge le trouve possible. On n'est jamais sûr de l'obtenir. Et cependant par le seul fait que l'impunité peut lui être assurée pour la première fois, l'individu d'une honnêteté sérieuse sera sollicité par la tentation du délit, si l'occasion se présente, persuadé que son passé lui assurera l'indulgence du juge.

Mais le caractère de la répression qui est complètement négligé ici, c'est la satisfaction à donner au sentiment de réprobation générale que soulève l'infraction. Il est vrai que si l'on restreignait à trois mois la durée maxima de l'emprisonnement qui seul permettrait d'obtenir le sursis (2), les infractions restées impunies seraient sans gravité et la portée de la critique réduite (3). Elle le serait d'autant plus que sous

(1) D'après Ferri, *Sociologie criminelle*, p. 56, en 1890, sur 41,330 condamnations correctionnelles, 7,932 ont été condamnés conditionnellement, dont 223 rechutes ; en simple police : 121,461 cond., 6,377 conditionnelles et 49 rechutes.

Pour l'application du « probation system », à Boston, en dix ans, sur 27,052 individus examinés, 7,251 l'ont obtenu, dont 580 révocations. Ferri, *Sociologie*, p. 566.

(2) V. Projet de Code pénal français V. p. 40.

(3) Mais nous avons vu qu'on ne peut réduire impunément cette durée, p. 60.

l'influence de l'école positive italienne, on ne s'attache plus aujourd'hui à exiger une proportion entre la peine et la faute (1). Seulement elle prend ici une forme particulière très importante. En effet, quand le châtement est bien assuré par la peine, on néglige assez volontiers les intérêts de la partie lésée. Qu'importe ! le coupable est en prison, ou il devra payer une amende à l'État. La société a fini toute sa tâche, et se contente par un jugement de reconnaître à la victime le droit à des dommages-intérêts, sans rien faire pour l'aider à les recouvrer. A la rigueur, celle-ci peut se résigner. Mais lorsque la société renonce à frapper le coupable d'une peine, parce qu'elle a un système de répression défectueux et qu'elle veut éviter la récidive, il est assez illogique de sa part de ne pas voir qu'avant tout un dommage a été causé injustement, et d'abdiquer son droit de sévir avant que tous les intérêts qu'elle est chargée de protéger soient satisfaits. Priver ainsi la victime de la satisfaction morale de savoir au moins que le coupable est en prison ou payera une amende, lorsque les dommages-intérêts sont irrecouvrés, c'est provoquer des représailles, particulièrement chez les peuples méridionaux (2). Mais on ne peut aller jusqu'à subordonner l'application du sursis au consentement de la partie lésée comme le proposait en 1889, M. Garofalo (2). Ce serait tomber dans un excès opposé, immiscant les particuliers dans une question d'ordre public. Mais la loi devrait prescrire aux tribunaux de n'accorder le sursis, pour le cas où le coupable aurait lésé quelqu'un, qu'autant qu'il aurait acquitté les dommages-intérêts ou donné des garanties suffisantes de leur payement (3).

On voit combien il est difficile d'appliquer justement le principe de la suppression radicale de la peine d'emprisonnement en la remplaçant par le sursis, le cautionnement, la réprimande ou le pardon, et avec quelle circonspection le juge doit user de ces procédés. « Qu'elle (la condamnation condi-

(1) V. Ferri, *op. cit.*, p. 567. *Fiat justitia, pereat mundus !*

(2) V. Garofalo, Congrès de Bruxelles, 1^{re} question, *Bulletin Union Intern. Dr. pénal*, 1889.

(3) Ferri, *Sociologie criminelle*, p. 572.

tionnelle) sauve quelques délinquants dont la prison aurait fait des récidivistes, c'est certain, mais qu'elle suffise à résoudre le problème, il n'y faut pas penser (3) ». Seulement, au lieu d'ajouter que le seul remède est dans la réforme des prisons, comme celle-ci se heurte à des obstacles presque insurmontables, il est utile de substituer, autant que possible, les peines qui n'ont pas les défauts de l'emprisonnement.

Enfin, il reste un dernier reproche commun à tous les systèmes qui cherchent à éviter la prison aux délinquants d'occasion. C'est celui d'étendre avec exagération les pouvoirs du juge. On craint que celui-ci ne soit pas toujours à la hauteur de sa tâche, qu'il perde de sa dignité par le soupçon de partialité dont il peut être l'objet, et même, argument tout théorique, on a peur que le pouvoir judiciaire empiète sur le pouvoir exécutif (par le sursis qui ressemble à la grâce) et surtout sur le pouvoir législatif par la faculté de déterminer si le délinquant est intéressant ou non. Ce reproche peut être fait à tout système basé sur la distinction des délinquants d'occasion et des délinquants d'habitude. Nous y reviendrons ailleurs.

En résumé, nous venons de voir que la législation française actuelle, de même que la plupart des législations étrangères, ne contient qu'un système bien imparfait de procédés permettant la suppression de l'emprisonnement de courte durée quand il le faut, et en outre que l'esprit de ces procédés exige qu'on apporte la plus grande prudence dans leur emploi qui doit nécessairement être exceptionnel.

(3) Treppoz, *op. cit.*

CHAPITRE III

LES SYSTÈMES DE SUBSTITUTION

Avant d'entrer dans l'étude des peines par lesquelles on a proposé de remplacer la prison, il est nécessaire de se rendre compte comment on devra opérer la substitution. Sera-t-elle forcée ou facultative pour les tribunaux ? On peut concevoir que le législateur supprime absolument la peine privative de liberté au-dessous d'une certaine durée ou qu'il ne l'efface que pour certaines infractions qui sont trop sévèrement punies, le juge n'ayant plus le droit de la prononcer au-dessous de cette limite ou pour les infractions déterminées. On peut, d'autre part, admettre que le législateur se contente de laisser au juge la faculté de la supprimer, s'il l'estime bon pour le délinquant, dans le cas où cela ne nuirait pas à l'intérêt de la répression. Voici donc trois systèmes : suppression de l'emprisonnement pour certains délits, suppression complète au-dessous d'un certaine durée, substitution facultative pour le juge sans suppression.

Tout d'abord, je dois faire remarquer que ces systèmes ont toujours été présentés sans faire à l'avance la distinction entre délinquants d'occasion et d'habitude, tandis qu'ici je ne prends la suppression de la prison que pour les premiers, cette peine étant indispensable pour les seconds. Or, c'est le juge et non la loi qui est appelé à la faire. Les circonstances, les faits, les présomptions même qui servent à reconnaître si un délinquant appartient à l'une ou l'autre de ces catégories sont trop délicates, trop variables, pour que la loi puisse les prévoir tous dans la rigidité de sa forme. Tout au plus peut-elle donner des indications et limiter ainsi les cas dans lesquels le juge aura à faire cette recherche. C'est ce qu'elle a

tenté de faire pour la loi de 1891, qui est basée sur cette distinction. Elle a estimé que n'étaient pas intéressants tous les délinquants qui avaient déjà été condamnés à la prison pour crime ou délit de droit commun. Mais il a bien fallu qu'elle laisse au tribunal la faculté de discerner par lui-même. Eh bien ! ici il en est de même. On pourrait, sans doute, limiter avec plus de précision le champ d'observation laissé par la loi de 1891, mais non pas le supprimer.

Maintenant, nous pouvons voir à quoi se réduisent les systèmes sus-indiqués.

§ I

Suppression pour certaines infractions.

L'idée de cette suppression partielle dont la conséquence serait la substitution d'autres peines pour les infractions en cause a été pour la première fois exprimée par M. de Joinville en 1880 ; reprise par M. Correron au Congrès de Rome 1885, elle a séduit M. Guillot en 1890 dans son livre : *Les Prisons de Paris*. Tous n'ont envisagé que des délits. Enfin elle a été indiquée par M. Garofalo à la première session du Congrès de l'Union Internationale de Droit pénal à Bruxelles (1889) (1).

Le point de départ repose sur cette remarque qu'il y a certains délits qui, par leur nature, montrent que celui qui les commet n'est pas foncièrement vicieux, ou plus exactement ne montrent pas qu'il le soit : ce sont notamment tous ceux qui ne sont le résultat que d'une imprudence ou d'une négligence et Joinville cite les coups volontaires, les blessures par imprudence, les injures, les délits forestiers, de chasse ou de pêche. On ne sait pourquoi il ne comprend pas dans sa liste la plupart des contraventions. D'autre part, M. Garofalo supprimait l'emprisonnement pour tous les auteurs d'attentats légers contre les personnes, coups, blessures, injures, diffamations. Quelques jours de prison, selon lui, n'empêcheront celui qui a

(1) V. aussi Rosenfeld, Rapport, *Rev. Pén.*, 1890, p. 712.

donné des coups de canne de recommencer, si c'est son tempérament d'être irascible (1). Malheureusement le désir de réformer a entraîné trop loin et nous voyons M. Guillot citer des délits déterminés, qui non seulement font douter de l'honnêteté du délinquant, mais qui sont en quelque sorte l'apanage du vice, le vagabondage et la mendicité (2). Mais sans aller jusque-là et ne prenant que les délits qui sont le moins dangereux pour la sécurité publique: outrages, bris de scellés, rebellion, dégradation de monuments publics, port illégal de décorations, adultère, révélation du secret professionnel, etc., et les délits de presse (3), quelques-uns ont une certaine gravité et l'on hésitera à leur appliquer toujours l'amende (4). Nous n'y verrions cependant aucun inconvénient s'il s'agissait de délinquants intéressants. Mais nous ne pouvons considérer comme particuliers à ces délinquants, certains délits, même les plus anodins; on a montré qu'un délit de chasse prend une gravité sérieuse quand il est commis par un braconnier, délinquant professionnel. Le danger existe même pour les contraventions; on voit des gens qui persistent à négliger, par exemple, d'allumer la lanterne de leur voiture après plusieurs récidives (5). Il est vrai que pour ceux-ci une amende sérieuse aurait autant d'effet que la prison.

Ces critiques, d'autant plus faciles que ces énumérations n'avaient rien de réfléchi, mais n'étaient que de simples indications (6), tomberaient s'il existait des infractions de nature telle qu'elles ne puissent jamais être commises par des délinquants en état de récidive. Peut-être y a-t-il le délit de blessure involontaire, d'homicide par imprudence. On ne prend pas l'habitude de commettre ces sortes d'infractions et cependant, s'il s'agit d'un individu déjà condamné plusieurs fois pour d'autres causes, n'est-il pas utile de l'écarter de la société?

(1) *Bull. Union Intern. Dr. pén.*, 1889. — Rapport Garofalo.

(2) Peut-être pensait-il pour ces délits aux maisons de travail. Nous avons dit plus haut leur rapport avec l'emprisonnement, V. p. 42.

(3) V. Guillot, *Les Prisons de Paris*, p. 451 et suiv.

(4) V. Petit, *Rev. Pén.*, 1893, p. 716.

(5) *Rev. Pén.*, 1893, p. 734.

(6) *Rev. Pén.*, 1893, p. 871.

Quoi qu'il en soit, le défaut de ce système est maintenant évident : il cherche dans la nature de l'infraction la base de l'énumération des cas où il ne faut pas supprimer les courtes peines d'emprisonnement, alors qu'elle est dans la distinction des délinquants qui, nous l'avons vu, ne peut être faite par la loi.

§ II

Suppression de l'emprisonnement de courte durée.

Ce second système a été proposé par M. Garofalo, pour la première fois, au Congrès de Rome en 1885, mais il n'a pas proposé d'y substituer d'autres peines, ni pour les récidivistes ni pour les délinquants même primaires, vagabonds ou sans métier honorable (1). La limite qu'il donne à l'emprisonnement de courte durée est de quatre mois. Aujourd'hui on tend plutôt, comme nous l'avons vu, à la restreindre à trois mois(2).

Le trait saillant du système c'est qu'il a pour point de départ toujours la nature du délit et non celle du délinquant. En effet, la suppression avec substitution d'autres peines n'est bien proposée que pour les délinquants d'occasion ; mais M. Garofalo ne maintiendrait pas les courtes peines privatives de liberté pour les gens vicieux. En vertu de son système de l'adaptation, il est nécessaire d'éliminer tous ceux à qui fait défaut l'aptitude à la vie sociale, au moins jusqu'à ce qu'ils puissent être améliorés (3). L'emprisonnement pour ces délinquants doit donc toujours être au moins supérieur à quatre mois ; sinon il ne servirait à rien. Dans aucun cas il n'y aura donc de courtes peines.

(1) *Bull. Un. Intern. Dr. pén.*, 1889. Rapport au Congrès de Bruxelles.

(2) *Rev. Pén.*, 1893, p. 706, Rapport Boullaire. — Projet de Code pénal français pour le sursis. — Rosenfeld propose la suppression au-dessous de six semaines, Rapport. *Rev. Pén.*, 1890, p. 712. — Le Congrès de l'Union Intern. de Droit pénal en juin 1897, à Heidelberg, a admis la suppression de l'emprisonnement au-dessous de sept jours seulement, tout en considérant comme courtes peines celles inférieures en durée à trois mois.

(3) *La Criminologie*, p. 275 et suiv.

Pour nous en tenir aux délinquants d'occasion, nous n'avons, pour juger le deuxième système, qu'à rappeler les idées générales émises plus haut, à savoir que la distinction des délinquants ne peut être que judiciaire, c'est-à-dire facultative. M. Garofalo prend soin de déterminer les caractères des délinquants d'habitude récidivistes et des délinquants primaires vagabonds ou sans métier honorable. C'est moins rudimentaire que la distinction de la loi du sursis. Mais il n'élimine pas l'appréciation de fait qui laisse à l'arbitraire du juge l'application de son système. Toutefois il le transforme : car le juge ne devant plus appliquer l'emprisonnement de courte durée, ni à l'un ni à l'autre classe de délinquants, il faut du moins qu'il fasse la distinction pour appliquer aux uns un emprisonnement d'au moins quatre mois, aux autres d'autres peines que la prison (1). Et son système se réduit, comme nous allons le voir, au système des circonstances atténuantes de l'article 463 (C. pén. fr.) avec la suppression de certains des termes d'option auxquels le juge peut actuellement s'arrêter.

§ III

Système des circonstances atténuantes.

(Art. 463, 483 du Code pénal.)

Les articles 463 et 483 du Code pénal donnent au juge, l'un en matière correctionnelle, l'autre en matière de simple police le pouvoir de réduire la peine d'emprisonnement ou d'amende au minimum de simple police, de substituer la seconde à la première avec la même faculté de réduction, dans tous les cas où il reconnaît l'existence de circonstances atténuantes. Or, ce moyen indirect du pouvoir judiciaire d'empiéter sur le pouvoir législatif pour assouplir la rigidité de la loi pénale de 1810, suffit-il pour arriver au but que nous nous

(1) C'est parce que cette distinction des délinquants d'occasion et d'habitude ne peut être éliminée, que, malgré la suppression légale de l'emprisonnement de courte durée, la substitution ne peut toujours être que judiciaire.

proposons d'atteindre ? Beaucoup le pensent. C'est même lui que M. Ferd. Dreyfus a fait prévaloir lors de la discussion de la question du Congrès de Rome (V. p. 49), en demandant pour la France le maintien du *statu quo* et en engageant les autres nations à s'inspirer de notre exemple, si elles ne l'avaient déjà fait.

La reconnaissance par le juge des signes particuliers au délinquant d'occasion chez un inculpé ou un prévenu est bien une circonstance atténuante ou plutôt la conséquence de la plupart des circonstances atténuantes, surtout des circonstances subjectives, celles qui sont inhérentes à la personne du délinquant : bons antécédents, absence de réflexion, puissance des mobiles extérieurs qui ont influé sur l'action, repentir, réparation du préjudice causé, etc., de telle sorte que la qualité de délinquant d'occasion résulte très souvent de l'admission de circonstances atténuantes chez un délinquant primaire et qu'elle ne peut résulter que de là. Mais on peut objecter que l'article 463 établissant les circonstances atténuantes comme un procédé d'indulgence ne répond pas, au moins en la forme, exactement à notre but et que le juge doit pouvoir substituer d'autres peines sans circonstances atténuantes. Cependant je ne vois là qu'un scrupule un peu subtil, et c'est la même chose que permettre au juge de réduire la peine par l'article 463, ou rétablir directement dans la loi deux peines dans chaque article relatif aux contraventions ou délits légers, l'emprisonnement pour les gens vicieux et d'autres peines (amendes, travail, etc.) pour ceux que la prison pourrait corrompre. Le juge doit faire les mêmes recherches sur la personnalité du délinquant.

Mais une fois admise, cette théorie de la reconnaissance sous forme de circonstances atténuantes de l'intérêt que mérite le délinquant primaire, va-t-elle entraîner la suppression de l'emprisonnement de courte durée ? C'est ce qu'il nous reste à examiner.

Or, il résulte du système de l'article 463 : 1° que la loi facilite l'extension de la prison de courte durée ; 2° que le juge

est libre de lui substituer l'amende ; 3° qu'en pratique il prend généralement le parti de ne pas faire la substitution.

1° La loi facilite d'abord l'extension de l'emprisonnement de courte durée.

En effet, elle donne au juge le pouvoir de réduire l'emprisonnement. Le délit commun est-il puni de six mois de prison, par exemple, le juge peut le réduire, suivant le nombre et l'importance de circonstances atténuantes reconnues, à une durée plus ou moins courte sans descendre au-dessous d'un jour d'emprisonnement. C'est déjà aller à l'encontre de notre but et donner libre cours à l'abus de ces petites peines qui dépravent au lieu de corriger. On les éviterait si les juges usaient uniquement ou au moins davantage des autres facultés à lui données au cas de circonstances atténuantes. Nous allons voir qu'il n'en est rien.

2° Le juge est libre de faire la substitution.

Si nous reprenons l'article 463, nous voyons que lorsque la peine prononcée est l'amende, il peut la réduire au minimum de simple police, c'est-à-dire à un franc. Ce cas ne nous intéresse pas ici.

Mais il peut, lorsque la loi prononce l'amende et l'emprisonnement prononcer l'amende seule et la réduire au minimum de simple police, et enfin il peut substituer l'amende à l'emprisonnement quand la loi prononce seul celui-ci, et la réduire au minimum de simple police.

Il semble qu'avec ces deux termes d'option, il n'y ait rien à modifier à notre législation, puisque, dans tous les cas, le juge peut écarter la prison, grâce à l'amende. Mais, est-ce suffisant, étant donné la nocuité que présente l'emprisonnement pour les délinquants d'occasion de laisser le juge souverain appréciateur du point de savoir s'il doit ou non le prononcer ? Peut-être, car les juges ne sont pas ennemis de l'indulgence, lorsque celle-ci est nécessaire, et comprennent, en général du moins, l'importance de la mission que la société leur confie. Cependant si nous constatons qu'en matière correctionnelle, par exemple, sur 231,501 condamnés en 1894, il y a eu 133,066 circonstances atténuantes accordées, plus

de 50 000, et que le nombre des condamnés d'un an d'emprisonnement est encore plus fort (133,751) et comprend en grande partie des délinquants primaires, on pourrait douter de la capacité des juges. Certes, avec la faculté que leur donne l'article 463, il y a longtemps que nous devrions voir diminuer le nombre de ces courtes condamnations ; et c'est le contraire qui se produit.

3^e Le juge préfère l'emprisonnement de courte durée.

La cause de cette préférence, elle est uniquement dans l'imperfection des substitutifs, dans leur impuissance à jouer le rôle de moyens sérieux de répression.

D'abord l'amende est la seule peine indiquée par l'article 463 comme adoucissement. Nous verrons qu'on peut parfaitement en employer d'autres, soit seules, soit cumulativement.

Puis, l'amende est insuffisamment organisée. Elle ne peut pas toujours être assez élevée pour produire l'effet répressif que désire le juge, même lorsqu'il reconnaît les circonstances atténuantes de criminalité occasionnelle. En effet, le juge qui substitue l'amende à l'emprisonnement est forcément obligé de relever le taux de celle-ci à raison même de la douceur relative de la nouvelle peine. Or, dans tous les cas, le juge ne peut dépasser le maximum de l'amende. Quand il est indiqué, tout va bien. Mais dans le silence de l'article relatif à l'infraction, c'est-à-dire au cas où l'emprisonnement seul était prononcé pour le délit en cause, la jurisprudence avait décidé que la fixation du taux de l'amende substituée devrait se mouvoir entre le minimum de simple police et le maximum des peines correctionnelles. Le minimum est de 1 franc, le maximum à défaut du texte général ne pouvait être autre que le minimum de police correctionnelle, c'est-à-dire 16 francs, en vertu du principe d'interprétation en faveur du coupable. Quelques-uns, notamment MM. Chauveau et F. Hélie prétendaient que, d'après l'esprit de la loi, le taux de l'amende substituée était renfermé dans celui de la peine de simple police, ce qui fixait le maximum à 15 francs (1). La loi du 26 octobre 1888

(1) V. Chauveau et F. Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. I.

a comblé en partie la lacune du Code et permis au juge des'élever au maximum de 3,000 francs, mais seulement si l'article concernant le délit prononce l'emprisonnement seul. Il est certainement possible que ce maximum de 3,000 francs soit souvent insuffisant et dérisoire, en dehors de l'importance du délit, et eu égard à la fortune du délinquant.

Quoi qu'il en soit, rien n'est changé pour les autres cas, assez nombreux, ceux où l'article de la loi prononce à la fois l'emprisonnement et l'amende. Or, ici, le taux est presque toujours fixé. Il oscille entre un minimum et un maximum. La jurisprudence admet avec raison que l'amende prononcée seule ne peut s'élever au-dessus du maximum fixé par l'article (Cass., 14 avril 1855 ; Dall. 55.1.136). Or, souvent ce maximum suffisant pour punir celui que l'on frappe en même temps de l'emprisonnement, ne l'est plus si l'on prononce l'amende seule, même lorsque se rencontre le cas de circonstances atténuantes qui nous occupe.

En outre, la loi de 1888 n'a rien fait pour les circonstances atténuantes en matière de contraventions, de sorte que, si pour une contravention l'amende est substituée à l'emprisonnement, le maximum ne peut s'élever au-dessus de 15 francs, somme insignifiante (1). L'élever plus haut serait transformer la peine en peine correctionnelle.

Enfin, il faut remarquer que l'article 463 ne s'applique pas en principe aux infractions punies par des lois spéciales, à moins que ces lois ne le déclarent expressément. Bien qu'elles l'ont fait presque toutes jusqu'ici, il y a donc des cas où l'article 463 ne s'applique pas.

Devant ces inconvénients, les juges n'hésiteront pas à prodiguer les courtes peines d'emprisonnement, d'autant plus qu'ils ont à l'égard de l'amende une défiance fort juste : l'application de cette peine n'est pas certaine : le recouvrement en est si mal assuré que le condamné a les plus grandes chances, avec un peu d'habileté s'il est riche, sans se donner aucun mal, s'il est insolvable, d'échapper à la répression.

(1) V. Garraud, *Traité de Droit pénal*, t. I.

Nous venons de voir que le maintien de l'état actuel de la législation française, comme ce fut l'avis dominant au Congrès de Rome est impuissant à enrayer le mal. Il faut la modifier. Est-il nécessaire de défendre au juge de réduire l'emprisonnement au-dessous d'un certain minimum et de le forcer à substituer l'amende réorganisée, comme le demande M. Garofalo? C'est une question sur laquelle nous ne pourrions nous prononcer qu'après avoir recherché si les peines qui peuvent être substituées fournissent l'élément de répression suffisant. Nous sommes ainsi amenés à l'étude de ces peines.

L'amende réorganisée suffit-elle? Tel sera l'objet du chapitre suivant (Chapitre iv).

L'amende peut-elle et doit-elle être renforcée ou suppléée dans certains cas par d'autres peines? Tel sera celui-ci d'un chapitre subséquent (Chapitre v).

CHAPITRE IV

L'AMENDE

Ses caractères.

L'amende est une peine pécuniaire qui offre cette grande différence avec l'emprisonnement qu'elle consiste en l'utilisation, comme peine, d'un acte qui peut exister en dehors de toute idée de répression.

Il y a, en effet, dans les relations sociales certains actes que chacun est obligé d'accomplir pour satisfaire ses devoirs d'honnête homme ou de citoyen, qui sont toujours plus ou moins désagréables à faire, parce qu'ils portent atteinte à la fortune, soit directement en amoindrissant le patrimoine (payement de dette, payement d'impôts en argent), soit indirectement en accaparant l'activité de l'individu débiteur pour un travail au profit exclusif de la société (prestation d'impôts en nature, service militaire).

Ces actes, chacun les supporte cependant assez facilement, puisqu'ils sont la contre-partie d'un service rendu. Mais ils deviendraient très pénibles s'ils étaient accomplis sans profit aucun. C'est sur ce principe que s'appuient la théorie de l'amende, celle des dommages-intérêts et de l'obligation de payer les frais de justice. Nous verrons qu'il a inspiré la création d'autres peines qui ne sont que peu ou point encore entrées dans notre législation (prestations de travail, engagement militaire).

Cependant nous sommes obligés de chercher plus loin que l'idée de la création d'une obligation non compensée par un profit, pour caractériser la peine pécuniaire, puisque la réparation du dommage causé à la victime et l'indemnisation des frais du procès ne font plus aujourd'hui partie de cette peine. La réparation pécuniaire est distincte de l'amende depuis le

moyen âge. Mais d'autre part, les seigneurs justiciers ayant accaparé les produits de l'amende pour s'indemniser des frais en principe, ils devenaient un revenu, la justice avait un caractère fiscal. On a depuis abandonné aussi ce système de confusion entre la condamnation aux frais et la condamnation à l'amende (Loi 18 germinal an VII) (1) et maintenant l'obligation de payer une certaine somme est infligée au coupable même en dehors de tout mal causé à une personne déterminée, et indépendamment de la réparation de ce mal quand il existe, simplement à titre de correction et pour satisfaire le sentiment de justice qu'a froissé l'infraction commise. Cependant cette distinction d'une peine pécuniaire d'une obligation civile n'est pas toujours bien tranchée. Tel est le cas des amendes fiscales réprimant plutôt un dommage causé à l'Etat qu'un acte d'immoralité sociale nécessitant une punition (2).

L'amende étant une peine, il faut lui en attribuer les caractères. C'est ainsi qu'elle ne peut être poursuivie que par l'action publique, qu'elle ne peut être prononcée que contre un acte défendu par la loi, que contre un individu reconnu coupable de cet acte par un tribunal français, qu'elle s'éteint par la prescription, l'amnistie, la grâce, qu'en matière criminelle et correctionnelle, elle subit la loi du non-cumul, etc... Je n'insiste pas sur ces caractères ; mais il en reste deux qui intéressent de plus près la substitution, ce sont la personnalité et l'attribution des produits à la société.

1° Elle est personnelle, et ne peut être infligée qu'aux auteurs ou complices, proportionnée à leur culpabilité générale. Comme conséquence, il est impossible de commencer ou continuer une poursuite après la mort du prévenu contre ses héritiers. Mais si la mort est survenue après la condamnation définitive, il semble qu'il doit en être de même. Sinon, où serait la personnalité de la peine ? La jurisprudence et une partie de la doctrine admettent cependant que le recouvrement peut en être poursuivi contre les héritiers. Autant dire que dans

(1) V. Molinier, *Traité de Droit pénal*, t. II.

(2) Ortolan, *op. cit.*, t. II, p. 199 ; Garraud, *Précis de Dr. crim.*, p. 266, n° 218.

ce cas l'amende devient une simple obligation civile. Les seuls arguments invoqués sont d'une faiblesse extrême :

1° L'ancien droit : il est hors de cause puisqu'on donnait à l'amende le caractère de réparation pécuniaire, qu'on lui a retiré depuis ;

2° Les travaux préparatoires qui montrent que c'était l'idée du législateur : mais, si celui-ci s'est trompé, il faut se féliciter qu'il n'ait indiqué son avis que dans une discussion qui n'a pas force de loi (1) ;

3° Et, en effet, il s'est trompé, car il a cru, et c'est là le troisième argument, que la condamnation créait une dette qui frappait le patrimoine et non la personne. Cette déduction n'est pas sérieuse : avant tout, une amende est une peine, et une peine est personnelle, elle a pour but unique d'infliger une souffrance quelconque au délinquant. Or après sa mort, il n'y a pas plus de raison de faire payer l'amende à ses héritiers que de mettre ceux-ci en prison, s'il avait été condamné à l'emprisonnement et que la condamnation n'ait pas été exécutée.

La seule justification serait de prétendre qu'il y a là un moyen pour le fisc de ne pas laisser échapper ce que la mort vient lui retirer. Malheureusement il vient ici en seconde ligne. La nécessité d'une répression juste exige la personnalité de la peine jusqu'au bout. Le fisc n'a rien à prétendre.

En outre, l'amende ne peut être prononcée contre les personnes civilement responsables, et, en cas de plusieurs auteurs ou complices, elle doit être prononcée contre chacun d'eux comme s'il était seul dans la proportion de sa culpabilité.

2° Enfin, les produits de l'amende appartiennent à la société. C'est la conséquence logique de son caractère pénal. On les attribue à la société parce que personne en particulier ne peut y avoir droit ; la partie lésée a déjà les dommages-intérêts. Mais il serait puéril de justifier cette conséquence en prétendant qu'il faut réparer le mal commis à la société, et apaiser le sentiment de réprobation générale.

C'est la peine en elle-même et non l'emploi de son produit qui a ce but (2)

(1) V. Garraud, I, p. 573 ; Labbe, *De l'amende*, Lille, 1894.

(2) V. plus loin, p. 87, l'emploi que la société en fait.

SECTION PREMIÈRE

LES QUALITÉS DE L'AMENDE ET LEUR EFFET DEPRESSIF

Les avantages de l'amende et sa supériorité sur l'emprisonnement lui ont acquis depuis longtemps les préférences des philosophes, des criminalistes et des économistes. Elle respecte la liberté du citoyen et lui épargne la déchéance de l'incarcération, en même temps qu'elle procure un enrichissement à l'État. Mais n'est-elle pas trop douce ? C'est cette crainte qui l'empêche d'être aussi utilisée par les législateurs qu'on serait tenté de le désirer. Elle peut donc avoir des défauts au point de vue de la répression, mais nous nous efforcerons de montrer que celle-ci n'est pas compromise, du moins quand il s'agit de délinquants d'occasion et de petits délits ou de contraventions.

Reprenant ici la classification des buts de la peine (1), j'examinerai successivement pour chacun les avantages et défauts de l'amende.

I.

Amendement.

Ce mot a perdu le sens général que le mot amende de même origine a gardé (*a* privatif, *menda* tache). Il correspond seulement à l'idée de remettre le délinquant perverti dans l'état normal d'homme honnête et moral. Dans ce sens on a pu dire que l'amende n'était pas correctionnelle (2). Mais ce but est inutile ici puisqu'il s'agit d'individus foncièrement honnêtes,

(1) V. *supra*, p. 18.

(2) V. Ortolan, t. II, p. 44.

simplement égarés. Une condamnation qui diminue leur patrimoine ou accapare leur travail suffira, par son caractère afflictif, à les affermir dans le repentir.

Seulement, l'amende peut quelquefois aller à l'encontre de l'amendement si elle est trop répressive, trop forte pour la situation pécuniaire du délinquant. Il est à craindre alors qu'elle ne le jette dans le découragement qui conduit lui-même au déclassement et au crime. Mais cet effet, à la différence de ce qui a lieu pour l'emprisonnement, peut être évité. Par une bonne réglementation du taux, on ne retombera pas dans les dangers de la confiscation générale.

II.

Affliction. — Intimidation individuelle et collective.

Que l'amende afflige le condamné, lui inspire à lui-même la crainte d'encourir la même peine une seconde fois, et empêche de suivre son exemple ceux qui voudraient l'imiter, ce n'est pas douteux dans la plupart des cas qui nous préoccupent. Seulement, la généralisation de cette affirmation souffre peut-être quelques observations.

La privation d'une somme d'argent est sensible à toute personne. Frapper la fortune, c'est atteindre l'homme dans ce qui le touche le plus. A cet égard, l'amende est une peine très générale et peut être étendue à bien des délits ; d'abord à tous ceux qui ont eu pour objet la cupidité, vols, abus de confiance, etc., etc..... Il est naturel d'user pour eux de la peine du talion. Pour les autres délits aussi, elle produit une souffrance réelle et redoutée. Et elle l'est d'autant plus que la richesse a pris aujourd'hui une place importante dans l'ordre des prédictions humaines. La situation économique, créée par la Révolution, a donné une force considérable à la richesse. L'égalité de tous dans la race une fois établie, la différenciation des hommes, conséquence inévitable de leur inégalité intellectuelle et physique devait reposer uniquement sur la

base que l'on n'a pas sapée : la fortune. La puissance de chaque individu dans la Société est à peu près maintenant proportionnée à sa part de la richesse générale (1).

Mais pour que l'amende soit sensible à tous, il faut bien supposer qu'elle sera proportionnée à la fortune de chacun. Pour un même délit, chacun devra payer d'autant plus qu'il sera plus riche. Ne faut-il pas tenir compte aussi de l'importance du délit lui-même ? Il semble, en effet, ridicule de frapper une contravention commise par un homme très riche de quelques centaines de mille francs d'amende sous prétexte que cette perte seule peut le toucher. Et cependant, si l'on admet un maximum pour chaque délit, la peine pécuniaire deviendra-t-elle illusoire pour les grandes fortunes ? D'abord, il est rare que les petits délits ou les contraventions soient commis par des gens si riches. Leur fortune leur permet un genre de vie qui leur épargne les occasions de violer la loi pénale. Il y aurait peut-être une réserve à faire pour les délits de mœurs, mais ils dénotent, à mon sens, souvent une immoralité qui nécessite certaines rigueurs réservées aux délinquants d'habitude. Ensuite, la disproportion entre la peine et le délit étonne par habitude de notre législation actuelle, mais ne blesse en rien le sentiment de justice, puisque, au contraire, c'est pour le respecter qu'on l'admet aujourd'hui. C'est qu'en effet, pour une égale culpabilité, l'effet de l'affliction doit être toujours le même, quel que soit le délinquant, et il n'en peut être ainsi avec l'amende qu'en proportionnant le taux à la fortune. D'ailleurs, si l'on a peur de froisser les vieilles habitudes, on peut infliger une amende moins forte que celle nécessaire, et lui ajouter quelque peine accessoire atteignant la capabilité ou la liberté.

A l'inverse, pour les pauvres (2) l'inefficacité de l'amende est à craindre. Cependant, la plupart ont toujours quelque chose. On leur demandera peu suivant notre principe. Le délit semblera

(1) Y. Bonneville, *De l'amélioration de la loi criminelle*, II, p. 251 et suiv.

(2) V. Labbe, *op. cit.*, p. 50.

puni d'une façon dérisoire. Mais qu'importe ? Le coupable est repentant et bon : il sera suffisamment puni pour ne jamais recommencer. Et d'ailleurs, l'intimidation collective n'est pas sacrifiée, puisque tout individu commettant le premier délit sait bien que la valeur de l'amende sera en proportion de ce qu'il possède et non de ce que possédait celui qui a déjà failli. Mais s'il ne possède pas plus que lui ? Eh bien, à culpabilité égale, il est autant puni en donnant peu que le riche en donnant beaucoup. D'ailleurs, pour éviter que la quantité de l'amende soit dérisoire, on le fera travailler. Il ne reste donc que le préjugé que j'ai signalé plus haut : la disproportion entre la peine et le délit ; il repose sur une fausse conception de la peine. L'opinion publique, qui ne voit pas le délinquant, a toujours tendance à apprécier la peine objectivement, et non subjectivement. L'intimidation est-elle compromise en allant à l'encontre de cette tendance comme le constate M. Cuche ? Actuellement, c'est possible. Mais le remède est simple. Il suffira de prendre l'habitude d'avoir confiance dans les juges, et cette confiance ne peut naître que si ceux-ci remplissent consciencieusement la tâche plus délicate que l'on exige d'eux à notre époque.

D'autre part, il y a des pauvres complètement dénués de ressources, leur acte délictueux a eu pour mobile une cruelle nécessité. Certains proposent de les renvoyer à la bienfaisance de la société. C'est juste, si on entend par là non pas des secours en argent qui ébranlent les principes de moralité par la facilité de l'acquisition, mais l'assistance par un travail sérieux qui les aidera à sortir honnêtement de la misère. Mais ce moyen doit être employé avec la plus grande prudence. Il faut se souvenir que, pour intimider, la répression ne doit jamais être négligée. Aussi, pourquoi, si l'on reconnaît une culpabilité, au lieu d'attendre l'intervention privée, malheureusement encore insuffisante ou mal dirigée, au lieu de les condamner avec sursis à l'emprisonnement et à l'amende, ce qui ne leur donnera aucun moyen de se relever, pourquoi, dis-je, malgré leurs bons antécédents, ne pas les condamner à l'amende et la faire recouvrer par un travail

tout organisé par la société ? En effet, toute personne, au moins valide, même sans ressources matérielles, peut s'en procurer par son activité physique et intellectuelle, par le travail que la science économique considère avec raison comme une richesse : un capital.

Ce n'est pas tout de montrer que l'amende peut être prononcée contre tous, quels qu'ils soient ; en établissant le taux d'une façon rationnelle, il faut encore en assurer le recouvrement pour que la peine soit sensible. Là est le côté faible de la peine pécuniaire. On est porté à exagérer ce défaut, parce que, actuellement, ce recouvrement est mal appliqué, et à croire que si elle reste inexécutée souvent, c'est parce qu'il est impossible de faire autrement. Sans rechercher ici les moyens à employer, nous remarquons que contre les gens solvables, il suffit d'un peu d'énergie. Contre les autres, nous venons de voir qu'ils ont une richesse, le travail qu'il suffit d'utiliser. Il restera, sans doute, quelques infirmes : les portes de l'asile leur seront ouvertes.

Voici maintenant une autre critique formulée contre l'effet afflictif et intimidant de l'amende : comme pour l'emprisonnement, on peut craindre que le condamné ayant subi une fois la condamnation à l'amende n'ait une tendance à recommencer plus facilement. Cette réflexion s'applique à toutes les peines : on ne peut empêcher la loi de l'habitude inhérente à la nature humaine. Cependant, pour l'amende, ses effets sont bien réduits. On ne s'habitue guère à payer, comme on peut prendre l'habitude de la vie d'une prison. Mais ici la crainte que nous exprimions n'en a pas moins quelquefois de l'importance. En effet, il est simple d'imaginer, et cela existe en réalité, des Sociétés, sortes de mutualités, qui payent les amendes des membres affiliés. Ce serait donc un encouragement au délit que d'étendre l'application de l'amende ? Il existe de ces associations de malfaiteurs, surtout pour les délits de chantage, d'abus de confiance, d'escroquerie, contrebande, braconnage, tenue de maisons de jeux, etc. (1). Evi-

(1) *Rev. Pén.* ; p. 862 et suiv. Discours de M. Cheysson.

demment, les délinquants dont il s'agit là sont des professionnels. Je les écarte. Mais il y a aussi des procédés licites qui permettent de couvrir indirectement la faute du condamné à l'amende et détruire l'effet de la peine. Ce sont les assurances. On cite l'exemple des cochers qui commettent, par leur faute, un accident sur la voie publique. Ils sont bien tranquilles ; l'assurance payera. L'emprisonnement seul est suffisant pour éviter cet inconvénient. Pour un cocher qui prend l'habitude d'écraser, c'est certain. Mais s'il commet une faute occasionnelle, la facilité de paiement sans bourse délier n'aura pas d'influence sur sa conduite postérieure. D'ailleurs, nous avons là un cas où l'on peut renforcer l'amende par des peines accessoires.

En résumé, l'amende, bien organisée et généralisée, a, pour les délinquants d'occasion, des qualités suffisantes pour assurer la répression. Elle a, en outre, sur la peine privative de liberté, des avantages sérieux qu'il nous reste à examiner.

III

Personnalité.

On ne peut reprocher à l'amende de propager ses effets jusque sur d'autres que le condamné. Car il est impossible de trouver une peine qui ne soit dans cette situation. Tout ce qu'on peut lui demander, c'est de les réduire au strict minimum. Je crois que l'amende atteint ce but.

Elle laisse le condamné en liberté et ne prive pas les membres de sa famille de sa présence, de son soutien, et si la diminution dans la richesse du condamné rejait sur eux lorsqu'ils vivent en commun avec lui, elle ne l'empêche pas de travailler, comme la prison. Là, au contraire, le produit du travail qu'on peut envoyer à la famille est trop faible, et en y jetant un père de famille pour quelque faute légère, on ébranle inutilement le respect dû par les enfants, alors que sa dignité ne mérite pas d'être ternie même aux yeux des étran-

gers. On prétend il est vrai avec raison, que la famille doit être intéressée à ce qu'aucun de ceux qui la composent ne commette d'action délictuelle. C'est accentuer dans une certaine mesure l'exemplarité. Mais ce ne serait pas là une justification suffisante de la décision de la jurisprudence relative à la poursuite du recouvrement contre les héritiers du condamné (1).

IV.

Egalité.

Pour ceux qui craignent qu'à elle seule l'amende ne puisse pas suffire à assurer la répression des contraventions et petits délits des délinquants intéressants, et qu'il faille recourir à des peines privatives de liberté, l'extension des fonctions de l'amende conduit à un Droit pénal fondé sur la distinction des classes, d'après la fortune, rappelant celle des *honestiores* et *humiliores* de l'empire romain (2).

Mais nous savons que la généralisation de la prison résout encore moins le problème. Il faut étendre celle de ces deux peines qui est la meilleure, l'amende. Pour nous, cette cause d'inégalité ne subsisterait pas, car l'amende peut être peine générale.

Alors la question d'égalité prend une autre forme. Le taux de l'amende est, dans sa quantité, différent suivant l'état de fortune du délinquant. Cette inégalité par rapport au délit, est établie justement pour observer l'égalité dans l'effet de la peine, base essentielle de tout système répressif. La divisibilité de l'amende permet d'établir parfaitement la proportion du taux. Quant au recouvrement, il y a certainement inégalité entre celui qui paye de suite parce qu'il est solvable et celui qui est forcé de donner le produit de son travail parce qu'il n'a aucune ressource immédiate. Celui-ci se donnera plus de mal

(1) V. *supra*, p. 78.

(2) *Bull. Union Intern.*, 1892, p. 127. Rapport Prins.

que le premier tout en subissant la même perte subjective-
ment, c'est-à-dire toutes proportions de fortune gardées. Cette
légère anomalie pourra être rectifiée facilement si l'on en
tient compte dans la transformation de l'amende en travail.
Mais, dira-t-on, c'est retomber dans la distinction des classes
romaines, d'une façon moins brutale, il est vrai? Non, nous ne
nous servons que de l'inégalité sociale telle qu'elle est sans
l'envenimer. Nous prenons ses éléments : les uns travaillent,
les autres peuvent se dispenser de le faire. Il y a dans le
travail des inégalités. Et il serait vain d'essayer de suivre la
tendance au socialisme dans les questions pénitentiaires,
alors qu'elle n'est pas mieux ancrée dans les habitudes de la
vie sociale.

V-

Rémissibilité.

La justice humaine, malheureusement, n'est pas infail-
lible. Elle est sujette à toutes les erreurs malgré les précautions
qu'elle est obligée d'observer pour écarter les chances de se
tromper. C'est pourquoi il n'est pas mauvais qu'une peine
puisse à la rigueur être effacée, qu'il ne reste plus trace pour
le condamné injustement de ce qui en a été exécuté. L'amende
a sur les peines privatives de liberté l'avantage d'atteindre ce
but. On peut rendre ce qui a été payé. Mais la rémissibilité
n'est jamais complète dans aucune peine. On ne peut compenser
par une indemnité pécuniaire l'atteinte faite à l'honneur de la
victime de l'erreur par l'opinion des gens qui l'entourent, ce
que Bentham appelait la peine de la sanction morale.

VI

Économie.

L'amende non seulement ne coûte rien à l'État pour l'exé-
cution, mais lui rapporte. Les frais et les amendes recouvrés
dépassent les frais déboursés dans l'Administration de la

justice. Le recouvrement des amendes atteint 2 millions de francs par an, et ce chiffre serait certainement doublé, triplé peut-être, si cette peine était mieux appliquée.

Et n'y aurait-il pas justement un but utile à remplir avec le produit des amendes au lieu de le laisser se fondre dans les recettes de l'État? Il est vrai qu'il est plus simple et moins coûteux que la comptabilité soit unique, d'inscrire au budget les dépenses que l'on tient à faire, plutôt que d'affecter directement dans une caisse spéciale les produits de l'amende à ces dépenses (1), mais il est démontré que lorsque l'État encaisse il dépense le moins possible pour certaines œuvres, dont l'utilité semble médiocre à bien des gens.

La question de l'emploi des produits de l'amende a soulevé bien des discussions. En France, ils sont répartis d'une façon assez complexe.

En vertu de la loi du 25 et 26 décembre 1890, (art. 11), 20 0/0 sont donnés à l'État et absorbés sans destination spéciale. Le reste forme un fonds commun sur lequel les préfets prélèvent par ordonnance de paiement (2) :

- 1) Les frais de poursuite exposés en vue du recouvrement et tombés en non-valeur ;
- 2) Les gratifications aux agents verbalisateurs ;
- 3) Les droits des greffiers des Cours et Tribunaux pour les extraits d'arrêts ou jugements adressés au service du recouvrement dans les délais réglementaires.

Le reste, d'après la loi des finances du 28 et 29 avril 1893 (art. 45), est divisé ainsi :

Un quart aux services d'enfants assistés ;

Trois quarts aux communes suivant un tableau de répartition.

Or, les sommes prélevées par les préfets sont indispensables et doivent passer en première ligne. Cependant, pour les gratifications des agents, il y a des réserves à faire.

(1) Comme cela se passe en Russie depuis 1819, *Rev. Pén.*, 1896, p. 420.

(2) Dalloz, Suppl., v° *Peine*, n° 766.

M. Ortolan (1) proteste avec raison, disant que si ce mode de récompense est commode, il importe que la justice pénale soit franche même dans la personne de ses agents inférieurs. Mais après ces prélèvements et sans conserver d'autre part la division en 20 0/0 et 80 0/0, tout le reste ne devrait être attribué à des dépenses de l'État en général, au service des enfants assistés ou des communes qu'en troisième ligne. On peut trouver ailleurs de quoi les satisfaire. Le but essentiel ici est d'assurer un système de répression convenable et ce qu'il peut produire doit lui être affecté d'abord.

Or, on peut employer les produits de l'amende soit à l'amélioration des prisons, soit à l'indemnisation de la partie lésée par le délit.

En ce qui concerne les prisons, il y a beaucoup à faire pour l'organisation du système cellulaire en exécutant la loi de 1875, et l'amélioration des maisons centrales. Nous l'avons vu. Mais une autre utilité de l'extension de l'amende permettrait de réparer le préjudice causé à la victime.

VII

Réparation.

C'est une idée qu'on a un peu trop abandonnée; on est trop porté à croire la répression assurée quand bien même la partie lésée n'est pas indemnisée. Il n'en est rien, tant que les mauvaises conséquences de la peine n'ont pas été effacées. La réparation civile, lorsqu'elle est bien organisée, dit Thiry (2), peut constituer l'un des moyens les plus puissants de lutte contre la criminalité (3). Et nous savons qu'il est très difficile, particulièrement en France, d'obtenir des dommages-intérêts : obligation pour celui qui se porte partie civile de supporter toujours les frais du procès, sauf son recours contre le

(1) Ortolan, II, p. 47.

(2) *Cours de C. crim.*, n° 367.

(3) V. aussi Garofalo, *Bull. Union Intern. D. pén.*, 1889.

condamné s'il gagne, — et s'il perd, il risque de payer une indemnité pour dénonciation calomnieuse (1); — le Tribunal n'accorde des dommages-intérêts que si l'on se porte partie civile (C. P. art. 51) (2); — à l'égard de certains délinquants, impossibilité de saisir la justice répressive; — ce qui oblige à se contenter de la justice lente des Tribunaux civils; — les dommages-intérêts que l'on obtient sont dérisoires et ne payent généralement pas les frais exposés; — en outre, on n'ose pas souvent en demander, sous la pression de l'opinion publique.

Ce n'est pas l'emprisonnement qui va pouvoir aider à réparer le préjudice causé. Le travail du détenu pour la victime est illusoire. Il est presque impossible à organiser pour les courtes peines. Le pécule ne suffit pas à fournir le nécessaire pour son entretien, pour secourir sa famille, à indemniser l'État des ses frais, ni à avoir à la libération une réserve bien utile.

Avec l'amende il en sera tout autrement. De là l'idée de faire consister la peine dans la réparation du dommage. La généralisation de cette idée comme base du système répressif a été même proposée par Spencer (3), en exigeant toutefois la garantie d'une personne honorable. Pour les délits légers et excusables notamment, les auteurs, une fois le mal réparé, seraient exemptés de peine par la garantie que leur bonne réputation leur procurerait aisément. Ce serait souvent insuffisant au point de vue répressif et soulèverait d'ailleurs des difficultés pratiques dans lesquelles je ne puis entrer ici (4). Selon M. Garofalo, il ne faut pas supprimer l'amende pénale au profit de l'État, mais en admettre une seconde pour la partie lésée. Il y aurait ainsi une amende double requise par le Ministère public.

(1) Seulement au cas où on a établi l'absence de délit.

(2) Garraud, *op. cit.*, I, n° 14, p. 20. — Bonneville de Marsangy, *Les diverses attributions complémentaires des régimes pénitentiaires*, p. 511. — Tarde, *Philosophie pénale*, p. 80. — Thiry, *Cours de Dr. crim.*, n° 367. — Dalloz, *Suppl.*, v° *Peine*, n° 812.

(3) Essais de morale, de science et de politique.

(4) V. Garofalo, *Criminologie*, p. 263. *Rev. Pén.*, 1898, fév. Rapport Brunot sur le recouvrement des Frais de justice et des Dom.-Int.

Ainsi la partie lésée profiterait des moyens énergiques du recouvrement de l'amende pour obtenir son indemnité, et le juge la prononcerait à titre de peine, puisque ce serait une amende sans plainte préalable, sans constitution de partie civile (1). En cas de refus de la partie lésée, l'amende qui lui est destinée tomberait dans une caisse dite des amendes, servant à indemniser les victimes qui n'ont pas eu la chance d'avoir eu affaire à un délinquant solvable. En 1893, M. Léveillé, à la Société de prisons, a émis un système analogue; il a montré que, puisqu'il était en effet utile d'élever le taux de l'amende, on pouvait très bien la majorer, en condamnant à des multiples de la valeur du préjudice comme dans le droit romain (2). La seule différence c'est la suppression de l'attribution directe de l'amende à la partie lésée. Il admet que cette majoration de l'amende permettra de constituer directement une caisse des amendes, sur laquelle l'État versera les indemnités aux victimes, à titre de secours — car il ne doit rien, — sans préjudice de leur droit aux dommages-intérêts (3). Ce retour à la confusion du Droit privé et du Droit public n'a rien de répréhensible, puisqu'il est commandé par la justice et appliqué dans la mesure seulement de la nécessité. Aussi ce système a-t-il été pris en considération par le Congrès International de Paris (1895) (4) qui a évité de se compromettre en renvoyant l'étude de l'application à un autre congrès. Déjà admis dans le Projet suisse (5), il a été de nou-

(1) Cependant on a proposé le consentement préalable de la partie lésée. *Rev. Pén.*, 1893, p. 862 et suiv., Petit. Mais M. Léveillé a fait observer qu'il ne faut pas que le ministère public soit le mandataire de la partie lésée, que d'ailleurs ce serait détruire l'utilité du système, car le consentement préalable ne serait pas assez souvent donné.

(2) *Rev. Pén.*, 1893, p. 872

(3) Il supprime l'attribution directe de la peine au profit du particulier qui lui semble contraire aux principes du droit. Cependant, nous l'admettons dans quelques cas en France, ex. : article 2, loi 15 ventôse an XIII, attribution aux maîtres de postes de la moitié des amendes prononcées pour contravention aux règlements.

(4) 4^e question de 1^{re} section.

(5) Il a été admis par Stooss dans le Projet de Code fédéral suisse, art. 29. — *Rev. Pén. Suisse*, juin 1894, Gautier, p. 68. — *Rev. Pénit.*

veau étudié au début de cette année à la Société des prisons (1).

Cette affectation spéciale des produits de l'amende donne à celle-ci une importance particulière et correspond à celle que nous tentons de lui donner, à la substituer le plus possible à la peine privative de liberté pour les délinquants d'occasion. Elle renforce même l'efficacité de l'amende en complétant la répression.

Ainsi l'amende a de nombreux avantages : elle est aussi personnelle, aussi égale que possible, rémissible et économique et même productive ; avec un taux bien proportionné et un recouvrement bien organisé, elle peut avoir l'efficacité nécessaire pour tous les délinquants honnêtes qu'un hasard malheureux met aux prises avec la justice. Il n'y a pas de raison de la laisser au rôle inférieur que lui donne encore notre législation actuelle, mais ces conclusions ne sont admissibles que si l'on suppose résolus les deux problèmes relatifs, l'un à la proportion du taux, l'autre à l'organisation du recouvrement qu'il nous reste à examiner.

1894, p. 181. Motifs de l'avant-projet du Code fédéral suisse, par Stooss, 1893, p. 56.

(4) On a examiné, indépendamment de ce système, l'indemnisation par le pécule des sociétés d'assurances contre les délits et par la subordination de l'indemnisation comme condition de la libération de la prison (*V. Rev. Pén.*, 1898, février).

SECTION II

Taux de l'amende.

Le taux d'une peine c'est le rapport entre la souffrance qu'elle cause et la satisfaction strictement nécessaire donnée aux diverses réactions que provoque le délit. Pour l'amende, il ne peut consister qu'en une formule, qu'il s'agit de déterminer de façon à rendre la peine également sensible pour tous et sans tomber dans la confiscation. D'où deux points à examiner : 1^o la fixation du taux ; 2^o le maximum du taux.

§ I

Fixation du taux.

Le droit français actuel et les systèmes.

Dans l'état actuel de notre législation pénale, si nous voulions chercher le principe qui a présidé à la fixation du taux de l'amende, nous serions assez embarrassés, nous trouverions plutôt un ensemble incohérent de dispositions édictées sans méthode, au hasard des traditions, des idées et du goût du moment (1).

En effet, en matière de simple police, nous rencontrons un premier procédé : donner des limites, un maximum et un minimum au juge et faire rentrer dans chaque catégorie toutes les infractions. Le Code pénal en a créé trois, la première comprend celles punies d'une amende de 1 à 5 francs ; la deuxième, celles punies d'une amende de 6 à 10 francs ; la troisième, celles punies d'une amende de 11 à 15 francs.

(1) V. Bonneville de Marsangy, *op. cit.*, t. II, p. 25 et suiv.

En matière correctionnelle, il n'y a qu'une règle qui soit assez générale, le minimum de l'amende est de 16 francs. D'autres principes sont appliqués néanmoins ; en général, le maximum est indiqué pour chaque délit. Nous savons que s'il ne l'est pas, on admet qu'il ne peut s'élever au-dessus du minimum de 16 francs ou même au-dessus de 15 francs suivant un autre système. En outre, si le maximum est seul indiqué et dépasse 16 francs, c'est un délit, le minimum est de 16 fr. (1). Mais si la loi n'indique ni minimum ni maximum ; les uns disent qu'on ne peut appliquer que le minimum de simple police, par interprétation favorable au prévenu (2), d'autres ne permettent d'appliquer le minimum correctionnel que si l'on peut reconnaître que le cas de l'infraction est un délit (3). Seulement cette solution ne se concilie pas très bien avec le principe du Code pénal que le caractère de l'infraction se détermine justement par la peine que la loi prononce.

Jusqu'ici il s'agit toujours d'une faculté laissée au juge de se mouvoir entre deux chiffres fixes. C'est toujours le même système. En voici d'autres :

Pour certains délits le taux est proportionné au dommage causé, généralement une fraction de ce dommage (C. pén., art. 174, 423, 455, 457, C. forest., art. 192 et suiv.). Pour d'autres il est calculé sur le bénéfice que le délit a procuré, ou devait procurer, c'en est tantôt un multiple (C. pén., art. 135, 177), tantôt une fraction (L. 19 déc. 1850, art. 2, relative à l'usure). Ailleurs, la loi prend comme base la valeur de la journée de travail. C'était le système du Code des délits et des peines du 3 brumaire an IV. C'est celui en vigueur dans le décret constituant le Code rural des 25 sept.-6 oct. 1791, maintenu par la loi du 23 thermidor an IV. Enfin le Code civil établit, pour l'amende de l'article 192, applicable aux parties qui ont contracté

(1) V. Garraud, *op. cit.* Cependant, Dalloz, Rép., v° *Peine*, n° 797, dit qu'il est toujours de 1 franc, minimum de simple police quand le maximum est seul indiqué.

(2) Chauveau et Faustin Hélie, t. I, p. 196 ; Dalloz, Rép., v° *Peine*, n° 798.

(3) Garraud, *Précis*, n° 219.

un mariage sans observer les règles de publicité, un taux proportionnel à la fortune.

Nous trouvons donc sanctionnés la plupart des systèmes. On peut en imaginer d'autres suivant qu'on choisit comme base tel ou tel élément du but que la peine doit atteindre. Nous ne reprendrons que ceux qu'on a déjà jugé utile d'appliquer et ceux qui pourraient être un perfectionnement de ceux-là.

Tous les systèmes, ont toujours comme base d'abord l'importance du délit; chaque article de loi établit le taux pour chaque délit. Mais si tous sont d'accord sur cette base, ils ne le sont pas sur les deux autres, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit de tenir compte : 1^o non seulement des différents degrés de culpabilité des divers délinquants, ce qui doit se faire pour toute peine; 2^o mais encore de leur état de fortune, et de l'appréciation que chacun fait de la valeur de l'argent.

1^{er} système. — Ce système supprime la seconde base, le second terme d'appréciation, et repose uniquement sur l'importance du délit. Il est assez séduisant, car c'est le seul qui permette d'enlever complètement au juge le pouvoir de discerner la responsabilité qui en est la conséquence. La loi règle tout à l'avance. Plus d'arbitraire. Les affaires peuvent être plus vite jugées. C'est l'amende fixe. Malheureusement, ce système laisse de côté des points de vue trop importants pour qu'il soit utile d'insister davantage : riche ou pauvre, vagabond ou travailleur honnête, tous sont sur le même pied, sans circonstances atténuantes possibles. C'est donc l'inégalité. C'est cependant sous cette forme que l'amende apparut pour la première fois dans les législations (Loi des douze tables). Il en existe encore quelques cas dans la nôtre (1).

2^e système. — Celui-ci tombe dans l'exagération contraire. Il permet dans l'appréciation du taux de faire entrer à la fois l'importance du délit, les mille et une circonstances qui peu-

(1) V. Ortolan, *op. cit.*, t. I, n^o 1119.

vent faire varier la culpabilité du délinquant et son état de fortune.

Dans ce cas, le législateur doit laisser la fixation à l'arbitraire du juge. L'amende est dite arbitraire; c'est ainsi qu'on la trouve la plupart du temps dans notre ancien droit qui avait cependant des peines fixes. D'ailleurs cette liberté permettait de tenir compte des différences de qualité des personnes supprimées par la Révolution. Aujourd'hui encore, elle pourrait entraîner des abus; les confiscations seraient à craindre; les juges n'auraient pas le temps ni les éléments suffisants pour bien proportionner l'amende, et l'abolition de l'arbitraire des juges par la Révolution est si ferme que la jurisprudence, dans le silence de la loi, décide toujours d'appliquer le minimum, sans appréciation possible.

3^e système. — Ces abus, il est facile de les éviter dès que la loi trace au juge une ligne de conduite. Elle peut, notamment, lui laisser la libre appréciation en l'enfermant dans certaines limites. Celles-ci peuvent être très vagues. Elle peut appeler simplement l'attention du juge sur un certain élément du but, dire que la peine sera proportionnée à la nature du délit, aux ressources des condamnés, comme dans le Code pénal autrichien, dans le projet du même code réorganisé (1) qui mêle, d'ailleurs, d'autres déterminations plus précises dans les cas particuliers (maximum et minimum). C'est encore la grande Charte d'Angleterre qui pose, comme principe seulement, que l'amende ne soit pas excessive (2). En France nous avons vu le système du maximum et du minimum, qui est d'ailleurs très répandu. Dans ces limites le juge peut tenir compte de toutes les circonstances et bien que Faustin Hélie ait soutenu le contraire (3), on admet généralement aujourd'hui qu'il n'y a pas de raison d'établir des restrictions en ce qui concerne l'appréciation de la fortune du délinquant (4), et, certainement les tribunaux ne la font pas.

(1) *Rev. Pén.*, 1894, p. 634.

(2) V. Chauveau et F. Hélie, *op. cit.*, t. I.

(3) La loi ne fait pas de la richesse une circonstance aggravante de la peine, *op. cit.*, t. I.

(4) *Rev. Pén.*, 1893, Rapport Boullaire, p. 716.

Mais les limites ainsi fixées sont souvent trop étroites, malgré le soin qu'a pris le législateur de 1810 de les déterminer pour chaque délit. Le maximum, même quand il est indiqué, est trop faible assez fréquemment, aujourd'hui que l'argent a baissé de valeur et qu'il y a beaucoup plus de gros et lucratifs délits commis par des personnes d'une certaine aisance (1). A l'inverse, le juge n'a pas toutes ses coudées franches avec l'article 463 pour descendre au-dessous du minimum (2).

On peut aussi, tout en fixant un minimum et un maximum général, recommander de tenir compte des conditions de fortune dans lesquelles se trouve le délinquant (C. de Neuchâtel du 1^{er} juillet 1891, art. 27). C'est une autre variante.

4^e et 5^e systèmes. — Ceux-ci proportionnent le taux, l'un au dommage causé, l'autre au bénéfice qui devait être réalisé. Nous les avons pour quelques délits dans notre Code, qui les combine d'ailleurs avec la règle du maximum et du minimum, notamment en matière de fausse monnaie. Certains attachent une importance assez grande au système basé sur le dommage causé (3). Ils ont forcément tous deux une application très restreinte. En effet pour le premier, nous savons qu'il y a des infractions assez rares, il est vrai, qui ne causent pas de dommages à un particulier et le deuxième suppose un délit ou une contravention qui permette de réaliser un gain illicite ; c'est moins fréquent. Tous deux ne tiennent pas compte ou guère du véritable but de la peine qui est de produire un mal proportionné à la culpabilité du délinquant et également sensible pour tout individu. Car le dommage causé et l'étendue du bénéfice réalisé ne sont que des éléments de l'importance du délit. Il y en a d'autres et particulièrement la responsabilité du délinquant. D'ailleurs leur valeur comme base de système n'est pas si grande, car le délinquant n'apprécie pas

(1) Leveillé, *Rev. Pén.*, 1893. Discussion du rapport Boullaire.

(2) Voir p. 51.

(3) Bonneville de Marsangy dit : « Il y a dans cette pénalité pécuniaire, rigoureusement proportionnée au dommage causé, une logique claire, irrésistible, qui fait apparaître l'infraction autant absurde qu'elle est coupable, etc. » (*De l'amélioration de la loi criminelle 1864*, t. II.)

toujours la gravité de l'acte qu'il va commettre d'après le dommage qu'il va causer. Et d'autre part, riches ou pauvres, tous sont frappés de la même façon, c'est-à-dire inégalement à moins que le juge ne puisse se mouvoir entre un maximum et un minimum assez larges (1).

Restent les systèmes qui cherchent à tenir compte de la richesse. C'est en effet la vraie base du taux de l'amende : pour frapper également les délinquants, il faut que, pour un même délit, pour les mêmes circonstances atténuantes ou aggravantes de la culpabilité, chacun subisse la même souffrance, ressente une égale privation pécuniaire. Seulement chacun aussi est plus ou moins sensible à la même perte d'argent.

Comment proportionner alors le taux de l'amende à la richesse ?

La richesse est assez difficile à apprécier : on peut prendre notamment comme terme d'appréciation le travail ou plutôt la valeur du travail de chacun. C'est la vague ébauche d'un tel système que nous avons remarqué dans le Code pénal de 1791 et dans le Code du 3 brumaire an iv. En effet le maximum de l'amende pour chaque peine est la valeur d'un certain nombre de journées de travail. Or ce serait assez juste si l'on avait classé les individus par catégories suivant la valeur respective de leur travail. Mais c'eût été assez délicat. Il eût fallu tenir compte et des différents métiers et des différentes régions. La loi alla au plus court : la valeur de la journée de travail devait être fixée par le Directoire du département, qui dressait à l'avance tous les ans un tableau indiquant l'évaluation donnée à la journée de travail pour tous les habitants de chaque commune de son ressort. Pour les parties de cette loi de 1791 encore en vigueur, c'est le Conseil Général qui actuellement établit cette évaluation. Mais d'ailleurs ce système ne peut pas être perfectionné : il reste toujours des gens qui ne travaillent pas. On ne peut pas alors savoir quelle est pour eux la valeur de la journée de travail.

(1) Aussi Bonneville de Marsangy demandait-il qu'on tienne compte aussi de la fortune.

En réalité, il faut, pour fixer le taux de l'amende, établir un rapport entre l'importance du délit, les différentes circonstances qui font varier le degré de culpabilité et enfin la richesse de chaque délinquant (1). De ces trois éléments, le premier est fixé par le législateur dans l'article spécial au délit, les deux autres sont déterminés par les juges, puisqu'ils dépendent d'une question de fait, mais dans des limites légales suffisantes pour restreindre leur arbitraire. Le plus important, c'est le troisième. C'est donc lui qu'il faut prendre comme base dans la fixation du rapport et pour l'établir, le législateur aura soin de mettre des limites : un maximum et un minimum. Il dira par exemple : tel délit sera puni d'une amende de un sixième à un quart de la richesse du délinquant. Maintenant il n'y a qu'à déterminer, dans la formule légale, le mode d'évaluation de la richesse pour guider le juge le plus possible dans les difficultés de cette tâche. Or on peut se demander si c'est le capital ou le revenu qu'on prendra comme base ; de là deux systèmes :

6° *Système. — Taux basé sur le capital.* — C'est ce système que semble indiquer l'article 192 du Code civil, qui d'ailleurs n'entre dans aucun détail de fixation. C'est celui qui avait la préférence de Bentham, de Filangieri (2). L'égalité est mieux respectée et la fluctuation du cours de l'argent n'a pas d'influence sur lui. Mais il a l'inconvénient de se prêter à des excès qui pourraient faire dégénérer l'amende en confiscation. Il faudrait, pour les éviter, établir un rapport assez faible, ce qui enlèverait à l'amende beaucoup de son caractère répressif. Mais surtout il ne serait pas applicable à ceux qui n'ont pas de capital-richeesse et qui sont très nombreux. Enfin il n'est pas exact de dire qu'enlever 100 à celui qui possède 10,000 n'est pas plus grave qu'enlever 10,000 à celui qui possède 100,000. Il y a là, dit Rossi (3), la différence du superflu au nécessaire. Il faudrait donc établir une progression pour faire

(1) V. p. 94.

(2) *La science de la législation*, t. II, p. 94.

(3) *Traité de Droit pénal*, t. II, p. 341.

monter le taux avec la fortune. Ces complications arithmétiques entraveraient déjà l'application de la peine et l'on ne sera pas encore sûr d'être juste, puisqu'on n'aura pas tenu compte de l'appréciation différente que chacun fait de la fortune et qui n'est pas en rapport avec celle-ci. Ces différences d'appréciations tiennent non seulement au caractère du délinquant, à son éducation, mais à la facilité plus ou moins grande d'acquisition.

7^e système. — *Taux basé sur le revenu.* — Par revenu, il faut entendre ici tout ce que produit le capital, aussi bien le capital richesse économique (rendements fonciers, revenus mobiliers), que le travail (émoluments quelconques, pensions). Ainsi la base du taux va pouvoir s'appliquer à tous les délinquants qui nous intéressent puisque tous au moins travaillent ou désirent travailler, s'ils ne sont pas assez riches pour se dispenser de le faire. Nous n'aurons pas à craindre une évaluation trop forte ; car ce que l'on prendra au délinquant ne sera toujours qu'une portion de son revenu en intérêts de capitaux et en produits de travail. C'est le système déjà admis par les législations du Portugal et du Brésil (C. brésilien, art. 55). Malheureusement s'il apporte une plus grande égalité dans l'efficacité de l'amende, il n'atteint pas l'égalité absolue. Il reste à s'inquiéter de ce que le degré de sensibilité de chacun à la perte de l'argent ne décroît pas en raison directe de l'augmentation des revenus. En effet, un individu peut absorber tous ses revenus en dépenses superflues ou voluptueuses, il peut même dépenser plus que ses revenus ; au contraire, celui qui n'a que ses bras pour acquérir de la richesse ne peut certainement pas absorber son capital ; s'il l'use, c'est qu'il détruit son corps ; ce n'est pas pour son plaisir, mais pour produire davantage. C'est que la base précise du taux serait, non pas le rapport qui existe entre l'importance du délit, les diverses circonstances qui influent sur la culpabilité d'une part et d'autre part le revenu ou la fortune, mais le rapport entre le premier terme, et d'autre part un autre rapport, celui qui existe entre la fortune et les dépenses superflues du délin-

quant. Malheureusement, pousser à ce point l'exactitude entraîne des difficultés d'évaluation précise presque insurmontables. Et c'est pourquoi beaucoup de jurisconsultes préfèrent encore s'en tenir au système du minimum et du maximum pur et simple, élargissant le champ que ces bornes marquent actuellement. Mais il nous semble qu'avec le revenu comme base du taux de l'amende, on pourrait remédier à ces petites inégalités possibles, d'autant plus que nous sommes déjà obligés d'établir un minimum et un maximum pour que le juge apprécie l'influence des autres circonstances sur la culpabilité, et de cette façon nous arrivons à restreindre autant que possible l'arbitraire du juge avec une formule assez simple. Ce peut être celle indiquée plus haut (1). Tel délit sera puni d'une amende variant entre $1/6$ ou $1/4$ par exemple du revenu du délinquant. Ce peut être aussi celle-ci, plus pratique, empruntée aux Codes portugais et brésilien ; l'amende variera entre tant et tant de journées de revenu.

La seule difficulté qui puisse arrêter maintenant, difficulté que certains considèrent comme suffisante pour rendre peu pratique ce système, c'est l'évaluation du revenu de chaque délinquant qui devra être faite pour chaque délit, chaque contravention découverte. La loi ici n'a plus à intervenir. Elle ne peut que donner des conseils, comme ceux que M. Ortolan formule : « Le juge devrait avoir un large pouvoir d'appréciation approximative d'après les principaux éléments de preuves en quelque sorte ostensibles, et au besoin d'après la commune renommée sans l'astreindre à rechercher une détermination rigoureusement exacte, suivant des vérifications minutieusement imposées » (2). Mais, se présente une objection assez grave : malgré toute leur célérité, les tribunaux, s'ils veulent agir consciencieusement, seront débordés très rapidement surtout avec l'extension nouvelle donnée à l'amende. En outre, certaines investigations nécessaires leur seraient impossibles.

Aussi la pensée vient-elle d'utiliser l'idée des com-

(1) V. page 98.

(2) *Op. cit.* t. II, p. 104 et suiv.

missions qui fixent l'évaluation pour l'impôt sur le revenu dans les pays qui s'en servent. C'est peu pratique, car le but n'est pas le même précisément. Il s'agit ici, d'établir une égalité de peine, de souffrance, là d'un enrichissement de l'Etat basé aussi sur l'égalité mais l'égalité de richesse seulement. Les procédés de recherches ne peuvent être les mêmes. Tels sont les reproches qu'on peut adresser au système de Holtzendorff, repris par Aschrott (2).

Ce devrait donc être d'autres commissions spéciales. Cette création déchargerait les tribunaux et faciliterait la tâche nouvelle imposée dans l'intérêt de l'égalité de tous devant la peine. M. Labbe (3) l'a déjà étudiée et en a fait ressortir les côtés pratiques.

« Il y aurait près de chaque Tribunal une commission composée de citoyens intègres, compétents en matière financière et agissant exclusivement dans un intérêt humanitaire et de bienfaisance », commissions analogues à la Société des prisons, aux Commissions de surveillance des prisons, aux Sociétés de patronage. Pour l'évaluation elles s'aideraient de tous les renseignements, notamment de ceux des administrations pénitentiaires ou de la police. Elles feraient des enquêtes personnelles. Elles auraient sans doute à se tenir en garde contre les simulations des délinquants ; car tel qui peut ne pas être d'un caractère vicieux au point de vue pénal proprement dit n'est pas fâché d'user de tous les subterfuges pour dissimuler sa fortune dès qu'il s'agit de payer à l'État. La respectabilité de leurs membres écarterait tout soupçon d'inquisition. Les scrupules ici sont moindres qu'en matière d'impôt : il s'agit de condamnés (1).

Il nous semble inutile qu'elles dressent à l'avance une évaluation du revenu de chaque personne pour chaque commune, afin de faire ensuite une liste d'habitants par catégorie. — Ce

(1) Allemagne, Suisse, Italie, etc.

(2) *Bull. Société des Prisons du N.-O. de l'Allemagne*. 19^e livr. 1890. *Rev. Pén.* 1890, p. 601.

(3) *De l'amende*, Lille, 1894.

(4) *Leveillé R. Pén.*, 1893, p. 878.

serait long ; ce serait à refaire trop souvent : les revenus varient constamment ; ce serait inutile à l'égard de beaucoup, car les délinquants ne sont encore heureusement qu'une faible partie de la population générale. Une fois l'évaluation faite pour tel délinquant dans telle affaire, elles renverraient au Tribunal pour que celui-ci fixe le chiffre de l'amende entre le maximum et le minimum, en tenant compte à la fois des circonstances qui influent sur la culpabilité des délinquants et des imperfections légères que le système du taux basé sur le revenu peut laisser au point de vue de l'efficacité de la peine.

Mais il serait utile d'admettre un recours devant le Tribunal pour éviter les abus, avec une légère majoration de l'amende pour toute réclamation inconsidérée.

Organisée de la sorte, fixation du taux de l'amende par le législateur, puis reconnaissance de la culpabilité et de la nécessité de prononcer une peine par le juge, fixation du revenu par la commission spéciale et application d'un chiffre exact comme peine par le juge, l'amende serait à la fois efficace et égale. Rien d'ailleurs n'empêcherait de modifier pour certains délits la base du taux, par exemple prendre quelquefois le dommage causé comme élément d'appréciation.

Une réforme signalée par M. Labbe, comme la conséquence du respect de l'égalité de la peine : c'est la suppression du recouvrement intégral des frais de justice contre le délinquant. L'importance de ces frais est, en effet, indépendant de la fortune. On pourrait sans doute les faire disparaître de la peine proprement dite. Le mieux serait de les prélever dans l'emploi à faire des produits de l'amende comme les indemnités à accorder aux particuliers (1).

(1) V. p. 90.

§ II

Maximum du taux.

Nous avons vu qu'en France le maximum général de l'amende n'existe pas. Dans le silence de la loi, on admet le minimum correctionnel ou le maximum de simple police. Tout au plus la loi de 1888 fixe-t-elle un maximum de 3,000 francs pour un cas de substitution de l'amende à l'emprisonnement. Tout le monde reconnaît que ce maximum et ceux particuliers à chaque délit sont trop bas. Le projet de Code pénal français porte le premier à 5,000 francs. En Italie, le Code de 1892 l'élève à 10,000 lire; le Code de Neuchâtel, en Suisse, à 15,000 francs; le Code hollandais, à 300 francs et exceptionnellement à 10,000 florins. En Autriche le projet de Code pénal l'élève quelquefois jusqu'à 4,000 florins.

Mais la limite maxima de l'amende a pour but de l'empêcher de se confondre avec la confiscation générale pour certains délinquants. Il semble qu'avec l'amende proportionnée au produit du capital ou du travail, on n'ait pas à craindre cet abus puisqu'on n'atteint pas le capital. Ce n'est déjà pas très juste pour celui dont le revenu est le produit de la mise en valeur de sa richesse immobilière ou mobilière. Ce ne l'est plus pour celui dont le revenu représente le produit du travail. Il y a une part de ce revenu indispensable à la vie et même quand il y a lieu à celle de sa femme et de ses enfants. Dans le système que nous venons d'indiquer, le maximum ne peut donc pas être uniquement une fraction fixe de revenu identique pour tous. C'est ce que n'a pas remarqué le Code portugais qui le fixe invariablement à 2,000 reis par jour pendant une durée de trois ans art. 67) (1). Pour ceux dont l'unique revenu est le produit du

(1) *R. Pén.* 1895, p. 724.

travail, il ne pourrait dépasser une certaine portion du revenu. Pour ceux qui font produire un capital indépendant de leur travail, il serait peut-être plus juste qu'il puisse dépasser le revenu et atteindre quelquefois le capital sans d'ailleurs pouvoir jamais englober plus d'une certaine fraction. C'est ainsi que le Code de la Louisiane (art. 90) indique le quart du capital comme maximum (1).

Mais cela ne peut pas se présenter dans notre système, à moins qu'on ne le combine pour certains délits avec celui basé sur le dommage causé (V. p. 102). Ce maximum de tant de revenu par jour devrait donc varier avec ces deux classes de délinquants, et en outre, suivant l'étendue des charges nécessaires, et notamment en distinguant suivant le nombre d'enfants (2).

(1) Chauveau et F. Hélie, *op. cit.*, t. II, p. 34.

(2) Comp. art. 918, C. civ. pour la réserve successorale.

SECTION III

RECouvreMENT.

I

Organisation actuelle.

1° Délits et contraventions en général.

Le recouvrement des amendes, de même d'ailleurs que celui des frais, se fait par l'intermédiaire du percepteur des contributions directes (1). Avant 1873, on en chargeait les receveurs de l'enregistrement. Mais le percepteur est plus à même de connaître les contribuables et leurs ressources, puisqu'il recouvre déjà les impôts directs. Cependant, la loi du 30 déc. 1873 n'a rien innové en ce qui concerne les amendes relatives aux droits d'enregistrement, de timbre, de greffe et d'hypothèque, le notariat et la procédure civile. Elle ne s'applique pas non plus aux amendes en matière spéciale de douanes et des contributions indirectes ni aux amendes forestières (arg^t p. 210, C. for.)

Donc, c'est à l'administration des contributions indirectes que revient la fonction de recouvrer la plupart des amendes pénales.

Les jugements ou arrêts prononçant l'amende passés en force de chose jugée, après l'expiration des délais d'opposition ou d'appel s'il y a lieu, le recouvrement peut commencer. La transmission des titres se fait dans les cinq jours de l'enregistrement du jugement, par les greffiers des cours et tribu-

(1) V. L. 29-30 déc. 1873, du 17 oct. 1874, Circ. minist. du 20 sept. 1875.

— Durieu, *op. cit.* *passim*.

naux (ou secrétaires des conseils de préfecture ou des conseils de guerre pour ces juridictions) au trésorier général (1). Ces titres sont des extraits des jugements ou arrêts, sauf pour les jugements de simple police susceptibles d'opposition ou d'appel : on se borne alors à transmettre des extraits provisoires afin d'éviter les frais de notification. On tente le recouvrement volontaire et à défaut, on ne notifie que si la poursuite peut être utile. Par l'intermédiaire du receveur particulier, les extraits ou relevés sommaires parviennent au percepteur qui adresse à chaque condamné un avertissement. Ici son rôle est assez large : il a le droit, sauf pour les délits de presse, de laisser payer par acomptes en accordant sous sa responsabilité les délais qu'il juge à propos, s'il trouve un individu de bonne volonté. Dans le cas contraire, c'est seulement huit jours après l'avertissement, que le commandement, premier acte de poursuite, peut être envoyé. Mais on n'exerce pas de poursuite contre les gens dont l'insolvabilité est constatée. Leur dette est inscrite au sommier des surséances pour qu'on puisse les reprendre au cas de retour à la solvabilité (2). Le commandement ne peut être fait sans l'intervention du receveur qui, sur l'état des condamnés réfractaires qu'on lui envoie, y fait apposer le visa du préfet ou du sous-préfet (3). La contrainte comprend l'ordre de procéder à la saisie des biens dans les trois jours, à la contrainte par corps dans les cinq jours. D'où deux moyens de forcer le paiement. Le premier est renforcé par l'hypothèque judiciaire, et tous deux le sont dans le principe de solidarité.

I. *Solidarité*. — Lorsque plusieurs individus, prévenus du même délit ou du même crime, ont été condamnés même par jugements ou arrêts différents, ils sont de plein droit solidairement tenus des amendes prononcées contre chacun d'eux. Cette règle est contraire au caractère personnel de la peine. Admise pour assurer un rendement plus fort, elle est la consé-

(1) Cir. compt. publique, 22 déc. 1879.

(2) Durieu, *op. cit.*, p. 40.

(3) Durieu, *op. cit.*, p. 90.

quence d'une conception fausse de l'amende qui a été longtemps considérée plutôt comme un rapport pour l'État que comme une peine. Ce procédé est donc irrationnel et injuste. Ses mauvais effets sont, il est vrai, atténués, en ce sens qu'il ne s'applique pas aux amendes de simple police et que le condamné qui a payé pour d'autres a toujours recours contre celui pour qui il a payé. Mais on fait retomber sur lui l'insolvabilité de ses complices ou coauteurs. D'ailleurs le projet du Code pénal supprime la solidarité quant aux amendes (1). Les Codes étrangers ont presque tous réalisé cette réforme.

II. *Saisie sur les biens.* — Trois jours après le commandement le percepteur procède, sur l'autorisation du receveur (2), à la saisie-exécution ou la saisie-brandon, suivant qu'il s'agit de meubles ou de récoltes, par l'intermédiaire d'un huissier ou d'un porteur de contrainte. La procédure est celle indiquée au Code de procédure (art. 583 et suiv., 626 et suiv.) D'ailleurs, le condamné peut toujours se libérer et arrêter les poursuites ; seulement avec cette remarque qu'il peut payer directement à l'huissier saisissant (art. 176, Déc. 18 juin 1811), tandis que le porteur de contrainte, n'ayant pas qualité, ne peut que suspendre son opération. En cas d'insolvabilité constatée même décision que plus haut (V. p. 106).

Huit jours après la saisie terminée, la vente des meubles peut avoir lieu (3), mais seulement en vertu de l'autorisation spéciale du sous-préfet. La vente, faite soit par commissaire-priseur, soit par huissier, soit par porteur de contrainte, doit être arrêtée sitôt que son produit est suffisant pour solder le montant des sommes dues et les frais de poursuite (Instr. ministérielle 1875, art. 172, 173). Le percepteur doit être présent ou s'y faire représenter pour en recevoir les deniers (art. 175).

(1) V. *Rev. Pén.*, 1893, p. 151. — Champcommunal, *Etude sur le projet du Code pénal*, p. 411.

(2) Dalloz, Supplément, v° *Peine*, n° 772. — Durieu, *op. cit.*, p. 102 et suiv.

(3) Durieu, p. 116.

D'ailleurs, pour éviter les dissimulations de biens, des mesures conservatoires peuvent être prises. Le percepteur peut employer aussi la saisie-arrêt, sans autorisation préalable dès qu'il sait que le condamné a une créance contre un tiers, tout en s'assurant de la réalité de la créance. Il peut aussi faire procéder immédiatement et sans ordre à la saisie-exécution dès qu'il est informé d'un commencement d'enlèvement furtif d'objets saisis.

Mais la saisie peut être pratiquée aussi sur les immeubles que le condamné à l'amende peut avoir. Le percepteur doit avant d'agir se faire autoriser du ministre des finances sur la proposition du receveur et l'avis du préfet, précautions importantes à cause de la gravité de l'acte. Il est admis que cette saisie ne peut être pratiquée qu'à défaut d'autres moyens de recouvrement et en cas qu'il soit établi que les biens seront plus que suffisants pour payer les créanciers hypothécaires et les frais. On suit les règles ordinaires de la saisie immobilière (C. de Proc., art. 673 et suiv.).

III. *Hypothèque.* — Le Trésor a une garantie réelle pour le recouvrement des amendes : l'hypothèque résultant du jugement ou de l'arrêt de condamnation et qui frappe les biens présents et à venir du condamné. Pour les frais de justice, il a un privilège qui porte sur les meubles et immeubles. Pour la conservation de l'hypothèque et du privilège, les comptables doivent requérir des inscriptions toutes les fois qu'il y a lieu (s'il y a un immeuble ou que les amendes, frais compris, dépassent 30 francs) (1). D'ailleurs, cette garantie n'existe pour l'amende qu'autant que les dommages-intérêts et les restitutions ont été soldés sur la vente des biens suffisants des condamnés. (C. pén., art. 54, 468.)

IV. *Contrainte par corps.* — Enfin, nous avons vu plus haut que si dans les cinq jours du commandement, le condamné ne s'était pas libéré, l'administration pouvait le contraindre par corps.

Cette incarcération qui est permise non seulement pour le

(1) V. Durieu, *op. cit.*, p. 155.

recouvrement des amendes, mais pour celui des frais (Loi 19-23 déc. 1871) et même des dommages-intérêts (Loi 22 juillet 1867), a pour but de forcer le condamné à s'acquitter, soit qu'il hésite encore à payer malgré sa solvabilité après le commandement à lui adressé, soit lorsqu'il ne peut pas payer et ne fait rien pour se procurer les ressources nécessaires. Nous n'avons à l'envisager que pour l'amende.

La contrainte par corps existe de plein droit par le seul fait de la condamnation à la peine pécuniaire sans que le juge ait besoin de la prononcer. C'est la loi qui la prononce d'une façon générale (1). Mais pratiquement comme le rapport entre le nombre de jours d'incarcération et le chiffre de l'amende n'est pas fixe, que la loi donne certain pouvoir d'apprécier qui oscille entre un minimum et un maximum, quel que soit le chiffre de l'amende (Lois de 1848 et 1867), le tribunal déclare habituellement la contrainte par corps dans la condamnation même en fixant tout de suite la durée de l'incarcération. Et s'il ne l'a pas fait, le ministère public, au moment de recourir à ce mode de recouvrement, fera rendre une sentence spéciale à cet effet (2).

La contrainte par corps n'est pas toujours exercée. Il y a certaines personnes responsables des amendes qui ne peuvent la subir : les mineurs de 16 ans (art. 13, l. 1867), les civilement responsables, les héritiers pour ceux qui admettent le recouvrement contre eux. Ceci fait mieux ressortir l'illogisme de la jurisprudence (V. p. 78). Il y a aussi quelques exemptions basées sur l'âge (L. 1867, art. 14), sur la parenté (art. 15), sur l'alliance (art. 16) (3).

En outre, l'administration chargée du recouvrement est libre d'apprécier s'il y a lieu ou non d'y recourir. Pour les

(1) Chauveau et Faustin Hélie, *op. cit.*, I, n° 188.

(2) Dalloz, Suppl. v° *Contrainte par corps*, n° 73; Jurisprudence. Mais quelques-uns prétendent que le juge ne peut rien ajouter au jugement, qu'il faut s'en tenir au minimum de la contrainte par corps, dès qu'il n'y a plus de voies de recours pour faire réparer l'omission. Aubry et Rau, t. VIII, § 780, p. 489, note 69. — Darbois, *Traité de la contrainte par corps*, n° 73 et suiv.

(3) Ces deux derniers, pour le cas de dommages-intérêts.

condamnés solvables, l'initiative appartient au percepteur. C'est lui qui forme la demande d'incarcération, l'envoie au receveur qui l'adresse avec le commandement au procureur de la République ou général, suivant qu'il s'agit d'un jugement ou d'un arrêt. Celui-ci ordonne l'arrestation et l'incarcération.

Pour les condamnés insolubles, les percepteurs inscrivent les noms sur une liste spéciale qu'ils transmettent (1) tous les trimestres par l'intermédiaire du receveur au procureur de la République ou général. C'est lui qui choisit et désigne ceux contre qui il y a lieu d'opérer par la contrainte par corps. En conséquence, le percepteur reçoit les instructions nécessaires.

Pour les infractions forestières, le ministère public donne seulement son avis. C'est le conservateur des forêts qui fait le choix (Inst. min., 20 sept. 1875, art. 205 à 209).

L'incarcération a une durée variable. La loi, malgré la latitude qu'elle a laissée au juge pour apprécier le plus ou moins de bonne volonté qu'a mis le condamné à s'exécuter et le plus ou moins de proportion qui existe entre ses ressources et le chiffre de l'amende (ceci n'aurait plus lieu avec notre système), la loi, dis-je, a proportionné dans les grandes lignes la durée à l'importance de la peine prononcée. (L. 1867, art. 9.)

En matière correctionnelle elle varie entre deux jours et deux mois ; en matière de simple police elle varie seulement entre un et cinq jours (V. l'art 9).

Dans le chiffre des condamnations accessoires à l'amende qui entrent dans le calcul, on compte non seulement les frais mais les décimes additionnels (2).

La durée fixée par le juge est une durée maxima pour le condamné auquel elle s'applique. Il peut être libéré aupa-

(1) Dalloz, Suppl. v° *Peine*, n° 777.

(2) Telle est la solution de la jurisprudence actuelle qui avait été d'abord incertaine. Dalloz, Supplément, *Contrainte par corps*, n°s 85, 86 et 87.

vant. Le trésorier général est libre de maintenir ou lever l'ordre d'incarcération. Je ne parle pas du défaut de consignation d'aliments du créancier puisqu'ici c'est l'État. Mais le condamné peut arriver à prouver son insolvabilité au moyen d'un certificat du maire constatant son indigence, et d'un état du receveur attestant qu'il ne paie pas plus de 6 francs de contributions. Dans ce cas on lui fait réduction de la moitié de la contrainte ; et surtout, ce qui est le but de l'incarcération, il peut être libre dès qu'il paie ou fournit une caution reconnue bonne et valable (art. 11) par le receveur des domaines, et déclarée en cas de contestations par le tribunal civil de l'arrondissement. Pour que le paiement ne soit pas ainsi reculé trop longtemps, la loi exige que la caution s'exécute dans le mois, à peine de poursuites. La contrainte par corps exercée contre une personne qui a obtenu son élargissement ne peut plus être reprise pour condamnations antérieures, à moins que ces condamnations n'entraînent, par leur quotité, une contrainte plus longue que celle qu'elle a subie. Il y a lieu alors de défalquer le temps déjà fait en prison (art. 12). Cependant, l'individu qui ne peut user de ces moyens doit rester jusqu'à l'expiration normale de son temps. Depuis 1867, les maisons spéciales pour dettes sont supprimées. Les contraints par corps doivent être placés dans les maisons d'arrêt, et en fait ils le sont dans quelques prisons départementales où des locaux spéciaux leur sont affectés. Ils n'ont aucun rapport avec les autres prisonniers ; ils ne sont, d'autre part, astreints à travailler ; on les met là surtout pour les décider à payer. Mais s'ils se sentent quelque goût pour le travail, ils peuvent s'y livrer. L'entrepreneur touche 3 0/0 de la valeur ; les 3 0/0 lui sont acquis sans que l'État opère aucune retenue (1).

2° *Des délits forestiers. — Recouvrement par le travail.*

A côté de la contrainte par corps, la loi du 18 juin 1859 a admis pour certains délits un mode de recouvrement facul-

(1) Drioux, *Rev. Pén.*, 1893, p. 1032.

tatif pour le condamné et pour l'administration forestière, basé sur le travail (1).

D'après l'art. 210, § 3 (C. for.) modifié par cette loi, l'administration forestière pourra admettre les délinquants insolvable à se libérer des amendes, réparations civiles et frais, au moyen de prestations en nature consistant en travaux d'entretien et d'amélioration dans les forêts ou sur les chemins vicinaux.

Le Conseil général fixe par commune la valeur de la journée de travail. La prestation pourra être fournie en tâche.

Ces dispositions sont complétées par le décret du 21 décembre 1859 et l'arrêté du ministre des finances du 17 décembre 1861.

Notons que les insolvable seuls sont admis à user de ce mode de libération des dettes. En 1851, le projet de la commission acceptait les solvables. On les a écartés pour ne pas déroger aux règles de l'administration des finances. L'insolvable, c'est celui dont l'indigence a été constatée, comme nous savons, par le percepteur et non par le receveur de l'enregistrement (Inst., 20 sept. 1875, art. 100).

Les travaux à exécuter sont faits tantôt dans les forêts domaniales ou les chemins vicinaux qui les desservent, tantôt dans les bois des communes et établissements publics, en principe, suivant l'endroit où le délit a été commis, et aussi suivant qu'il existe ou non dans la localité, à une distance convenable, une forêt domaniale ou un chemin vicinal utilisé pour la desserte des bois de l'État (D. 21 déc. 1859, art. 9 et 10).

Ils consistent en ouverture ou curage de fossés, extraction, fournitures et cassage de matériaux, menus travaux d'entretien et de réparation de routes et chemins, préparation du sol pour le repeuplement, récoltes ou fournitures de graines forestières, enfin en semis et plantations (2). La surveillance n'a rien de spécial malgré le caractère pénal du travail. Il est à remarquer que l'agent voyer établit à l'avance un état des

(1) Voir Dalloz, C. forestier annoté, art. 210.

(2) Dalloz, C. for. annoté, n° 36 et suiv.

travaux à exécuter là où il prévoit qu'il y aura des prestations à effectuer.

Le travail se fait à la journée ou à la tâche. Quant à la fixation de la valeur de la journée de travail, le Conseil général peut être enclin à fixer la valeur le plus haut possible pour encourager le condamné à s'acquitter par ce procédé. Mais c'est aussi lui qui fixe la valeur des prestations vicinales en matière d'impôt. Là, il peut se laisser aller à fixer le plus bas possible pour encourager le rachat en argent. La délicatesse de cette double tâche est la cause pour laquelle on hésita à la lui confier (1).

Le travail à la tâche est préférable : il n'incite pas à la paresse. L'administration n'emploie que celui-là. Elle prend comme base la journée fixée par le Conseil général, établit le nombre de journées à fournir par les prestataires et leur donne une tâche déterminée qu'on peut achever dans ce temps.

Une allocation pour frais de nourriture peut être accordée à ceux qui en font la demande. Mais pour éviter les abus, elle est déduite dans la valeur de la journée de travail.

En cas d'inexécution dans le délai fixé, d'inexactitude ou de désobéissance, de négligence ou de malfaçon dans l'exécution, l'inspecteur des forêts peut déclarer l'individu déchu du bénéfice de la loi. Mais il est tenu compte du travail accompli, et l'on passe outre aux poursuites.

Quittons maintenant les délits forestiers : la loi du 25 mars 1873 (art. 6), relative à la situation des déportés à la Nouvelle-Calédonie, impose aux condamnés à l'amende qui ne payent pas, la conversion en journées de prestations. C'est un peu spécial. D'autre part, nous avons vu (2) la loi des 21-22 décembre 1897 qui permet aux administrateurs des communes mixtes de l'Algérie de remplacer l'amende ou l'emprisonnement par des prestations en nature (art. 2) à son gré ou sur la demande du condamné.

(1) Dalloz, *op. cit.*, n° 41.

(2) V. p. 55.

II

Les Résultats et leurs Causes.

1° Délits et Contraventions en général.

De tout ce qui précède il ressort que l'administration a des armes très puissantes contre les solvables, saisies diverses et l'incarcération, et contre les insolvable elle n'a guère que la contrainte par corps, qui, justement sur eux, ne produit pas grand effet. Pour apprécier les résultats de l'emploi de cet appareil de recouvrement, il faudrait une statistique spéciale. Il n'y en a pas. Tout au plus a-t-on quelques chiffres pour la contrainte par corps.

D'abord, en ce qui concerne les saisies, il est facile d'y suppléer. En effet, elles ont une application assez restreinte et si nous ne pouvons savoir le chiffre exact des sommes recouvrées ainsi, il est permis d'admettre qu'il est peu important, les saisies ne frappant que les condamnés solvables récalcitrants, très peu nombreux, surtout parmi les délinquants d'occasion. En outre, l'administration préfère exercer la contrainte par corps même contre les solvables. En 1894, elle le fit contre 6.000 solvables sur 32,056 contraints. Il est vrai que si le nombre absolu des condamnés solvables ainsi contraints a beaucoup grandi depuis quelques années, le nombre proportionnel a diminué : de 32 0/0 en 1880, il est tombé à 21 0/0 en 1890 et 18 0/0 en 1894.

Cette diminution correspond forcément à l'accroissement de la proportion des condamnés insolvable contraints. En effet en 1881 il n'y en eut que 5,677 ; en 1894, 26,052.

D'autre part, sur ces 32,056, 1,148 ont subi une incarcération de plus de trois mois. Mais c'est tout ce qu'on peut savoir. Il serait cependant curieux de se rendre compte de la propor-

tion des amendes qu'elle a fait recouvrer. Or cette recherche a été faite une fois en 1883, sur l'exercice 1881 par le ministre des finances qui a constaté que :

Sur 7,984 solvables contraints, 4,704 ont payé 141,687 fr.

Sur 5,577 insolvable — 1,400 — 39,911 fr.

A Paris, la simple menace a amené 1,737 condamnés à payer environ 80,000 francs. En résumé, en 1881, l'exercice de la contrainte par corps a amené la libération de 6,184 détenus et le versement de 261,599 francs (1).

Si l'on envisage maintenant le résultat général du recouvrement, on ne peut rien préciser. Les statistiques sont muettes. Tout au plus savons-nous le chiffre recouvré chaque année (1894 : 3,018,148 fr.) ; ailleurs on évalue généralement la proportion d'amendes recouvrées à 42 0/0 (2). C'est déjà bien faible. Mais si l'on remarque avec M. Bruyère (3) que ce sont surtout les amendes contre les riches qui sont payées, c'est-à-dire les plus fortes, il y a une grande différence entre la proportion des sommes entrées dans la caisse de l'État et celle des condamnés qui ont payé, qui ont subi leur peine, qui seule est intéressante. Avec cette modification, M. Bruyère va jusqu'à abaisser la proportion des peines subies à 5 0/0.

Les causes de ces résultats sont uniquement dans l'insuffisance des modes de recouvrement et dans les vices de leur organisation. Nous en dégageons trois : 1° le rôle dominant de l'administration fiscale, dans une question pénitentiaire ; 2° la préférence accordée à la contrainte par corps pour les condamnés solvables ; 3° l'insuffisance de la contrainte par corps surtout pour les insolvable.

A. — Rôle dominant de l'administration du fisc.

Il est incontestable qu'il est très avantageux et même économique de charger du recouvrement des amendes et frais, qui sont dettes de l'État, les mêmes fonctionnaires déjà char-

(1) Yvernès, *Rev. Pén.*, 1893, p. 862.

(2) *Rev. Pén.*, p. 718 et 724.

(3) *Rev. Pén.*, p. 733.

gés de recouvrer d'autres dettes. Cette simplification évite la création d'une nouvelle catégorie administrative ; car d'un autre côté le ministère public ne peut se charger de faire exécuter dans le détail la poursuite des condamnations pécuniaires. Mais son intervention ici est même presque effacée. En général c'est le percepteur qui dirige. Il apprécie s'il y a lieu d'accorder des paiements partiels, de poursuivre la saisie des biens des solvables récalcitrants ou de les contraindre par corps. Il est vrai que son zèle est stimulé par le droit à une remise de 3 0/0 sur les amendes par lui recouvrées des condamnés solvables et 6 0/0 sur celles qui avaient été inscrites au sommier des surséances (1). C'est peut-être insuffisant, car son zèle, nous l'avons vu, est assez modeste. La raison, c'est qu'il se place au point de vue du meilleur rendement. Il néglige de faire tout ce qui pourrait occasionner des frais qui absorberaient le produit du recouvrement (2). Ce n'est pas là le but. Avant tout il faut que la peine soit exécutée. Le ministère public seul y a intérêt : il doit garder la haute main sur tout ce qui est de sa compétence. Le percepteur devrait exécuter tous ses ordres sans faire intervenir des considérations financières. Mais souvent le ministère public néglige de profiter du peu d'influence qu'il a déjà. M. Boullaire citait à cet effet le cas d'un procureur général à Riom qui avait tout de suite obtenu des résultats très heureux en imposant aux officiers ministériels la suppression des petites fraudes fiscales, en recommandant au parquet et aux magistrats de seconder les recherches de l'administration des contributions directes en procurant à celle-ci tous les renseignements à leur disposition. En deux ou trois ans la proportion des amendes recouvrées était montée de 42 à 56 0/0.

(1) Dalloz, Supp., v° *Peine*, n° 775.

(2) Les mêmes faits se présentent en Suisse où c'est l'administration de l'enregistrement qui poursuit. V. Gautier, *Rev. Pen. Suisse*, 1893 *Du recouvrement des amendes à Genève*.

B. — *Préférence de la contrainte par corps.*

Il est étonnant que le nombre des condamnés solvables contraints atteigne encore plusieurs milliers (6,004 en 1894). La saisie immobilière, et surtout la saisie-exécution et la saisie-arrest semblent tout indiquées, mais sans doute il est plus simple de jeter un condamné en prison que de s'engager dans des frais et des complications de procédure. On espère d'ailleurs que la seule menace de ce moyen le forcera à payer. Malheureusement cela n'arrive pas toujours et faute d'un peu de persévérance et d'énergie, on transforme l'amende en peine privative de liberté. N'est-ce pas retomber dans les dangers de la prison ?

C. — *Insuffisance de la contrainte par corps.*

Nous sommes donc conduits à rechercher si la contrainte par corps n'est pas une forme de l'emprisonnement. On discute beaucoup cette question, au moins théoriquement. En effet, s'il semble bien que c'est une simple épreuve de solvabilité, elle paraît être une peine substituant l'emprisonnement pour les insolvable.

C'est un emprisonnement, dit-on, parce qu'on l'applique aux condamnés qu'on sait déjà insolvable ; la loi l'attache même de droit à toutes les condamnations à l'amende sans distinction de délinquants. — Il est aussi remarquable que la loi ait indiqué un maximum et un minimum. A quoi bon si ce n'est pour permettre au juge d'apprécier le degré de culpabilité du condamné ? Un moyen de recouvrement devrait varier avec la somme à percevoir. — Si c'était une épreuve de solvabilité, l'incarcération devrait sinon être continuée jusqu'au paiement, du moins pouvoir être reprise quand il y a eu libération, anticipée, de temps en temps, pour lasser le condamné et le pousser à payer. — Enfin l'exposé des motifs de la loi du

22 juillet 1867 dit nettement que la contrainte par corps est une sorte de peine complémentaire prononcée par anticipation; c'est pour cette raison que le ministère public l'exerce.

Mais d'autres pensent néanmoins que c'est un moyen de recouvrement. En effet, 1° une peine ne peut exister qu'en vertu d'un texte de loi; or, elle ne figure par plus depuis la loi de 1867, qu'auparavant dans la nomenclature des peines donnée par les articles 7 à 11 et 464 du Code pénal, et aucune loi n'est venue créer une peine de ce nom depuis 1810. Et la loi des 28 septembre 6 octobre 1791, (art. 5, t. II.) qui avait vu en elle une peine subsidiaire pour les peines pécuniaires irrécouvrables n'est plus en vigueur aujourd'hui (art. 53, 467, 469, C. pén.) et la loi du 17 avril 1832 (art. 37) dit que dans tous les cas la contrainte par corps est indépendante des peines prononcées contre le condamné (1). — 2° La fixation du minimum et du maximum n'est pas spéciale à la contrainte par corps des insolvable, mais s'applique aussi à celle des condamnés solvables qui est un moyen de recouvrement. D'ailleurs le juge n'a pas seulement à tenir compte de la culpabilité. La loi a plutôt admis cette limitation pour qu'on puisse apprécier le plus ou moins de bonne grâce que le condamné met à s'exécuter. — 3° Il est vrai que c'est le ministère public qui l'exerce; on ne peut faire exécuter l'arrestation que sur sa réquisition, mais autrefois c'était le receveur de l'enregistrement; ce n'est pas cette modification qui a changé le caractère de la peine. — 4° Il n'y a pas de libération de la peine pécuniaire par suite de l'exercice de la contrainte par corps, et c'est une raison très sérieuse. Mais il reste un seul côté par lequel elle ressemble à une peine, c'est qu'elle peut être exercée contre des gens reconnus insolvable. Encore ici y a-t-il une réduction de moitié dans la durée qui n'existait pas sous l'empire de la loi de 1791. D'ailleurs l'insolvabilité n'a rien d'absolu: constatée un jour, elle peut ne plus exister le lendemain. Et l'article 233 de l'Instruction ministérielle de 1875 considère comme insolvable des gens qui n'ont pas d'argent disponible mais qui peuvent très bien s'en procurer par leur travail.

(1) Voir aussi art. 214 C. forestier.

Aussi, souvent, dit-on que la contrainte par corps prend un caractère mixte au moins en matière d'amendes. Elle est simplement un moyen de recouvrement pour les condamnés solvables et une sorte de peine subsidiaire pour les insolubles.

Quelle que soit la qualification donnée à la contrainte par corps, en fait elle est toujours une incarcération, et si, dans son exécution, on évite la promiscuité de ceux qui la subissent avec les condamnés à la prison, elle entraîne presque toutes les autres conséquences fâcheuses de celle-ci : arrêt du travail libre, remplacé quelquefois par un travail peu productif, séparation du condamné de sa famille, lourde charge pour l'État, et il y a en outre cet inconvénient que le travail n'étant pas forcé, elle encourage à l'oisiveté.

La situation nous apparaît plus grave quand nous constatons qu'il n'y a aucune compensation à trouver dans le résultat du recouvrement. Peu se libèrent en argent et la loi n'admet pas la libération par l'incarcération. Donc elle ne peut à la rigueur servir que contre les solvables, c'est-à-dire contre ceux pour qui l'on a justement d'autres moyens d'action plus énergiques.

De la constatation de ce triste état de choses, à reprendre l'emprisonnement comme moyen de recouvrement il n'y a qu'un pas. C'est une idée qui vient naturellement à l'esprit et formulée par bien des auteurs, de dire : puisque l'emprisonnement est mauvais, remplaçons-le par l'amende toutes les fois que nous le pourrons, et lorsque cette peine sera inefficace, notamment contre les insolubles, maintenons la prison. « L'emprisonnement, dit Bonneville de Marsangy, devrait être considéré comme un substitutif de l'amende (1). » Mais ce n'est juste qu'autant qu'il est prouvé qu'un système basé sur l'amende et même au besoin sur d'autres peines accessoires n'est pas suffisant pour assurer la répression des petits délits et des contraventions. Malheureusement sans trop chercher à l'orga-

(1) V. aussi Joinville : *L'emprisonnement à court terme et ses conséquences*, 1880.

niser, le législateur va souvent au plus court et c'est pourquoi la plupart des lois étrangères admettent encore l'emprisonnement comme substitutif de la peine pécuniaire, aux lieu et place de la contrainte par corps (1).

En Allemagne, le condamné peut être détenu d'un jour à six semaines dans une prison de simple police pour une contravention, et d'un jour à un an dans une prison correctionnelle pour un délit (art. 28, 29, 78 Code pénal). — En Danemark, V. la loi du 16 février 1866. — En Hongrie (Code des délits et des peines, art. 53), l'emprisonnement est toujours inférieur à six mois pour l'amende principale et à trois mois pour l'amende accessoire. — En Autriche, V. le projet de Code pénal, art. 27, Code de contraventions, art. 22. — En Hollande (Code pénal, art. 22.) — En Italie (Code pénal, art. 19), il est toujours inférieur à un an. — En Suède, Code pénal, chap. II, § 10-13 (texte de la loi du 16 mai 1884). — En Suisse, la jurisprudence du tribunal fédéral n'admet que l'emprisonnement, l'article 59 § 3 de la constitution de 1874 ayant aboli complètement la contrainte par corps. L'avant-projet de M. Stooss (art. 16) consacre l'emprisonnement. En Belgique c'est une véritable peine aussi (Code pénal, art. 26, 29) et libérant le condamné (3). — V. aussi le Code bulgare du 2 février 1897 (4).

Toutes ces législations fixent un rapport entre les journées de l'emprisonnement et l'amende. Les uns, comme la Belgique, prennent le système du maximum et du minimum : un à trois jours pour les amendes de simple police, huit jours à trois mois pour les amendes correctionnelles ; huit jours à six mois pour les amendes criminelles (Code pénal, art. 40) (5). D'autres fixent un rapport invariable, comme l'Italie : un jour par 10 lire ou fraction de 10 lire. Il en est de même pour la

(1) Dans l'ancien Droit français les amendes un peu fortes étaient converties en emprisonnement six mois après la condamnation. (Ordonnance Henri II, 1549).

(2) *Rev. pén.*, 1894, p. 634.

(3) V. Champcommunal, Examen du projet de réforme du Code pénal français, 1891.

(4) *Rev. Pén.*, 1897, p. 358.

(5) Voir plus haut la Hongrie.

Hollande (Code pénal, art. 22 et suiv). L'application d'un tarif strict et obligatoire est certainement plus efficace que le système français pour la contrainte par corps (1).

Ainsi l'emprisonnement substitutif de l'amende est très répandu. Or il est certain que cette peine ne peut être supprimée pour les vagabonds et mendiants ou autres professionnels de petits délits. Et c'est surtout la raison de son expansion. Pour ces délinquants vicieux l'emprisonnement vaut certainement mieux que la contrainte par corps ; il est plus rigoureux en général, il oblige au travail et il acquitte la dette. Mais pour les délinquants intéressants à qui nous avons voulu éviter la prison il faut bien reconnaître qu'ils ne se refuseraient guère à payer l'amende, ils le pourraient toujours quelle que soit leur position, si l'on avait soin de proportionner le taux à leurs ressources.

Le problème n'est plus que de donner aux insolvables de bonne volonté le moyen de se libérer autrement que par la contrainte par corps ou l'emprisonnement (2), institutions qui portent une atteinte funeste et non justifiée à la liberté individuelle. Ce moyen ne peut être que le travail facultatif dont nous avons vu l'application dans l'article 210 du Code forestier.

2° Délits forestiers.

Sur les résultats de l'application de l'article 210 (Code forestier), il a été donné en 1893, à la Société des prisons, des renseignements aussi exacts que possible, puisqu'ils émanent de fonctionnaires compétents.

Or, le Directeur des forêts a relevé l'état des prestations acquittées en nature pour l'année 1892 ; les chiffres n'avaient pas varié sur les années précédentes, il n'y a pas de raison de croire qu'ils se soient beaucoup modifiés depuis. D'après ce tableau (1), nous remarquons que le rapport entre la valeur

(1) Rivière, *Bulletin de la Société de Législation comparée*, 1889, p. 333.

(2) *Rev Pén.*, p. 1030. mémoire Drioux.

(3) *V. Rev. Pén.*, 1893, p. 1,033.

en argent des travaux exécutés déduction faite des frais de nourriture, et le montant des condamnations encourues ou prononcées est en moyenne de 30 0/0. Il est très variable suivant les départements (Corse : 10.40 0/0, Meuse, 48.53 0/0). Ces variations dépendent du nombre des condamnations (Ex. : Corse, 60.317 fr. 80, Meuse, 57 fr.69). Les résultats ne sont pas très satisfaisants. Mais si l'on tient compte de ce qu'il s'agit avant tout d'appliquer la peine, ne vaut-il pas mieux la voir exécutée en partie, que laisser le délinquant sous le coup d'une condamnation sans effet ou de l'envoyer en prison ?

D'ailleurs l'administration a le droit ici d'user d'un procédé qui écarte la condamnation et les frais du procès, c'est la transaction. Elle peut transiger avant poursuites et admettre l'acquiescement de la dette née de cette opération par le travail et elle le fait même avec profit vis-à-vis des délinquants d'habitude (forestiers), de sorte que le nombre des condamnations en cette matière est de beaucoup inférieur même à celui des procès-verbaux dressés, environ 40,000 contre 150,000 (1).

L'emploi des prestations en nature, de l'article 210 est assez répandu. Il a même commencé dès la loi de 1859. Car vers cette époque nous voyons une baisse sensible se produire dans l'application de la contrainte par corps. Ainsi elle a été appliquée en moyenne chaque année en matière forestière de :

1851 à 1855.	2.203 fois.
1856 à 1860.	1.256 —
1861 à 1865.	919 —
1866 à 1870.	406 —

Depuis le chiffre s'est maintenu à peu près. Cependant, de 1885 à 1890, il a monté à 508.

Mais si l'article 210 reçoit une certaine application, il ne faut pas se dissimuler que l'on se heurte souvent à des

(1) *Rev. Pén.*, 1893, M. Vandal, cité par M. le conseiller Babinet.

difficultés. Ce n'est pas dans l'organisation, qui est suffisante, mais l'application de transactions n'est pas aussi facile dans certains départements que dans d'autres (1). L'opinion publique est quelquefois défavorable. D'autre part sur les bois communaux on obtient facilement de faire exécuter les prestations ; mais pour les forêts de l'État, la résistance est assez forte ; l'intérêt de la région n'étant plus en cause. Les habitants, parfois, s'opposent avec menaces au reboisement. Nous n'avons parlé là que des travaux de sylviculture, mais pour ceux relatifs aux chemins vicinaux qui conduisent aux ponts, ils sont moins fréquemment employés (1).

Eh bien, puisque le travail reçoit une certaine application en matière forestière pourquoi ne pas l'étendre au delà ? C'est sur cette réforme qu'a porté surtout l'effort de tous ceux qui ont cherché à supprimer l'emprisonnement de courte durée en le remplaçant par l'amende. C'est ainsi que déjà plusieurs nations européennes l'ont introduit sous cette forme dans leurs lois.

III

Le travail libre dans le recouvrement.

1^o *Les législations étrangères.*

Actuellement, outre la législation spéciale française sur les délits forestiers, qui a été imitée en Prusse par une loi du 15 avril 1872 (§ 14), ce sont la Suisse et l'Italie qui ont étendu la réforme à toutes les amendes. Le Code pénal italien de 1892 (art. 19), le fait indirectement en permettant de substituer à la détention, et ce, sur la demande du condamné, la prestation d'un travail déterminé, et fixe à deux jours la valeur en jours de travail de la journée de détention, idée très juste puisqu'il est moins dur de travailler en dehors que d'être en

(1) Dans le Doubs, l'Yonne, Côte-d'Or, on ne peut en accorder.

(2) *Rev. Pén.*, p., 867 et suiv.

prison (1). Mais le détour qu'il emploie est critiquable au moins en la forme, car, en fait, il n'y a guère d'inconvénients. MM. Lacointa et Molinier font remarquer qu'il eût été plus logique de transformer l'amende en travail et à la dernière extrémité le travail en prison ; en d'autres termes, le travail facultatif en travail forcé. A cet égard le projet de Code pénal suisse (art. 28) est bien préférable ; il distingue les insolubles de bonne volonté des autres. Il renvoie les infirmes aux hospices et emploie les valides au travail. Restent ceux qui ne veulent pas ; ils ne sont guère intéressants. Le travail de la prison ne peut leur nuire. Mais quelques cantons ont déjà fait application du principe (Berne, Code de proc. pénale, art. 523, cantons de Fribourg et du Valais, canton de Vaud, l. 17 mai 1875 art. 17, l. 28 juin 1878) qui punit les négligences dans la déclaration exigée en matière militaire et décret du 2 février 1889 y afférant, enfin canton de Neuchâtel (Code, art. 28.)

Malheureusement les résultats obtenus à la suite de ces lois ne sont guère encourageants. En Italie l'article 19 du Code pénal est assez vague dans sa disposition, muet notamment sur l'organisation du travail (2).

Il est d'ailleurs trop récent pour qu'on ait pu en constater utilement les effets.

Il en est autrement en Suisse. Là nous avons l'aveu de M. Correvon, juge cantonal à Lausanne, relativement à l'application de l'article 7 de la loi de 1875. Cet article, en ce qui concerne la transformation de l'amende, peine principale, en travail est resté lettre morte (3). Il permet « à celui qui ne peut ou ne veut pas la payer (l'amende) en argent, de se faire inscrire

(1) Cependant la loi des 21-22 décembre 1897 pour l'Algérie décide qu'un jour de travail égale un jour de prison (art. 2) *Rev. Pén.*, 1898, p. 144. De même le projet de Code pénal français pour le travail substitutif de l'arrêt.

(2) « A la détention peut être substituée quant à l'exécution sur la demande du condamné, la prestation d'un travail déterminé au service de l'Etat de la province ou de la commune. »

(3) La première partie de l'article concerne l'amende accessoire à la réclusion ou à l'emprisonnement. Elle est transformée en détention à raison d'un jour par 3 francs de supplément à ajouter à la peine principale.

chez le receveur de l'État pour être employé à des travaux publics. Avis en est donné aux agents voyers du district et à l'inspecteur forestier de l'arrondissement qui peuvent requérir le condamné pour des ouvrages d'entretien ou de construction de routes ou d'endiguement ou de sylviculture et l'admettre à acquitter l'amende sous leur surveillance et contrôle à raison de 3 à 6 francs par journée suivant la valeur de son travail ». Ce n'est qu'à défaut d'exécution du travail que l'amende sur la déclaration de non-paiement délivrée par le receveur est transformée en emprisonnement à raison d'un jour de détention pour 3 francs d'amende.

Il n'est pas suffisant de prévoir le genre de travail, d'établir un rapport entre la journée de travail et la portion d'amende qu'elle acquittera, il faut encore organiser des chantiers, faire savoir aux intéressés la faculté nouvelle qui leur est offerte pour s'acquitter. Aucune instruction ne fut faite à cet égard. Il y a tout lieu de croire que les articles 38, 39 du décret de 1889 qui renferme des dispositions analogues n'ont guère été plus appliqués.

Il en a été de même dans le canton de Neuchâtel pour la mise en pratique de l'article 28, § 4. Il est conçu en termes beaucoup plus vagues : « La détention prévue aux alinéas précédents (c'est-à-dire remplaçant l'amende) pourra être remplacée par des travaux exécutés pour le compte de l'autorité publique avec l'aide d'un règlement. »

En Suède, d'après M. Upström (1), la transformation en travail qui était permise depuis 1805 a été abandonnée devant les difficultés pratiques.

Il résulte de ce qui précède que l'introduction générale du travail dans les lois, pour faciliter le paiement de l'amende aux insolvable est trop récente ou n'a pas fait l'objet d'efforts sérieux pour être bien établie parce qu'on a eu peur de se heurter à des obstacles insuffisamment examinés et c'est seulement en matière forestière qu'elle a donné d'assez bons résultats.

(1) Cité par Correvon, *Rev. Pén.* 1893, p. 895.

2° Rôle qu'il peut jouer.

Il nous reste à examiner si le travail peut offrir une ressource sérieuse à l'Etat pour faire exécuter les condamnations pécuniaires. Or, ce travail qui serait substitué à l'amende pour les insolvable, ne serait pour eux que facultatif, et comme ce sont des individus désireux de racheter au plus vite la faute qu'ils ont commise et pour qui la prison serait funeste, il est probable qu'ils ne se montreront guère récalcitrants. Cependant les difficultés de leur procurer du travail pour s'acquitter sont nombreuses. Il y en a de deux sortes : les unes tiennent à des considérations d'ordre moral, les autres à son organisation même.

A. — Inconvénients généraux.

Il est mauvais, a-t-on dit souvent (1), d'offrir en spectacle l'exécution d'une peine par un travail en dehors de la prison, mauvais pour celui qui le fait parce qu'il est puni davantage, exposé aux méchancetés de la foule, et mauvais pour la foule elle-même, à qui il est quelquefois utile de voiler autant que possible les vices de la société. Ces réflexions ne sont guère admissibles qu'au cas de crimes graves, par exemple pour l'exécution de la peine de mort ou des travaux forcés. Au contraire pour les petites infractions, le travail, qui ne se distinguera guère du travail des autres ouvriers non condamnés, libre, étalé aux yeux, serait plutôt d'un bon exemple. Quant au condamné il ne peut guère être humilié au delà de la mesure, car peu savent sa condamnation, surtout dans les villes où l'agglomération pourrait faire craindre des troubles et la cause de la condamnation est trop légère pour qu'il ait à redouter des altercations fâcheuses. Puisque c'est un homme dont le passé est sans reproche on n'hésitera pas à travailler avec lui. On lui fera de préférence bon accueil.

(1) V., notam. Ortolan, *op. cit.*, t. II.

Mais voici qui est plus grave : le travail même pour certaines contraventions et surtout pour les délits est une peine douce. Nous avons déjà répondu par avance, en montrant que la répression doit être proportionnée surtout aux circonstances particulières à la nature du délinquant, pour être égale pour tous ; qu'ainsi, pour le coupable lui-même, la peine est suffisante et que, en ce qui concerne l'exemplarité, elle est respectée en ce sens que les honnêtes gens seuls profiteront ou pourront espérer profiter de ce mode d'exécution de la peine.

On a dit aussi que le travail ainsi répandu, surtout sous forme de prestations de travaux publics, ressemblerait fortement à la corvée (1) de l'ancien Droit, source d'abus que la Révolution s'est empressée d'éliminer. Mais si les prestations en nature que l'on permet aux gens peu aisés pour s'acquitter de leurs impôts en sont un vestige, qu'on propose même aujourd'hui de supprimer, ces prestations cependant n'ont pas du tout le même caractère qu'autrefois. Elles ne sont pas tyranniques, et dans les campagnes elles sont fort employées même par des personnes solvables qui préfèrent utiliser ainsi leur bras dans les moments difficiles, l'hiver (2). D'ailleurs, il ne faut oublier qu'ici les ménagements sont moins grands à prendre : il s'agit de condamnés.

B. — Organisation.

Puisque le travail est une peine, c'est l'État qui fait exécuter lui-même un ouvrage à son profit. Mais, dans l'intérêt de la répression, on a laissé la liberté au condamné de travailler ou de s'acquitter autrement, s'il le peut, et il ne faudrait pas que cette liberté puisse être entravée par l'administration qui viendrait refuser de donner du travail si cela lui plaît. C'est la solution de l'article 210 (C. for.) cependant. Mais là, c'est utile parce qu'il s'applique à tout délinquant d'habitude ou d'occasion, qu'il y a un travail spécial qui peut faire quelquefois défaut. Ici, le travail ne doit pas manquer.

(1) *Rev. Pén.*, 1893, page 1040, Cheysson.

(2) *Rev. Pén.*, 1893, p. 1055.

Or, quel travail choisir ? N'y a-t-il pas à craindre le chômage, ou le trop grand nombre de bras ? l'agglomération d'individus sur certains points du territoire ? L'impossibilité d'exercer la surveillance. La mauvaise qualité du travail ? Le faible rendement ? Ces diverses questions méritent d'être examinées au moins sommairement et si elles nous éloignent un peu de la question pénale, elles s'y rattachent suffisamment, puisque d'elles dépend la modification d'une partie du système répressif. Il y en a trois principales :

1° *Nature des travaux.*

On peut concevoir deux systèmes : ou bien l'Etat fera exécuter des travaux dits travaux publics, entretien, amélioration du domaine public et particulièrement des routes et chemins, des bâtiments, des forêts, appartenant soit à lui, soit aux départements ou aux communes (dans ces deux derniers cas, ces Etablissements publics l'indemniseront de la valeur des travaux ou il établira une compensation s'il veut abandonner le produit des travaux) ; ou bien l'État pourrait faire exécuter des travaux dont le produit serait destiné à la consommation privée ou à la consommation publique (ex. : travaux pour l'entretien de l'armée).

Malheureusement il est assez difficile d'employer ce deuxième système qui aurait bien l'avantage d'utiliser les aptitudes individuelles mais qui serait presque impraticable. Comme le nombre des condamnés dans chaque région ne serait pas énorme (1), il faudrait les grouper par ateliers, à raison d'un par arrondissement ou même par département, et différents suivant chaque corps de métier. Ce ne serait pas une agglomération plus dangereuse que celle des autres ouvriers ; mais elle nécessiterait des déplacements coûteux et même des voyages. En outre, il y a un grand nombre de

(1) *Rev. Pén.*, 1893, p. 1052. M. Greffier évaluait à 28 0/0 ou 30 0/0 la proportion d'insolvables de bonne ou mauvaise volonté sur les condamnés à l'amende, même au cas où l'amende recevrait l'extension désirable. Aussi proposait-il de ne pas essayer d'y remédier à un mal social qui n'est pas bien grand.

métiers qui n'ont de raison d'être que groupés avec d'autres à cause de la grande division du travail et nécessitent un matériel spécial. Enfin, il y en a qui sont simplement intellectuels qu'on ne pourrait pas utiliser partout (1). Peu de métiers se prêteraient aux changements fréquents des travailleurs. Même ainsi, il n'y aura que les grandes villes où l'on pourrait organiser ces ateliers et finalement nous en serions réduits à faire exécuter la plupart du temps d'autres métiers que celui du condamné, métiers tous très simples et partant peu lucratifs (2).

C'est pourquoi c'est le premier système qui, seul, a été mis en pratique jusqu'ici pour l'entretien et l'amélioration des forêts principalement. Mais les délits ainsi punis sont des délits forestiers, délits spéciaux (3), et le travail s'accomplit dans des conditions très favorables : les délinquants vivent justement autour des forêts; et cependant les résultats ne sont pas excellents. N'est-il pas à craindre que le système étendu à tous les délits et contraventions en dehors de ces conditions ne devienne mauvais ?

Ce n'est guère probable : il y a partout, dans toutes les villes, dans les campagnes, des travaux simples que l'on peut faire sans avoir à faire apprendre de métier. Tout le monde peut casser des cailloux sur une route. Il ne manque jamais de chemins à entretenir et même à faire. Dans les pays forestiers les travaux de sylviculture ne sont pas très compliqués. On pourrait utiliser la main-d'œuvre des métiers spéciaux pour l'entretien des monuments publics. En outre, il y a toujours certains travaux utilisables, construction de ponts, terrassements, endiguements, faucardements, dans les pays de rivières et de montagnes. Dans les villes, le travail abonde, balayage, curage d'égout,

(1) Congrès de Londres. *Prisons and reformatories* by Edw. Pears, p. 410.

(2) Le Dr Félicsch (Rapport du Congrès de Brème 1895) propose de ne pas faire de chantiers spéciaux et d'admettre dans les ateliers ordinaires les condamnés de bonne volonté avec les ouvriers sans distinction même pour le salaire et ses conclusions ont été adoptées par le Congrès.

(3) *Rev. Pén.*, 1893. Greffier, p. 1053.

etc., etc., en tenant compte d'ailleurs qu'il peut y avoir des ateliers où l'on pourrait utiliser ce que les sociétés de secours qui fournissent du travail ont déjà organisé, par exemple à Genève (1). On fait scier du bois dans les chantiers, on fait faire des travaux de copies, de mise d'adresses, travaux accessibles aux femmes.

Ainsi donc non seulement il y aurait des travaux à la portée de tous ; mais il y en aurait toujours et il n'y a pas à craindre que le travail soit disproportionné à la vie habituelle des condamnés puisqu'il s'agit d'insolvables.

2° Surveillance.

Cependant le fonctionnement du travail nécessiterait un personnel pour le préparer et en surveiller l'exécution. Nous avons vu dans l'article 210 (C. for.) l'agent voyer dresser à l'avance l'état des travaux de voirie qu'on peut exécuter. Rien n'est plus facile que d'étendre cette disposition en la modifiant suivant les travaux. Quant à la surveillance, elle ne consisterait guère qu'à guider ceux qui ne seraient pas très aptes à faire un travail nouveau pour eux. Mais c'est tout : aucune contrainte à exercer, puisque le travail a été choisi comme mode de libération par le condamné. Cette double fonction d'organisation et de contrôle, M. Garçon (2) propose de la confier aux sociétés de patronage. La Commission des amendes cependant pourrait être chargée plus spécialement du contrôle.

3° Rendement.

Dans l'application de l'art. 210 (C. for.) la valeur du produit du travail est bien faible. Mais il y a parmi ces délinquants forestiers des condamnés à qui l'on a assigné une tâche et qui n'ont pas voulu la faire. Supposons que tous veulent bien travailler, ce qui est notre cas, le produit ne pourra cependant pas être énorme. D'abord les travaux ne peuvent avoir

(1) *Rev. Pén. suisse*, 1894, Gautier.

(2) *Rev. Pén.*, 1894, p. 181.

une grande valeur, étant simples. Il faut ensuite défalquer les sommes nécessaires à l'entretien du condamné. Dans l'art. 210, elles peuvent varier entre le $\frac{1}{3}$ et le $\frac{1}{2}$ de la valeur de la journée de travail. Enfin ces travaux seront exécutés par des gens qui ne pourront pas venir toute la journée, mais après leur travail régulier.

Un procédé plus pratique pour ceux qui viennent toute la journée, c'est de partager le salaire normal en deux portions, l'une pour l'État, l'autre pour le condamné.

D'ailleurs qu'importe si l'État ne recouvre pas toutes les amendes par le travail. Il aura d'abord fait des économies, en ne mettant pas les condamnés en prison et d'autre part, l'essentiel c'est que la peine ait produit une souffrance (1) ; le travail en lui-même ajouté à la somme qu'il a pu produire constitue l'équivalent de l'amende.

Mais si nous admettons que la proportion d'équivalence repose non plus sur le temps mis à produire un travail déterminé, mais sur la durée même d'une période de travail, sans égard à la valeur de ce travail, nous n'avons plus là un mode de recouvrement de l'amende, c'est une autre peine en quelque sorte restrictive de la liberté, substituée à l'amende (2). C'est une combinaison de ces deux conceptions que M. Correvon voulait proposer en proportionnant la journée de travail à une somme d'argent variable suivant la quantité de travail fournie et la *bonne volonté* du condamné.

En résumé le travail facultatif pour les insolubles réunira sans peine tous ceux de bonne volonté et dès lors les conditions de l'organisation ne diffèrent guère de l'organisation du travail en général qu'en deux points : la difficulté d'utiliser le métier de chaque condamné et d'obtenir un rendement assez fort pour acquitter sa dette envers la société.

(1) Labbe, *De l'amende*, Lille, 1894.

(2) V. *infra*, p. 40.

VI

La réorganisation du recouvrement.

Il nous reste à prendre dans les divers systèmes que nous venons d'exposer ce qui peut constituer un mode efficace de recouvrement pour les délinquants d'occasion. Or il y a entre le taux et le recouvrement de l'amende un lien très puissant, et la bonne réglementation du premier entraîne toujours la simplification du second. Plus on précise au juge les termes dans lesquels il doit déterminer le chiffre exact de l'amende, en l'obligeant à le proportionner à la richesse individuelle, plus il sera facile de la recouvrer.

En effet, nous avons diminué autant que possible l'importance de la distinction entre solvables et insolvable et nous pouvons les classer dans les deux catégories suivantes : 1° ceux qui peuvent payer tout de suite et 2° ceux qui ont besoin d'un certain délai pour s'acquitter, parce qu'ils n'ont d'argent qu'au fur et à mesure qu'ils perçoivent leurs revenus. C'est la distinction que M. Garofalo fait entre les solvables et les insolvable. Ces derniers ne sont que des insolvable actuels, mais ne le sont plus si on les envisage dans l'avenir (1). Ainsi il n'y aura plus d'insolvable proprement dits, que si l'on admet la nécessité de baser le taux de l'amende pour certains délits sur l'importance du dommage causé. Si ces délinquants du second groupe sont frappés au delà de leurs moyens ils deviennent de vrais insolvable.

Pour le classement dans l'une de ces trois catégories, solvable, insolvable relatifs, insolvable absolus, la Commission des amendes, chargée d'évaluer la richesse du délinquant, aura déjà fourni les renseignements. Certainement le grand écueil pour elle serait d'éviter les dissimulations. Elles seraient

(1) *Bull. Union Intern. de Dr. pénal*, 1889. Rapport pour le Congrès de Bruxelles.

rars, il est vrai, avec les délinquants dont nous nous occupons. En tout cas pour arrêter ceux qui seraient tentés de se rendre insolvable, comme sanction on pourrait autoriser le tribunal à prononcer la faillite (1), qui permettrait l'annulation de tous les actes diminutifs du patrimoine antérieurs, pendant un temps à déterminer, qui auraient eu pour but, même indirectement, d'augmenter ou de créer l'insolvabilité.

I. — *Solvables.*

Ils peuvent payer immédiatement; il y a peu de chance qu'ils mettent de la mauvaise volonté. Mais pour que la peine ait une certaine rigueur vis-à-vis d'eux, il serait bon de ne pas leur accorder la faculté de payer par acomptes, de passer tout de suite aux saisies qui sont une arme suffisante, organisées comme elles le sont actuellement, pourvu que l'administration n'y mette pas de mollesse. Il n'y a guère à se servir de l'administration des contributions directes. Le ministère public devrait avoir la direction effective de l'exécution des peines pécuniaires. Presque tous viendraient bien seuls s'acquitter à la Caisse des amendes qui serait instituée (2) dans le but d'indemniser au moins en partie les parties lésées. Cette Caisse serait dirigée par la Commission des amendes. Sitôt qu'il y aurait résistance, celle-ci, toujours sous la direction du ministère public, devrait agir énergiquement.

II. — *Insolvables relatifs.*

Ceux qui ne peuvent payer parce que leurs revenus sont modestes et qui les dépensent au fur et à mesure qu'ils les reçoivent, seront certainement les plus nombreux. Le paiement partiel s'impose. La portion de revenus qu'ils doivent donner à époques fixes sera déjà déterminée par le tri-

(1) *Rev. Pén.*, 1887, p. 311. Bonneville de Marsangy.

(2) *Bull. Un. Inter. Dr. pén.* Rapport Garofalo, 1889.

bunal qui aura pris soin de laisser à chacun le nécessaire. Je n'y reviens pas, mais je tiens à faire remarquer le rôle énorme que va prendre ici le travail ; c'est en réalité la seule forme sous laquelle il soit bien pratique comme mode de recouvrement. Il intervient indirectement ; on évite ainsi les inconvénients d'une organisation spéciale à côté du travail ordinaire de tous dans la société.

Quant au payement même de l'amende, mêmes règles que pour les solvables : toujours sous la haute direction du ministère public, la Commission des amendes recevant à la Caisse spéciale, agissant toujours contre les récalcitrants. Mais ici l'acquittement de la dette sera plus compliqué pour les petits revenus, les salaires et les traitements des petits employés. Il a été proposé un système analogue à celui existant en Allemagne pour les assurances ouvrières (1) : l'apposition de timbres spéciaux par le délinquant lui-même sur un carnet à lui remis lors de sa condamnation et qui indique le montant de la dette. Des contrôleurs vérifieraient périodiquement. Il faudra tenir compte des temps de chômage et surtout de ce que le caractère de ces petits revenus de n'être saisissables que pour 1/10, pourrait inciter les ouvriers et petits employés à résister. Pour éviter cet inconvénient, il suffirait d'écarter ici la limite posée par la loi des 12-20 janvier 1895. En droit, ce serait justifié parce qu'il s'agit de la répression des délits ; d'ailleurs cette loi n'est utile que pour l'acquittement des dettes nées d'obligations civiles, qui ne sont pas proportionnées, comme le serait l'amende, à la fortune.

Cependant il faut prévoir le cas du concours de l'État avec d'autres créanciers. La procédure édictée par la loi de 1895 aboutira à une distribution par acomptes faits par le juge de paix. Peut-être l'hypothèque judiciaire suffira-t-elle pour assurer à l'État un rang convenable au point de vue de la répression, sans pour cela léser trop les droits des tiers.

Si ces moyens ne suffisent pas, c'est que la Commission des amendes aurait mal classé le délinquant : alors ou bien il est

(1) Il donne de bons résultats dans les campagnes (*Rec. pénit.*, 1895, Congrès de Brème. Rapport Felisch).

de mauvaise volonté, alors l'emprisonnement sera préférable, comme pour tous les gens vicieux ; ou bien c'est un insolvable absolu.

III. — *Insolvables absolus.*

Cette classe sera très peu nombreuse ; elle comprendra d'abord tous ceux qui n'ont aucun métier ou seraient sans travail par suite d'un chômage forcé et qui ne sont pas naturellement des vagabonds. Il y aura lieu de leur procurer au plus vite du travail, et c'est ici qu'on pourrait organiser le travail facultatif libre. Mais n'est-ce pas souvent plutôt l'œuvre des sociétés de patronage de les aider à rentrer dans la vie normale ?

Elle comprendrait encore ceux qu'on aurait condamnés à une somme non proportionnée à leurs moyens, mais plus forte parce qu'ils ont causé un dommage qu'il est d'intérêt de la répression de réparer. Le produit du délit a été souvent dissipé. Pour ceux-là il faut avouer que la plupart des délits dont il s'agit dénotent souvent un caractère vicieux (1). S'il s'en trouve parmi les délinquants d'occasion, ils ne refuseront pas de travailler.

Ainsi nous trouverons pour quelques-uns à utiliser le travail organisé par l'État, dans le chantier ou l'atelier mis à leur disposition. Mais de toute façon ici, pour éviter des abus dans la durée, il faut que le travail, considéré indépendamment de la valeur de la richesse produite, entre comme facteur, en raison de la bonne volonté, dans l'évaluation de l'équivalent de la peine.

Nous en avons terminé avec l'amende, substituée seule pour la répression des contraventions et petits délits des délinquants qui ne sont pas foncièrement mauvais. Mais ce n'est pas à dire que si l'on trouve le système faible sur certains points, notamment vis-à-vis des gens trop riches ou des gens

(1) Fausse monnaie, escroquerie, vol, abus de confiance, etc. (*Bull. Un. Int.*, 1880., Rapp. Garofalo.)

trop pauvres, ou pour certaines infractions qui ont causé un trouble assez grave, ou pour la satisfaction de la victime qu'il est difficile d'indemniser, l'on ne puisse renforcer l'amende prononcée au principal par des peines accessoires. Il n'y a là aucune innovation à faire. Le Code actuel contient des peines suffisantes pour compléter utilement l'amende. Nous allons les examiner à la fois pour les services qu'elles peuvent rendre ainsi, et pour ceux qu'elles peuvent donner comme peines principales.

CHAPITRE CINQUIÈME

LES AUTRES PEINES, ACCESSOIRES OU COMPLÉMENTAIRES DE L'AMENDE, OU PRINCIPALES

Les infractions que nous avons à réprimer sont peu importantes ; ceux qui les ont commises sont déjà très vexés de leur faute. Ils seront donc très sensibles même à des peines purement morales, s'ils ont une certaine éducation. Cependant il ne peut venir à la pensée de personne de chercher à étendre dans la même proportion que l'amende chacune des peines que le Code présente au juge pour la répression des petits délits. Leur efficacité ne peut pas avoir la même portée. Les unes ne seront utiles que pour certains délits, qui dénotent chez leurs auteurs une tendance spéciale. D'autres ne seront bonnes que pour certains délinquants. Mais aucune ne peut être généralisée. Le Code pénal français en contient un faisceau assez important, l'interdiction de l'exercice de certains droits (art. 42), la confiscation (art. 11, 464, 470), la publicité de la condamnation (art. 36), l'interdiction de séjour (art. 11, 44, 55 et suiv. ; — L. 27 mai 1885, art. 19). — Quelques lois spéciales l'ont complété (L. 15 mars 1850 art. 25, 26 ; — L. 12 juillet 1875, art. 8).

On peut ajouter certaines peines qui n'existent que dans des lois étrangères ou qui sont encore à l'état de projet. Classons-les méthodiquement :

I. Peines corporelles.

II. Peines privatives de liberté.

III. Peines restrictives de liberté, — sous les formes positive et négative.

IV. Peines restrictives du patrimoine.

V. Peines privatives de droits.

VI. Peines atteignant la considération morale.

Mais il est plus pratique de laisser à part l'une d'elles, relative à l'emploi de service militaire, sur le caractère de laquelle il est encore difficile de s'entendre.

SECTION I

PEINES APPLICABLES A TOUS DÉLINQUANTS

I

Peines corporelles.

Ce sont les premières peines sans doute imaginées par les sociétés. Elles se sont peu à peu effacées des législations civilisées : elles ne subsistent plus guère qu'en Russie, où le tribunal de Volort (canton) (1) a le droit de faire infliger jusqu'à 20 coups de verge, en Angleterre, où elles sont en désuétude sauf pour les enfants, et en Danemark. Cependant un mouvement en leur faveur s'est produit vers la fin de ce siècle dans les races anglo-saxonnes. Ainsi dans quelques États des États-Unis et au Canada. Au Canada, le fouet est prescrit par le Code de 1893 pour certains vols et pour des crimes, la sodomie, le viol d'une fille de moins de 14 ans. La cour doit désigner limitativement et fixer le nombre de coups (2). En Angleterre, on l'a repris contre les adultes bandits et étrangleurs. En Danemark elle ne sert que pour les mineurs de 18 ans (3).

Quelle que soit l'opinion qu'on peut formuler sur leur légitimité, il est sans contredit qu'elles sont d'une brutalité et d'une barbarie hors de proportion avec la légèreté des infractions (4)

(1) *Rev. Pén.*, 1894, p. 391.

(2) *Rev. Pén.*, 1895, p. 1,136.

(3) *Rev. Pén.*, 1897, p. 244.

(4) V. *Rev. Pén.* 1897, p. 1,149. Vargha, professeur à Graz, chef d'une école dite scientifique-éthique-progressiste, va plus loin et par-

qui nous occupent, et je n'insisterais pas si, en 1893, M. Bruyère, à la Société des prisons, n'avait, manifesté son regret de les voir abandonner. « La corrélation entre la peine subie et le mal commis par les condamnés serait mieux comprise par les natures grossières et les cerveaux obscurs que la privation temporaire de liberté. » La peine a l'avantage d'être bien personnelle et économique. Mais, avant tout, la torture ne doit être rétablie que si elle est nécessaire à la répression. Or avec l'amende on pourra intimider sérieusement les rustres à qui il faut épargner la prison et qui comprendront tout ce qui porte atteinte à leurs principes d'économie souvent exagérés.

II

Peines privatives de liberté. — Arrêts.

En 1880 M. de Joinville, qui d'ailleurs n'était pas partisan de la suppression radicale de l'emprisonnement de courte durée et pensait que l'amende pouvait quelquefois être insuffisante, même avec les compléments qu'il lui donnait, affichage du jugement et travail, proposait d'introduire dans notre législation une incarcération *sui generis* à laquelle on donnerait le nom d'arrêts, sur le modèle de ce qui se rencontrait déjà en Autriche, en Prusse et quelques autres pays.

En Autriche la peine qui punit habituellement les délits et contraventions porte le nom d'*arrest*. La durée varie entre vingt-quatre heures et six mois (1). Et le travail n'y est appliqué que dans les cas déterminés par la loi ou lorsque le condamné n'a pas payé les frais de la procédure pénale.

En France, notre projet de Code pénal remplace aussi, pour les contraventions seulement, l'emprisonnement de simple police par les arrêts de police. Ils en diffèrent en ce que leur durée maxima est portée de cinq à quatorze jours. Ils

tant du même principe que toute peine fait souffrir plus ou moins et est un vestige des temps non civilisés, qu'il faut supprimer, il la remplace par des mesures d'éducation.

(1) Dans le projet de Code elle est de six heures à six mois. *Rev. Pén.*, 1894, p. 634.

échappent à l'obligation du régime cellulaire. Enfin le travail n'y est pas obligatoire. Naturellement ils doivent être subis dans des locaux spéciaux (1).

Le nouveau Code pénal italien contient une peine qui porte le nom d'arrêts (art. 21, § 1) qui doit être subie dans des établissements spéciaux. Mais on maintient la cellule de nuit au moins, et l'obligation au travail.

Cependant si nous voyons là une peine nouvelle par la dénomination, il est bien difficile d'y voir autre chose que la peine néfaste que nous cherchons à éviter. Ces diverses législations ont chacune leur originalité. Mais elles n'évitent pas avec cette peine les inconvénients de l'emprisonnement. Il semble même qu'en France les arrêts de police soient l'indice d'un recul dans la voie du progrès et n'aboutissent qu'à l'oisiveté et la promiscuité. Il est vrai, la courte durée et l'honnêteté présumée du délinquant atténuent la portée de cette critique.

Toutefois il est remarquable que pour la France et l'Autriche les projets de Code admettent la possibilité de la conversion de la peine en travaux extérieurs, au gré du condamné. Nous voyons réapparaître le travail facultatif, comme équivalent lui-même à la peine et non comme moyen de produire une certaine valeur de travail (2). Il est libératoire, en d'autres termes il constitue une véritable peine, avec sa durée et son régime (3).

On ne peut pas dire, en résumé, que ces diverses peines remplacent l'emprisonnement : c'est toujours lui, modifié sans avantages. Cependant le système des arrêts avec le travail facultatif comme substitutif, peut sembler apte à atteindre le but que nous cherchons. Les inculpés qui méritent qu'on s'intéresse à eux ont la faculté de choisir le travail. Les paresseux seuls seront tentés par le désœuvrement, le logement et la nourriture que leur offre l'État pendant quelques jours. Mais cette

(1) *Rev. Pén.*, 1893, p. 151.

(2) V. Projet de Code pénal français : 1 jour de travail = 1 jour d'arrêts. Comp. Code pénal italien : 1 jour de travail = 1/2 jour de détention qui correspond à 5 lire d'amende.

(3) V. *supra*, p. 91. Comp. *infra*, p. 106.

alternative ne peut être une perfection. Beaucoup se trouveront très gênés d'aller accomplir un travail qu'on aura eu de la peine à approprier tant bien que mal à leur aptitude. Il est donc préférable de condamner à une peine pécuniaire qui les touche autant et ne les oblige à recourir au travail complémentaire que si le leur ne suffit pas, si leurs gains sont trop modestes.

III

Peines restrictives de la liberté.

Envisagée à un point de vue très général, la restriction à la liberté consiste en une défense relative à la présence du délinquant condamné dans un lieu ou dans un cercle plus ou moins restreint. Elle peut être positive ou négative. Elle est positive quand le lieu est désigné où le condamné doit se trouver. Négative quand on lui désigne ceux où il ne doit pas résider. Deux combinaisons se présentent sous la première forme. Ou bien le lieu est fixé définitivement, ou bien le condamné peut en sortir et obtenir la fixation d'une nouvelle résidence choisie soit par lui, soit par l'administration. Nous avons en France, avant 1885, une peine, la surveillance de la haute police, qui ayant été remaniée plusieurs fois depuis le Code de 1810 (rev. 28 avril 1832, décr.-loi du 8 déc. 1851, loi du 23 janvier 1874), les a présentés tour à tour. La première variante, fixation irrévocable, eut lieu de 1810 à 1832 (sauf cependant la faculté d'y échapper moyennant un cautionnement, idée bizarre) et de 1851 à 1874. La deuxième, changement de résidence au gré du condamné avec certaines obligations, eut lieu de 1832 à 1851 (obligation d'avertir l'administration huit jours à l'avance) et de 1874 à 1885 (obligation d'attendre six mois avant de changer). Une loi du 17 mai 1885 est venue l'abroger (art. 19) et la remplacer par l'interdiction de séjour.

Comme restriction positive de la liberté, nous rencontrons dans le Code italien le confinement (art. 18), sorte d'exil local, bannissement atténué puisqu'il n'éloigne que d'une partie du territoire et pour lequel, nous le verrons, le juge désigne le lieu de résidence. C'est encore à elle que l'on peut rattacher les arrêts domestiques du même Code (art. 21), du *domicilio coatto*,

qui toutefois se rapproche beaucoup de la peine privative de liberté, en ce sens qu'il est défendu de sortir de chez soi pendant un certain temps ; c'est, en un mot, une sorte de transport de la prison à domicile.

Comme exemple de la forme négative de restriction de la liberté, nous trouvons l'interdiction de séjour qui défend de se trouver pendant un temps limité, dans certains endroits désignés à l'avance, qui a remplacé la surveillance de la haute police en France, et qui d'ailleurs existait déjà avant 1885 car elle peut se combiner avec la forme positive, lorsque dans celle-ci on a laissé le choix au condamné de sa résidence (Surveillance de la haute police, 1832 à 1851, 1874 à 1885). Nous avons aussi quelques interdictions spéciales à certaines hypothèses particulières : ce sont les cas des art. 635 C. Instr. cr. (cas de prescription d'une peine criminelle) et 228-229 Code pén. (injures à un magistrat).

Ces diverses variétés de peines peuvent-elles nous offrir un moyen commode de remplacer l'emprisonnement, soit comme peine accessoire ou complémentaire de l'amende, soit comme peine principale ?

1^o Surveillance de la haute police.

C'est une peine assez grave qui n'existait en matière correctionnelle que pour les délits contre la sûreté intérieure et extérieure de l'État (art. 49) et qu'exceptionnellement quand la loi l'indiquait expressément (art. 50). Elle n'est guère connue que comme ayant servi à prémunir la société contre le danger de la présence d'un condamné libéré, que la peine subie n'a pas dû corriger suffisamment. C'est pourquoi la plupart des articles du Code qui l'édicte s'appliquent à des délinquants d'habitude qu'il faut empêcher de commettre de nouvelles infractions (V. notamment art. 271 pour les vagabonds) et quand elle n'était qu'accessoire, on admettait qu'elle n'était que facultative pour le juge malgré les termes impératifs du Code. C'est ce principe qu'a confirmé le législateur de 1891 (L. du 26 mars) à propos de l'interdiction de séjour des réci-

(1) Pour le travail peine restrictive de liberté, V. *supra*, p. 91 et *infra*.

divistes, l'interdiction de séjour ayant conservé toutes les règles relatives à la surveillance de la haute police. L'organisation même de cette peine ne rendait pas tous les services nécessaires. De là les nombreux tâtonnements législatifs et sa suppression en 1885. Tout dernièrement, il s'est produit un mouvement doctrinal en faveur du rétablissement de cette peine ; mais dans l'intention d'en faire non plus une pénalité accessoire, mais une mesure préventive, destinée à faciliter le reclassement. Pour cela, on a proposé de la corriger, de la rendre plus souple, notamment en la laissant facultative pour le juge, en réduisant son maximum à cinq ans et en supprimant le temps d'épreuve nécessaire pour la suspension d'après le décret du 30 août 1875 (1).

Il semble donc inutile de chercher à se servir de cette forme de restriction de liberté pour des délinquants d'occasion dont on n'a aucune raison de se défier. Elle les exaspérerait, elle leur imprimerait une tache plus infamante que la prison, parce qu'on a l'habitude jusqu'ici de la voir appliquée à des vagabonds ou gens sans aveux, sans domicile fixe, qui ont été punis principalement de peines généralement criminelles, au moins graves. L'amélioration proposée pour cette peine ne ferait qu'atténuer ces inconvénients.

2° Confinement.

Mais prise sous un autre nom et employée à plus petites doses, ne peut-elle avoir un effet répressif sur des délinquants domiciliés et travailleurs à qui il faut éviter la prison ? Tel est le but du confinement du Code pénal italien (art 18). Dans cette peine, le condamné est astreint à demeurer un temps variant entre un mois et trois ans dans une commune désignée par la sentence, distante d'au moins 60 kilomètres tant de la commune où a été commis le délit, que de celle où soit la partie lésée, soit le condamné ont leur résidence.

La préoccupation du législateur ici n'a pas été seulement d'infliger une souffrance mais d'éviter tout ce qui pourrait ré-

(1) *Rev. Pén.*, 1898, janvier. — *Rev. Polit. et parl.*, 1897, p. 530 et suiv.

veiller chez l'auteur les sentiments mauvais qui l'ont entraîné, et chez la victime, les sentiments de haine et de vengeance qui pourraient provoquer de nouveaux délits. Ce sont même là les motifs dominants pour lesquels cette peine a été admise plutôt que pour son utilité répressive. Elle n'a de raison d'être, en effet, que pour ces délits spéciaux, coups et blessures, etc., qui proviennent d'animosités entre plusieurs individus. Employée dans ce cas comme peine accessoire, elle éviterait de nouveaux délits et comme peine principale, ce qui est surtout le but auquel il faut nous attacher maintenant, il faut qu'elle ait en outre de ce but préventif la qualité répressive. Celle-ci consiste en la souffrance d'être éloigné de son domicile pendant quelques semaines ou quelques mois. C'est bien faible, et bien inégal suivant les condamnés. Aussi souvent le confinement devient-il une sorte de condamnation morale avec une garantie accessoire pour l'avenir. C'est pourquoi il serait bon de ne s'en servir qu'en exigeant rigoureusement le paiement en dommages-intérêts quand il y a lieu.

Mais l'avantage de cette peine est-il si grand qu'il faille s'en dissimuler tous les mauvais côtés, la difficulté de la surveillance et l'atteinte portée inconsidérément aux intérêts commerciaux ou au travail des délinquants ?

Pour que la surveillance soit effective, il faudrait théoriquement qu'un agent de police soit attaché au condamné, ou tout au moins qu'on exige de celui-ci qu'il vienne faire contrôler par l'administration municipale sa présence assez souvent pour qu'il n'ait pas le temps de franchir la distance qui le sépare des lieux défendus, ce qui est impraticable à cause des moyens faciles de communication. On compte beaucoup, en réalité, sur la bonne volonté du condamné qui est honnête au fond et saura observer la prescription à lui imposée. C'est peu. Aussi en est-on réduit à sanctionner l'infraction à la défense de changer de résidence sans autorisation par un emprisonnement. S'il encourt cette nouvelle peine, il est moins intéressant qu'on ne l'avait cru, et il n'y a pas à le regretter (1),

(1) La sanction pourrait être une amende, il est vrai, mais alors pourquoi ne pas la prononcer directement ?

dira-t-on ; mais ce me semble plutôt fâcheux, car le caractère de la peine elle-même, la chance de ne pas être surpris, incite à violer l'ordre donné, d'autant plus que le condamné y sera souvent entraîné par le besoin de sauvegarder ses intérêts compromis par son absence.

Il faudra donc éviter le confinement aux commerçants dont la présence est utile à la direction de leur maison, au journalier, à l'employé, à toute personne vivant d'un salaire ou d'un traitement pour ne pas en faire une peine inégale et trop dure. On pourrait faire perdre une position à l'un, tandis que l'autre, rentier, n'aurait qu'un voyage à faire.

En outre, l'éloignement du condamné de sa famille fait souvent rejaillir sur celle-ci l'effet de la peine, et l'on a fait justement remarquer au Congrès de Rome (1) que cette peine pouvait conduire au désordre l'homme arraché ainsi aux habitudes de la vie régulière. Enfin, dans tous les pays où la surveillance de la haute police est ou a été pratiquée, l'opinion publique pourrait montrer une certaine défiance vis-à-vis de ces condamnés, car la forme extérieure de la peine est à peu près la même.

En résumé le confinement ne peut avoir son utilité que pour certains délits et sous la condition de la réparation des dommages ; mais à cause de ses inconvénients il faut l'écarter le plus possible, c'est-à-dire chaque fois qu'une autre peine remplit le même but.

3^e Arrêts domestiques.

L'obligation de ne pas sortir de sa maison pendant un temps déterminé, infligée comme peine, évite certainement l'emprisonnement aux délinquants que celui-ci pourrait corrompre. La souffrance est moindre, mais elle est proportionnée à la légèreté du délit ou de la contravention ; elle empêche celui qui est condamné de vaquer à ses affaires à l'extérieur et de goûter les plaisirs qu'il ne peut pas prendre chez lui.

(1) M. Ferd. Drevfus.

M. Lacointa (1) nous montre qu'elle est assez ancienne. Il la retrouve dans la loi 9 Dig. De Interd. et releg. XLVIII, 22, Ulp., *Potest præses quemdam damnare ne domo sua procedat*, et à la l. 9 Dig. De pœnis, XLVIII, 22, Ulp. Il est difficile de savoir l'emploi qu'en faisaient les Romains. Ce qui est le plus probable c'est qu'on voulait éviter à des personnages d'une certaine aisance l'ennui de subir une peine d'emprisonnement qui aurait été beaucoup plus terrible pour eux que pour les misérables des bas-fonds de Rome.

Quoi qu'il en soit, aujourd'hui, cette peine se retrouve dans le Code autrichien, § 246 et 262, Code de Zurich, art. 17, dans l'ancien Code des Deux-Siciles, art. 38, d'où elle a passé dans le nouveau Code italien, art. 21 § 2.

Pour l'Autriche c'est un substitutif de l'arrêt sous le nom de « Hausarrest » qui ne peut être accordé que quand le coupable a une réputation exempte de reproche (2).

En Italie, c'est aussi un substitutif de l'arrêt, peine privative de liberté pour les infractions légères (1 jour à 2 ans). Légalement elle est présentée plutôt comme un mode spécial d'exécution de cette peine, que comme une peine bien spéciale. L'article dit : « Le juge peut ordonner qu'elle sera subie dans leur habitation. » Au cas de transgression, l'entière peine reçoit son exécution dans les conditions ordinaires. Mais en fait, il ne s'agit plus de privation complète de la liberté, mais d'une restriction considérable. Le condamné a toujours comme milieu de vie la vie de tous, car il reste dans sa famille, son domicile. Et le caractère de la peine est tout à fait modifié. On peut le rapprocher de la punition militaire des officiers connue sous le nom d'arrêts de rigueur.

Que vaut-elle ? Les deux reproches essentiels qu'on lui ait fait, c'est d'être difficilement applicable à cause de la surveillance à organiser et à cause de son inégalité.

Pour les difficultés de surveillance, nous retrouvons en effet celles examinées plus haut pour le confinement. On ne peut

(1) V. *Le Code pénal d'Italie*, 1890.

(2) V. Joinville, *L'Emprisonnement à court terme*, 1880.

songer à vouloir installer un gardien dans la maison durant toute la durée. Ce serait fort coûteux et trop tyrannique pour qu'on appliquât souvent cette peine. Il n'y a donc qu'un moyen pratique, c'est qu'un agent chargé spécialement de cette surveillance visite de temps en temps, d'une façon très irrégulière les condamnés pour s'assurer qu'ils ne sont pas sortis. Il y a bien, me dira-t-on, la surveillance du public qui, rencontrant et reconnaissant le condamné dans la rue, ira colporter la nouvelle aux oreilles de la police. Mais pour que ce soit sérieux, il faudrait se trouver dans une petite ville, où presque tous les habitants se connaissent, du moins par quartiers, et peuvent savoir que l'un d'eux a été condamné aux arrêts domestiques. Et encore faudrait-il que tous ces faits étant connus de ceux qui rencontrent le condamné hors de chez lui, ils s'intéressent à ce qu'il exécute sa peine. Ceci est très simple pour les officiers des villes de garnison à cause de la rigueur de la discipline et aussi parce qu'ils sont en petit nombre dans la population et connus les uns des autres ; mais on ne pourrait l'étendre à tous les habitants.

Quant au reproche d'inégalité, il n'est exact qu'autant que cette peine pourrait être employée pour tout le monde indistinctement, riches ou pauvres, hommes ou femmes, comme peine générale, et que le juge en ferait une mauvaise application en n'en proportionnant pas la durée au plus ou moins de gêne que le condamné peut avoir à rester chez lui (1). Mais même dans ces conditions elle est encore difficile à être utilisée. Il y a des riches qui ne travaillent pas qui pourront très bien rester chez eux sans autre inconvénient que l'ennui de ne pouvoir continuer la vie de luxe qu'ils avaient coutume de mener, alors la peine se transforme en peine morale. Il y a surtout des gens qui travaillent en dehors de chez eux et ce sont eux les plus nombreux. Jamais le juge ne songera à les priver de leur gagne-pain.

Aussi le Code pénal italien a-t-il réservé cette peine aux femmes et aux mineurs, il ajoute nos récidivistes pour bien

(1) V. Ferri, *La Sociologie criminelle*, p. 559.

marquer son intention de ne favoriser que les délinquants d'occasions (1). La plupart des femmes s'occupent chez elles et les enfants n'ont guère besoin de sortir au dehors. La peine devient souvent anodine. Pour les femmes et les enfants qui travaillent au dehors, la peine ne peut plus être admise. On voit que la peine des arrêts domestiques ne peut guère offrir de ressources que contre les gens dont elle ne gêne pas le travail. Mais alors elle devient bien légère et ne peut servir que pour des contraventions ou des délits peu graves.

4° *Interdiction de séjour. — Exil local.*

Ce sont là des formes négatives de la restriction de liberté. Nous avons déjà vu que l'interdiction avait pris la place de la surveillance de la haute police en Droit français (L. 27 mai 1885), et pour la même raison qui nous a fait écarter la surveillance de la haute police, elle ne peut servir telle qu'elle existe actuellement à la répression des petits délits et des contraventions. Elle s'applique dans tous le cas et dans le même but que cette autre peine : prévention à l'égard des criminels dangereux (L. 1885, art. 19, § 2 et 4). Elle leur évite la récidive là où ils pourraient trouver des tentations trop fortes. Quant à son caractère répressif, il est plus faible encore, puisque le condamné n'est plus guère gêné pour fixer sa résidence. Ainsi est-elle rarement peine principale, et encore ne l'est-elle qu'en apparence : car il s'agit de cas où la peine ordinaire de l'infraction est écartée par suite de certaines circonstances déterminées par la loi (art. 100 et 213, 108, 138, 144, 271. C. Pén.) où elle remplace la surveillance (Cass. 30 juin 92. D. 93, 1, 48) (2).

Mais de même que le confinement correspond à la surveillance de la haute police et peut être d'une certaine utilité pour compléter la répression de certains délits, coups, Blessures,

(1) En 1894, 156 femmes et mineurs ont été condamnés aux arrêts dom. *Rev. Pén.*, 897, p. 96 et suiv.

(2) *Dall. Rép. Supp. v. Peine* n° 679.

bagarres, de même l'interdiction de séjour sous une forme atténuée par la dénomination et la durée peut avoir la même efficacité. Seulement, comme la répression y est encore plus douce, elle ne pourrait guère être employée que comme peine accessoire d'une peine plus sérieuse, l'amende par exemple, qui assurerait à la fois la punition et la réparation du dommage. C'est à cette conception que répond l'exil local qui avait été proposé en Italie dans les projets de 1868 et 1870, concurremment au confinement. Il obligeait le condamné à s'éloigner de 20 kilomètres sans désignation de résidence. Écarté avec le confinement en 1877, après avoir été admis avec lui en 1876, il a été définitivement abandonné lors du vote du Code (1), sans doute à cause de sa douceur.

D'ailleurs, mêmes inconvénients que dans le confinement pour la surveillance et l'atteinte portée aux intérêts pécuniaires et de famille du délinquant. S'il y a une différence, elle est en faveur de l'exil local : on pourra éviter au condamné de faire contrôler la ville où il se trouve, et la surveillance suffira par la constatation faite de temps en temps que le condamné n'est pas rentré chez lui. D'autre part la liberté laissée au condamné d'aller où il veut sauf dans un certain rayon de la ville défendue, diminue le préjudice qu'on peut lui causer. S'il travaille pour vivre, il trouvera plus aisément une place nouvelle.

Ainsi l'exil local doit être préféré pour cette catégorie de délinquants s'il est nécessaire de les éloigner de chez eux. Mais le confinement devra toujours être préféré pour les gens riches, car l'autre peine se réduirait à faire un voyage d'agrément. Mais ces deux peines étant insuffisamment répressives ne doivent être recommandées que comme accessoires de la réparation du dommage, facultatives pour le juge, pour les quelques délits sus-indiqués.

(1) V. Lacointa, *le Code Pénal d'Italie*, p. 18

Peines restrictives du patrimoine

Les peines restrictives de patrimoine sont au nombre de trois : l'amende, la confiscation et le travail.

Nous avons examiné d'abord l'amende à cause de l'importance considérable qu'elle peut prendre dans la répression des infractions légères.

Quant à la confiscation, je n'ai que peu de chose à en dire. C'est une peine trop spéciale pour être ici d'une bien grande utilité. D'ailleurs elle ne peut être mieux organisée qu'elle ne l'est, et, parce que c'est une peine complémentaire, il est à croire que les juges en usent chaque fois qu'il le faut; en pratique c'est surtout dans les matières spéciales, telles que douanes, brevets d'invention, etc. (1). Peu importe ici qu'on l'envisage comme mesure de police frappant certaines choses dont la possession est illicite ou dangereuse pour la société, cas où elle n'a pas tous les caractères de la peine, ou comme atteignant certains objets dont la possession n'offre rien d'illicite ni de dangereux, cas où elle est une véritable peine comme l'amende et en a tous les caractères; il suffit qu'elle porte sur certains biens du condamné parce qu'ils ont une relation directe avec l'infraction. Ce sont, par exemple, des gains obtenus par le délit sans qu'aucun particulier ait été lésé, les recettes d'un entrepreneur de spectacles obtenues par une représentation illicite (art. 427 C. Pén.) ou encore les dons du complice qui a provoqué le délit. (C. Pén., art. 364, 180), les armes et engins qui ont servi au délit de chasse. Il est certain que cette peine n'a pas à recevoir plus d'extension, c'est-à-dire qu'on ne peut confisquer que des choses qui ont un rapport direct avec l'infraction; quitter ce principe, c'est tomber dans l'arbitraire de la confiscation générale abolie par la Charte de 1814. Aussi serait-il peut-être exagéré de

(1) Dalloz, Supp., v° *Peine*, n° 785.

demander, comme M. Guillo (1), la confiscation de tout le matériel du délinquant pour un délit dont ce matériel a facilité l'exécution, à moins qu'il ne s'agisse de délinquants professionnels : tenue habituelle de maisons de jeu (art. 410).

Pour éviter les abus, en France, la confiscation ne peut être prononcée que quand la loi l'autorise formellement (2) dans les textes spéciaux, auxquels il faut se reporter pour savoir si elle est obligatoire ou facultative.

Le Code belge de 1867 va trop loin, selon nous, en prescrivant d'une façon générale qu'elle sera toujours prononcée pour crime ou délit (art. 43). Il en est de même du Code italien qui laisse la confiscation générale facultative pour le juge (3).

Mais il nous reste une peine qui atteint aussi la richesse sous une autre forme, c'est le travail. Celle-ci n'existe encore comme peine directe et principale dans aucune législation. Nous avons vu le rôle que le travail peut jouer dans le recouvrement des amendes comme substitutif. Eh bien, puisque l'on est obligé, pour les insolvable intéressants, d'en arriver là, lorsqu'on les a condamnés à payer une somme d'argent, pourquoi ne pas les y condamner directement ? La Société des prisons, en étudiant le problème qui nous occupe, a rejeté avec rapidité cette conception (4). Car, disait-on, il est bien assez difficile déjà de faire entrer le travail dans la loi pénale sous la première forme sans se jeter inconsidérément dans de plus grandes complications.

Tout d'abord le travail que nous avons vu est facultatif pour le condamné. On sera sûr que s'il l'accepte et qu'il l'exécute de bonne volonté, il mérite qu'on s'intéresse à lui. Ici il sera forcé en principe ; alors réapparaissent toutes les conséquences fâcheuses que nous avons pu écarter : l'organisation des maisons de travail avec des gardiens comme pour les prisons, l'impossibilité de laisser le condamné libre

(1) V. *Les Prisons de Paris*, p.

(2) Dalloz Rép., v° *Peine*, n° 836 ; Laborde, *op. cit.*, n° 395, p. 229.

(3) Dalloz, Suppl., v° *Peine*, n° 787.

(4) V. MM. Petit et Morel d'Arleux, *Rev. Pén.*, 1893, p. 1026 et suiv.

s'il refuse de travailler ; si l'on veut faire exécuter des prestations en nature, travaux en plein air (voirie, sylviculture, etc.), ce qui est la meilleure façon d'utiliser le travail dans la répression, l'on ne pourra plus se contenter des agents chargés ordinairement de faire exécuter ces travaux, qui ne voudraient ni ne pourraient devenir des gardes-chiourmes.

Peut-être ces dangers seraient-ils atténués si le juge ne prononçait la peine que contre des insolvable qu'il devine de bonne volonté. C'est délicat à reconnaître. Et il resterait l'inconvénient de demander peu d'heures de travail par jour à ceux, la presque totalité, qui ont un métier dans la journée. Ce serait sans doute nuire à leur travail ordinaire, et en tout cas, le rendement serait bien faible. Aussi vaut-il mieux les condamner à l'amende en la proportionnant à leurs ressources ; de la sorte, ils payeront une fraction du produit de leur travail ; s'il ne leur reste pas assez selon leur goût, il sera toujours temps de leur offrir ce travail qu'ils accepteront alors sans contrainte et pour se libérer de l'amende.

Je sais bien que le but de la peine du travail peut être compris autrement, en admettant que le travail lui-même, indépendamment de ce qu'il produit, devient un équivalent de la peine d'emprisonnement. Le travail ressemble, comme nous l'avons vu, à une peine restrictive de liberté (1).

Mais, conçu d'une façon ou de l'autre, le travail comme peine principale et directe n'est pas justifié, parce qu'en principe, il doit être forcé comme toute peine.

Une raison pourrait être présentée : il est bon que le juge évite la prison par le travail à celui qui le veut. Mais s'il a devant lui un insolvable qui ne peut pas être condamné à l'amende, et qui ne se rend pas un compte exact de l'intérêt que la société a à ne pas le jeter en prison pêle-mêle avec certains individus qui pourraient le corrompre, ne devra-t-il pas le forcer au travail pur et simple ? Ils seront très rares

(1) V. p. 131 et 140. C'est ainsi que le comprennent les législations qui font exécuter un travail à la journée et non à la tâche.

avec notre système ces vrais insolvable et s'il n'a pas la bonne volonté d'entrer en prison, c'est qu'il est déjà vicieux. On ne peut donc pas s'attendrir sur son sort, d'autant plus que les prisons étant moins encombrées, pouvant même être aménagées conformément à la loi de 1875 avec les produits plus forts de l'amende, la promiscuité lui sera évitée par la cellule.

Rejetons donc le travail, peine principale directe, comme inutile.

V.

Peines privatives de droits.

Les droits de chaque citoyen sont très nombreux et extrêmement variés. Les uns lui assurent sa place dans la direction des affaires publiques. D'autres sont attachés à la qualité de citoyen comme droits publics et impliquent un caractère d'honorabilité. D'autres enfin lui assurent son rang dans la famille. Il serait arbitraire de laisser le juge choisir au hasard celui dont il veut priver le délinquant à titre de peine. Il faut que le législateur fasse déjà un choix et ne garde que ceux dont la perte peut constituer une souffrance appropriée à la répression du délit, en évitant du moins de jeter dans la famille du coupable un trouble et une gêne que celle-ci n'a pas mérités. C'est pourquoi l'article 42 du C. Pén., qui énumère les interdictions de droits qui peuvent servir de peines complémentaires de peines correctionnelles est limitatif et que, contrairement à l'article 34 (C. Pén.) relatif à la dégradation civique, les interdictions peuvent être appliquées séparément. Malgré cela, peut-être n'use-t-on pas assez de l'article 42. En 1893, on constatait une baisse dans les statistiques : il y eut 1,156 cas d'application en 1887, 688 en 1888, 344 en 1889, etc.

Les diverses interdictions n'ont certainement pas la même valeur répressive.

D'autre part, l'article 42 ne comprend pas toutes celles qui

pourraient être utiles. Pour les examiner, nous reprendrons la division très pratique en groupe politique, groupe de de certains droits publics, et groupe de droits de famille.

1° Groupe politique.

Il comprend le droit de vote et d'élection d'une part, et de l'autre le droit d'éligibilité, cités par l'article 42. Le nombre des cas d'interdiction a été réglé dans le décret organique du 2 février 1852 (art. 15, 16, 17), la loi du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés (art. 22), celle du 7 juillet 1874, et celle du 15 avril 1884 (art. 14), sur les élections municipales.

La privation du second droit est certainement d'un intérêt moindre, à cause du petit nombre de personnes qui peuvent briguer une fonction élective, élément du pouvoir législatif ou exécutif, ne serait-ce que celle de maire ou de conseiller municipal. En tout cas, la forme la plus efficace serait la destitution pour ceux qui exercent ces fonctions.

La première est très importante : tout citoyen ayant, en principe, ce droit avec le devoir de l'exercer. Sa privation peut s'appliquer sérieusement à tous (1). M. Guillot, à la Société des prisons, en 1893, s'est montré très partisan de l'extension de cette interdiction. Il a fait voir qu'elle avait sa raison d'être et se justifiait quel que soit le délit, car le fait même de violer les lois sociales, même les plus élémentaires, doit enlever le droit de participer à la législature. Serait-ce d'une grande efficacité ? Il est hors de doute que l'introduction en France du suffrage universel a rehaussé chez chaque individu, surtout dans le peuple, le sentiment de la valeur personnelle. Ce sera une atteinte sérieuse portée à son orgueil que de lui enlever momentanément ou tout à fait cette part de la souveraineté nationale dont il est si fier. Cependant, il ne faut pas s'abuser sur l'étendue d'application possible de cette privation. Bon nombre de citoyens, surtout dans les classes

(1) Sauf les quelques exceptions, notamment celle relative aux femmes.

tranquilles de la société, n'ont pas, pour leur droit de vote, un tel attachement; ce que prouve le nombre toujours croissant des abstentions, et celui plus grand encore, mais incertain, de ceux qui votent, persuadés de l'impuissance de leur effort. La négligence de l'exercice de ce droit tient à des considérations politiques qui nous entraîneraient au delà de notre sphère, et, peut-être, ceux-là même qui l'abandonnent seraient très sensibles si on leur enlevait la faculté de l'exercer.

Mais il y a une raison d'ordre politique qui empêchera toujours d'étendre largement l'application de cette interdiction. Elle pourrait conduire à fausser le suffrage universel plus qu'il ne l'est, en modifiant le nombre des votants, et peut-être pourrait-on craindre l'influence des pouvoirs publics sur les magistrats pour faire écarter parmi le grand nombre des petits délinquants, ceux qui peuvent gêner les candidatures officielles.

2^e Groupe. — Privation de certains droits publics.

Tels sont les droits d'être juré, d'exercer certains emplois ou fonctions publiques, de port d'armes, d'être entendu comme témoin en justice, d'être expert ou employé comme témoin dans un acte (art. 2), de tenir école ou faire partie de l'enseignement à titre de professeur ou de surveillant (lois de 1850 et 1875), d'exercer certaines professions, etc.

Pour apprécier la valeur répressive des privations de ces droits il est utile de remarquer que quelques-unes sont plutôt des mesures de police ou de sécurité publique que des souffrances imprimées au condamné. Nous n'avons pas à chercher leur extension pour remplacer l'emprisonnement de courte durée, et si elles sont nécessaires à leur point de vue, leur application nécessitera toujours une peine principale qui inflige plus qu'une gêne dérisoire.

En effet, nous trouvons d'abord la privation du droit d'être juré (L. 21 nov. 1872, art. 2). Ce n'est qu'une mesure de décence. Il ne faut pas qu'un individu soit juge alors qu'il

a été condamné pour violation des lois sociales. Mais l'enthousiasme que l'on peut rencontrer à la rigueur pour l'exercice des droits politiques n'existe plus ici. Beaucoup ne sont jamais choisis sur les listes et s'en trouvent très heureux.

La privation du droit de port d'armes ou de permis de chasse (1) est une excellente peine pour les délits spéciaux de chasse, mais insuffisante, seule. Elle est généralement complétée par l'amende et la confiscation. A elles trois elles fournissent l'élément répressif suffisant pour éviter toujours la prison aux délinquants de chasse non braconniers.

L'interdiction de témoigner en justice est bien difficile à justifier et au point de vue répressif et à celui de l'utilité publique. L'incapacité est tout à coup tirée des ténèbres au moment où justement la société a besoin des révélations qui peuvent être très importantes (2). Elle les écoute bien, et n'y attache que la valeur de simples renseignements. Ce n'est donc qu'une façon d'humilier le condamné au moment où l'on requiert son témoignage. Cela arrive très rarement. Bien plus, le motif de cette défiance ne peut pas être la crainte du mensonge au moins chez les délinquants non vicieux occasionnels. Ils n'iraient pas aveuglément s'exposer aux peines sévères du faux témoignage. Nous écartons donc cette peine.

L'interdiction d'être expert ou témoin dans les actes est une sorte d'indignité qui n'a pas grande influence. Elle peut être utile à la suite de certains délits dans lesquels on aura constaté la mauvaise foi. Elle n'est pas gênante comme la précédente parce qu'on peut toujours trouver un autre expert ou un autre témoin.

L'interdiction de certains emplois ou fonctions publiques auxquelles on pourrait ajouter les offices publics compris dans l'énonciation de la dégradation civique, est au contraire une peine morale assez sévère, lorsque le coupable est en l'exercice de ces fonctions ou offices et dont il faut même user avec

(1) L. 3 mai 1844, art. 6 et 8.

(2) Bentham, *op. cit.*, p. 67.

modération. Autant elle est nécessaire contre des personnes dont les fonctions sont honorifiques, avec ou sans traitement, ou qui peuvent se passer de leur traitement pour vivre, autant elle devient odieuse au cas contraire, à moins qu'il ne s'agisse de délits excessivement graves qui mériteraient certainement plus que trois mois de prison. Pour les premiers, elle pourra servir à raison des délits primaires, abus de confiance, escroqueries, vols, commis par entraînement irréfléchi. Mais cette peine ne pourrait guère être alors qu'accessoire d'une amende, car il s'agit du délit de cupidité.

Mais si l'on a besoin simplement d'empêcher d'entrer dans certaine fonction des gens qui, ne l'exerçant pas actuellement, sont dans la possibilité d'y entrer, la peine n'a plus guère de valeur répressive ; mais c'est une mesure d'ordre excellente dont on ne saurait trop se servir pour épurer autant que possible les fonctions pour lesquelles on est en droit d'exiger une moralité inébranlable.

L'incapacité de tenir une école publique ou libre ou d'y être employé comme professeur ou surveillant, qui est du même genre, existait non dans l'article 42 du Code pénal, mais dans l'article 34, c'est-à-dire pour les crimes. Pour certains délits, notamment contre les mœurs, contre la probité, il était utile d'écarter les condamnés, même occasionnels, de l'enseignement. C'est ainsi que les lois du 15 mars 1850 et du 12 juillet 1875 ont réparé cette lacune. Ici il faudrait reprendre ce que nous venons de dire pour l'interdiction d'emplois. Il faut hésiter à priver un homme de sa place même dans l'enseignement où la moralité est du plus haut intérêt, tant qu'il ne s'agit pas d'un délinquant reconnu vicieux.

Dans le même ordre d'idées on pourrait d'une façon générale permettre aux juges d'interdire l'exercice d'une profession privée quelconque. C'est ce qu'a proposé M. Guillaot dans *Les Prisons de Paris* (1). C'est ce qu'a admis l'article 15 du nouveau Code pénal italien qui permet d'une façon générale la suspension de l'exercice d'une profession ou d'un métier pen-

(1) Paris, 1890.

dant une durée variant entre trois jours et deux ans, et la limitation aux métiers pour lesquels est exigée une concession de l'autorité (licence, patente, immatriculation) qui avait été proposée n'a pas été maintenue. La Suisse, dans le projet de Code pénal fédéral, admet au contraire cette limitation dans l'application de l'interdiction de professions privées. Car elle parle, dans l'article 32, d'un retrait de l'autorisation d'exercer une profession ou une industrie.

Le système le plus large est sans doute préférable; car le principe est bon et le but ici n'est plus d'éviter à la corporation une tache sur son honorabilité collective, mais de punir véritablement le commerçant ou l'industriel qui a abusé de son métier pour commettre le délit. J'ajoute même que cette peine serait aussi efficace que l'amende, ou même davantage, car elle agit pécuniairement en empêchant de gagner. Mais, pour les délinquants d'occasion, ce sera peut-être une peine dure de leur faire fermer boutique. C'est pourquoi, en Italie, on a descendu très bas le minimum de la durée de la peine (trois jours). Nous pouvons remarquer aussi que contre les délinquants d'habitude du même délit (récidive spéciale), par exemple pour falsification de denrées, tromperie sur les poids, la qualité et sur la quantité, etc. (V. art. 423 C. pén., modifié le 13 mai 1863), elle aurait une très grande utilité. Ce serait toujours préférable aux mois passés dans une prison, qui les corrompra tout à fait et leur donnera le goût d'étendre en dehors de leur profession les petits larcins qu'ils trouveraient bon de commettre chez eux.

Cependant, partout, les abus ont des inconvénients et ici surtout il ne faut pas perdre de vue que la situation de celui que l'on empêche d'exercer le métier qu'il sait peut devenir dangereuse pour la société, quand elle est prolongée longtemps.

3^e Groupe. — *Privation des droits de famille.*

Quant aux droits de famille, on ne peut guère songer à priver un individu que de ceux qui lui sont d'une utilité per-

sonnelle. Or, il y en a par lesquels il rend plutôt service à d'autres. Ce sont les droits de tutelle et de curatelle, qui impliquent aussi une certaine honorabilité. Aussi, la plupart des législations les rangent-elles parmi les droits dont on peut priver à titre de peine. (C. pén. français, art. 42. — C. pén. italien, art. 20, — etc.). Malheureusement, et précisément à cause de son caractère désintéressé, la privation de tels droits n'est pas une peine bien sérieuse. Aussi, nous n'insisterons pas. Il en est de même pour les droits de vote et de suffrage dans les assemblées de famille.

En résumé, l'article 42 du Code pénal pourrait fournir au juge les moyens de supprimer l'emprisonnement de très courte durée, à condition de compléter le nombre des interdictions ; ce qui permettrait de renforcer plus utilement l'amende et d'en ériger quelques-unes en peines principales pour certains cas (privation du droit de vote, de l'exercice d'une profession).

VI

Peines atteignant simplement la considération morale.

Ces peines sont actuellement très peu nombreuses, surtout depuis la suppression, par la loi du 24 décembre 1894, de l'amende honorable, des art. 226, 227 du Code pénal. Il n'y a plus que la publicité du jugement de condamnation.

L'amende honorable vestige d'une peine de l'ancien régime, la réparation publique d'un outrage fait à Dieu, au Roi ou aux corps constitués et en général à toute personne revêtue par ses fonctions d'une délégation de l'autorité divine ou royale, avait été conservée seulement pour les outrages aux magistrats et aux jurés. Facultative, elle était tombée en désuétude et le fait qui a provoqué son abolition définitive montre qu'on avait plutôt tendance à la tourner en ridicule (1).

(1) Un individu condamné par le tribunal d'Amiens à cette peine était venu, selon les anciens usages, pieds nus et la corde au cou, devant le tribunal pour exécuter sa peine. *Rev. Pén.*, 1894, p. 141.

En tout cas si on avait essayé de l'étendre en dehors des termes des articles 226, 227, sous forme d'amende honorable à faire à la victime par exemple, on eût provoqué des scènes regrettables.

Mais la publicité du jugement a certainement un champ plus grand d'application, car elle est sérieuse. Il n'est pas douteux que le fait de mettre à la connaissance du public, de répandre le plus possible la nouvelle de la faute commise, pour que tous ceux qui connaissent le coupable en soient informés, doit être très sensible au délinquant d'occasion que le remords ou tout au moins le regret de sa faute punit déjà. Mais les limites dans lesquelles elle est enfermée actuellement ne sont-elles pas trop étroites en matière correctionnelle ou de simple police? Contrairement à ce qui se passe en matière criminelle (art. 36, C. pén.), elle n'est pas de droit. Il y a des cas où en effet il serait mauvais que le jugement soit affiché ou publié par la presse; mais où la restriction est trop forte, c'est en ce que le juge est obligé pour pouvoir la prononcer de se baser sur un texte l'ordonnant ou l'autorisant et ces textes sont actuellement exceptionnels. Ex : loi du 5 juillet 1844, sur les brevets d'invention, art. 49; — loi du 27 mars 1851, art. 6, sur les fraudes en matière de vente de marchandises. Et il semble que le législateur soit peu favorable à son extension, car il a supprimé par la loi du 29 juillet 1881 (art. 68) sur la liberté de la presse deux articles qui le permettaient antérieurement en matière de diffamation (L. 9 juin. 1819, art. 11, et loi du 26 mai 1829, art. 26).

Mais tout en laissant au juge la faculté de la prononcer, on devrait l'admettre à titre général pour tous délits ou contraventions (1).

Elle pourrait permettre là où l'on n'oserait pas prononcer une amende trop forte de la prononcer quand même, ainsi renforcée. En tout cas il ne faudrait pas voir dans la publicité de la condamnation une peine principale; ce serait vraiment trop doux.

Peut-on adresser à cette pénalité le reproche fait au casier judiciaire de nuire considérablement au délinquant en réveil-

(1) V. Joinville, *op. cit.*

lant la défiance de ceux qui pourraient employer son travail ? Je ne le crois pas. L'affichage et l'impression dans les journaux est fait une seule fois ; et c'est tout. Elle ne suit pas le condamné partout, et si le bulletin n° 2 du casier délivré aux particuliers ne mentionnait pas les condamnations légères, le mal ne renaîtrait pas de cette autre publicité. — Le juge serait d'ailleurs toujours libre de prononcer l'affichage ou l'impression dans les journaux.

Nous en avons terminé avec toutes les peines qui peuvent servir à compléter le système répressif de l'amende pour les délinquants en général, nous arrivons à la peine que nous avons réservée, le service militaire comme équivalent de la peine privative de liberté.

SECTION II

LE SERVICE MILITAIRE

Nous avons déjà rencontré l'idée d'utiliser les différents services que tout étranger doit à l'État, pour remplacer l'emprisonnement de courte durée quand nous avons cherché les moyens de recouvrement de l'amende (transformation de la peine pécuniaire en prestations en nature). Maintenant ne pouvons-nous pas trouver dans un autre service en nature la solution de notre problème pour un certain nombre de cas, et du moins pour les délinquants adultes encore jeunes ? Bien que l'idée primitive eût été d'envoyer à l'armée les mendiants et les vagabonds (Congrès de Bordeaux, 1896, Congrès de Lyon, 1894), le projet de M. Leveillé, en 1896, s'étendait surtout aux délinquants d'occasion et il avait élaboré un projet de loi tendant à faciliter l'engagement pour une durée à déterminer des délinquants primaires, mineurs de 21 ans (1), condamnés à moins de deux ans d'emprisonnement, dans des corps spéciaux hors de l'armée régulière qui ne seraient autres que les bataillons d'infanterie légère d'Afrique réorganisés. Mais les choses ne se présentaient pas si simplement : en réalité il y avait à l'étude en ce temps-là la question de la réforme de la situation dans l'armée des condamnés avec sursis, et des condamnés à moins de trois mois d'emprisonnement. La première section de la Société des Prisons, qui reprit la question les 23 décembre 1896 et 6 février 1897, n'accepta pas les diverses propositions de M. Leveillé, mais elle releva des difficultés spéciales sur la forme même qu'allait prendre

(1) Ceci ressort du système sans y être dit formellement

la substitution de cet engagement militaire à la prison (1). Nous aurons à voir si on ne peut pas étendre, plus qu'on n'a osé jusqu'ici le demander, le principe nouveau.

Or deux groupes bien distincts de délinquants se présentent relativement à l'obligation du service militaire, ceux qui ont été condamnés antérieurement à l'accomplissement de leur temps de service ordinaire et ceux condamnés postérieurement à l'accomplissement de ce service.

I. — DÉLINQUANTS N'AYANT PAS ACCOMPLI LEUR SERVICE
MILITAIRE.

§ I

Situation des délinquants intéressants vis-à-vis
du service militaire.

La loi du 15 juillet 1889 a eu soin d'écarter de l'armée tous les condamnés qui lui semblaient suspects et dangereux pour son honneur. Elle a enveloppé dans cette réprobation tous les délinquants primaires qui ont été condamnés à plus de trois ans de prison pour vol, escroquerie, abus de confiance, attentat aux mœurs et outrage public à la pudeur. Donc parmi les jeunes gens appelés, il n'y a que les délinquants primaires (art. 5 § 3) qui ont été condamnés à moins de trois mois d'emprisonnement ou à l'amende pour ces délits ou à n'importe quelle peine pour les autres délits ou contraventions, qui soient incorporés dans l'armée régulière. Les autres sont envoyés aux bataillons d'Afrique où les attend la promiscuité plus dangereuse que celle des prisons. Parmi eux il peut très bien se trouver des délinquants intéressants, la démarcation de trois mois d'emprisonnement n'étant qu'un indice et non un critérium pour la distinction de ces délinquants.

Admettons qu'ils soient rares, que les juges aient bien pré-

(1) Elles ont été résumées dans un rapport de M. Saleilles. *Rev. Pén.*, 1897, p. 489.

sent à l'esprit la conséquence de leur décision quand ils frappent des délinquants primaires mineurs de 21 ans, et les aient condamnés à moins de trois mois de prison, ou à l'amende pour les délits sus-indiqués ; il a existé néanmoins jusqu'à ces derniers temps une situation intolérable créée par l'administration militaire dans le silence de la loi du 26 mars 1891 et relative aux condamnés avec sursis. Le sursis ne changeait pas leur situation et comme les tribunaux, pour rendre plus efficace le sursis qu'ils accordent, sont naturellement portés à exagérer la durée de l'emprisonnement, beaucoup de bénéficiaires, eux, étaient envoyés aux bataillons d'Afrique. On les jetait dans la voie du vice, on compromettait pour l'avenir la sécurité de la société en augmentant l'armée des déclassés ; on empêchait sans droit le sursis de produire tous ses effets ; on modifiait la décision du juge, qui doit être acceptée telle qu'elle est, quelle que soit la durée de la peine qu'il a prononcée avec sursis. Et pourquoi ? Pour sauvegarder l'honneur de l'armée régulière qui n'était d'ailleurs nullement compromis, puisque le législateur laissait dans celle-ci des condamnés purs et simples, jugés indignes du sursis (1). Une loi du 4 mai 1897 a assimilé le condamné avec sursis aux personnes non condamnées.

Mais notre but est de faciliter au condamné pur et simple, l'entrée dans l'armée : et ce ne peut être que par anticipation, c'est-à-dire par voie d'engagement. Or, par cette voie, l'entrée est encore rendue plus difficile que par voie de tirage au sort : les condamnés pour les délits ci-dessus énumérés, même à moins de trois mois d'emprisonnement, même à l'amende, ne peuvent s'engager que dans les bataillons d'Afrique (art. 59, 3°).

Il n'y a donc que les condamnés primaires (et même récidivistes) pour les autres délits qui peuvent s'engager dans l'armée régulière. Mais c'est certainement le petit nombre, les quatre délits prévus à l'article 5 étant les plus fréquents.

Remarquons que la même situation était faite aux condamnés avec sursis et que la loi du 4 mai 1897 y a heureusement re-

(1) Voir Rapport Saleilles, *op. cit.*, p. 459.

médié aussi en supprimant pour eux la nécessité de remplir les conditions de l'article 59, 3° et 4° de la loi du 15 juillet 1889. Seulement, comme elle n'a pas pu supprimer le 5° de l'article 59 qui exige d'être de bonne vie et mœurs, l'administration pourra toujours, si elle le veut, écarter le condamné avec sursis. Il est à souhaiter qu'elle n'abusera pas de l'arbitraire qu'on lui a laissé.

Le motif de cette sévérité relative à l'engagement, c'est de réserver l'entrée dans l'armée avant le temps normal à ceux qui sont particulièrement irréprochables, parce que les engagés sont souvent des jeunes gens qui veulent faire leur métier de la carrière militaire. On comprend parfaitement qu'on refuse à nos condamnés les engagements de faveur qui ne sont que de la durée ordinaire du service, soit trois ans. Mais de là à interdire à tous, même aux condamnés à moins de trois mois ou à l'amende pour les délits spéciaux, les engagements sérieux de quatre ou cinq ans, c'est faire un pas énorme dans la voie de la rigueur. D'ailleurs la différence entre ceux d'entre eux qui sont des délinquants d'occasion et les condamnés avec sursis n'est pas si sensible qu'il peut le paraître, et rien n'est plus juste que de leur permettre l'entrée dans l'armée régulière par voie d'engagement, en se réservant à ceux qui ont été condamnés à l'amende ou à moins de trois mois d'emprisonnement, et à condition qu'ils y restent cinq ans ; ainsi la différence sera suffisamment établie. C'est ce qu'avait décidé déjà, avant la loi du 4 mai 1897, la première Section de la Société des Prisons (1).

Il nous reste maintenant ceux des condamnés pour les délits spéciaux de l'article 59, § 3 (l. de 1889), à plus de trois mois d'emprisonnement et qui ne sont pas foncièrement vicieux, pour qui les juges ont cru cependant utile qu'ils subissent leur peine. Pour eux, bien que la limite de trois ans de prison soit une bien grossière démarcation pour mesurer l'étendue de la moralité, ils s'engageront, s'ils le veulent, dans les bataillons d'Afrique, c'est la loi actuelle (art. 59, 3°). Mais, en pratique,

(1) V. Rapport Saleilles, *op. cit.*

ils ne s'empresseront pas d'y aller, parce qu'ils leur répugneront. Le malheur est qu'ils n'y échapperont pas à leur tirage au sort. Donc, de toute façon pour eux, la réorganisation des bataillons d'Afrique s'impose. Elle s'impose davantage avec le système de M. Lévêillé qui pousse ces jeunes gens à l'engagement pour leur éviter la prison.

§ II

Extension de l'engagement pour remplacer l'emprisonnement, soit dans l'armée régulière, soit dans des corps spéciaux.

Le but de la rigueur que mettent la loi et surtout l'administration à écarter de l'armée tous ceux qui ont eu le malheur d'avoir été condamnés, est louable. En effet, l'armée doit-elle être le réceptacle des gens d'une moralité compromise ? Elle sert à l'éducation militaire des citoyens en temps de paix. Pourquoi vouloir en faire une succursale de la prison ? Veut-on bouleverser les sentiments de probité, de générosité et d'honneur qui doivent être la devise de tous ses membres, en y acceptant et même y poussant des individus justement parce qu'ils ont encouru quelque condamnation correctionnelle ? Il faut se garder, d'exagérer. Il s'agit ici de délinquants foncièrement honnêtes, qui, par leur faute légère, méritent qu'on s'intéresse à eux, parce qu'ils n'ont cédé que dans un moment de faiblesse. En leur ouvrant un peu plus la porte de l'armée, on n'ébranle en rien les sentiments de haute loyauté qui y sont en honneur. En effet, avec qui vont-ils entrer en contact ? D'autres jeunes gens dont la moralité n'a jamais failli ; mais pour un certain nombre, la raison c'est qu'ils n'ont pas été mis à l'épreuve par la misère et les mauvaises fréquentations. C'est donc le plus grand nombre, ceux qui n'ont pas de tache, qui raffermira les autres dans les idées saines et justes, et d'autant plus facilement que depuis les lois de 1872 et de 1889, le soldat n'est plus un professionnel, mais un citoyen qui paye son impôt, qui s'instruit pour le jour où la défense nationale aura besoin de lui

et des recrues nouvelles ont introduit dans l'armée des éléments nouveaux d'éducation, d'instruction et de moralisation supérieures qui ont fait de celle-ci une école où le sens de l'honneur peut facilement se relever (1).

Dans ces conditions, pourquoi ne pas pousser les jeunes gens dont le fond de l'esprit est resté intact à y entrer en leur supprimant la flétrissure de la peine privative de liberté ? Ce sont les condamnés à moins de trois mois d'emprisonnement pour délits quels qu'ils soient. On ne parle pas des contraventions parce que l'emprisonnement en est si court qu'aucun d'eux ne voudrait s'engager ; il serait préférable de les condamner toujours à l'amende. Pour ceux maintenant qu'on jugerait un peu plus douteux, mais intéressants encore, on leur offrirait l'engagement dans les corps spéciaux en Algérie ou Tunisie, mis à la place des bataillons d'infanterie légère d'Afrique. M. Leveillé allait plus avant, et voulait utiliser ce système d'engagement même pour les condamnés déjà vicieux, mais qui manifesteraient le désir de se relever. Aussi étend-il la limite à deux ans d'emprisonnement. Ainsi il n'y aurait rien de compromis, ni l'honneur de l'armée, ni le fonds d'honnêteté de ces délinquants. Et ce sera pour ceux-ci, s'ils sont véritablement dignes d'intérêt, une épreuve définitive : ils n'hésiteront pas à s'engager.

Ne voit-on pas un autre intérêt grave à favoriser cette tendance, si l'on songe au sort qui leur est réservé à leur sortie de prison en attendant le tirage au sort ? Ils sont vicieux alors qu'ils ne l'étaient pas, et malgré le patronage, ils ont plus de difficultés à trouver du travail à cause du service militaire qui va les prendre. Eh bien, c'est justement à l'armée à leur tendre les bras avec mansuétude, avant le contact de la prison, facilitant l'oubli rapide de leur faute, par le meilleur moyen d'amendement, alors cependant qu'aujourd'hui elle les repousse pour la plupart avec un impitoyable mépris.

Trois points sont à étudier pour l'extension de l'engagement des condamnés mineurs de 21 ans ; 1° la compensation

(1) V. Rapport Saleilles *Rev. Pén.*, 1897, p. 496.

qu'il offre au point de vue répressif; 2° les moyens de conversion de la peine en service militaire: 3° la réorganisation des bataillons d'Afrique pour les condamnés à plus de trois mois d'emprisonnement qu'on n'ose envoyer dans l'armée régulière.

1° Compensation de la peine.

La substitution du service militaire, par voie d'anticipation, à la prison, est-elle une autre peine ou simplement un procédé qui n'a rien de pénal et qui assure la répression en jetant le coupable dans un milieu d'où il sortira meilleur, simple moyen préventif? Il semble bien que le service militaire par lui-même ne devient pas une peine pour celui que l'on pousse à s'engager dans ces conditions, si la durée est celle qui est offerte à ceux qui veulent s'engager, c'est-à-dire si elle ne dépasse pas cinq ans, et s'il s'engage dans l'armée régulière. Mais sitôt que nous sortons de ces termes, si nous exigeons l'engagement, pour une durée dépassant cinq ans, ou dans des corps spéciaux, il y a une prolongation de la durée ou un endurcissement du régime qui sont imposés à tous. Même je dirai plus: il y a une aggravation normale dans l'engagement de cinq ans dans l'armée régulière, mis comme condition de la non-exécution de la peine privative de liberté; car si le délinquant préfère la prison, il se serait contenté du service normal de trois ans. Ceci nous montre bien que dans les deux cas de réforme que nous avons précisés plus haut, la faculté d'engagement de cinq ans dans l'armée régulière pour les condamnés à moins de trois mois d'emprisonnement pour n'importe quels délits et celle d'engagement dans des corps spéciaux pour une durée à déterminer pour les autres condamnés pour délits, la peine est presque toujours remplacée par une souffrance.

Maintenant, il s'agit de voir si cette souffrance est suffisamment répressive. Il faut, en d'autres termes, non pas la rendre équivalente en intensité à la peine évitée qui est reconnue trop forte, mais la proportionner au degré de culpabilité personnelle du délinquant. C'est ce qui est déjà ébauché dans

la division de deux groupes que nous venons de faire. Pour le premier groupe il n'y a rien à ajouter : la durée de l'engagement doit être la durée moyenne (5 ans). Pour le second on pourrait ajouter au temps normal du service, une durée complémentaire variant avec la gravité de la cause, en tenant compte d'ailleurs de ce que le régime sera un peu plus dur (1).

Il faudrait même que la durée ne soit pas telle que les condamnés préférassent la prison à l'engagement. Cette crainte n'existe guère que pour les condamnés à un ou deux ans d'emprisonnement. Pour eux, s'ils ne sont pas condamnés d'ailleurs avec sursis, il est rare que ce soient des délinquants intéressants, avides de réparer leur faute ; ou si ce sont des délinquants d'habitude, il est certain qu'ils refuseront la prison qui ne leur fait pas peur et même les attire.

Mais s'il y a toujours une souffrance plus forte que celle du service militaire normal qui compense la peine, est-il juste de dire que c'est une peine à la place d'une autre ? Certains pensent que non (2), malgré sa longueur et son régime modifiés. Nous n'avons plus de condamnés mais des soldats. Ce serait plutôt une transformation.

Mais il n'en est pas moins vrai que l'engagement militaire remplace la peine en faisant acquitter à la fois les deux dettes militaire et pénale, par une entrave à la liberté, rendue plus grande à cause de la condamnation et dont la durée est proportionnée à la faute et à la culpabilité du délinquant. Il ressemble fort aux prestations en nature servant à l'acquittement de l'amende pénale. C'est pourquoi il n'y a pas grand inconvénient juridique à classer ce procédé parmi les peines substitutives de l'emprisonnement.

2° Modes de conversion.

M. Leveillé en 1896 avait proposé deux modes de conversion, la conversion originaire ayant lieu dès la condamnation, et la conversion en cours de peine. La première est judi-

(1) Comp. Leveillé, article 2 du projet. *Rev. Pén.*, 1896.

(2) V. *Rev. Pén.*, 1897, p. 498, rapport Saleilles.

ciaire, la deuxième ne peut être qu'administrative. Elles fonctionnaient dans son système simultanément. Le juge pouvait accorder aux condamnés à moins de deux ans d'emprisonnement le sursis à l'exécution de la peine à la condition qu'ils s'enrôlassent immédiatement (1) (art. 1 du projet); et pour ceux que le juge aurait trouvé plus prudent de condamner purement et simplement, plus tard, s'ils manifestaient une bonne conduite, l'administration pourrait leur accorder la faculté de s'enrôler aussi, mais pour une durée plus longue (2). Nous savons que le renforcement du service militaire peut être aussi bien considéré comme mesure préventive disciplinaire que comme substitutif de répression, la distinction étant très subtile. Aussi ces deux conversions, pour ceux qui admettent qu'il y a suppression complète de la peine peuvent-elles prendre d'autres noms. On a appelé la conversion judiciaire, sursis conditionnel et la conversion administrative ressemble fort à une libération conditionnelle spéciale.

Lorsque la Société des Prisons reprit la question (3), elle discuta la valeur respective de chacun de ces modes, et on trouva des objections de l'un et de l'autre côté.

A. — SURSIS CONDITIONNEL OU CONVERSION JUDICIAIRE.

Le juge peut donc offrir au condamné le choix entre la prison ou le service militaire anticipé. En d'autres termes, il lui accordera le sursis à l'exécution de la peine, s'il s'engage. Le condamné évitera donc la prison sous la condition suspensive de son engagement. C'est sous cette forme que le sursis conditionnel a été compris.

Or, pratiquement les inconvénients ne sont pas sérieux et peuvent être surmontés. Nous savons que déjà les magistrats instructeurs s'efforcent souvent par un moyen extra-régulier de pousser le prévenu à s'engager et, s'il y réussissent, ils

(1) Pour trois ans dans des corps spéciaux.

(2) Cinq ou six ans, suivant que l'emprisonnement aura été prononcé pour moins d'un an ou pour plus d'un an et moins de deux ans.

(3) En Déc. 1896 et Févr. 1897.

arrêtent la poursuite judiciaire. Cela ne peut se passer que dans les villes où il y a un bureau de recrutement ; car les démarches se font rapidement. Rien n'est plus facile que d'étendre cette pratique à tous les Tribunaux et de le faire ouvertement. Donc, que les pourparlers soient faits d'abord, que l'affaire soit poursuivie jusqu'à la condamnation, si l'instruction l'a trouvé utile, après quoi le juge prononcera le sursis avec la condition. Il serait plus juridique que la réalisation de la condition suive la décision judiciaire. Cependant il est bon quelquefois de procéder par ordonnance de non-lieu comme actuellement, à cause des frais et de la longueur des débats qu'il peut être intéressant d'écarter (1). Quoi qu'il en soit, la réalisation de la condition dépend à la fois de l'assentiment du prévenu et de celui du recrutement.

Pour le prévenu, s'il n'accepte pas, c'est qu'il n'est guère digne de la faveur qu'on lui fait. Le plus difficile est d'obtenir le consentement de l'administration militaire. Le bureau qui est mal disposé à l'égard de l'entrée des condamnés dans l'armée peut faire tout ce qu'il veut pour les écarter systématiquement. Il y a d'abord le conseil de revision qui peut toujours trouver que la constitution est trop faible ; il y a ensuite l'article 59, 5° qui exige que l'engagé soit de bonne vie et mœurs. Avec ces deux armes, moralité et faiblesse physique, l'administration militaire peut tenir en échec notre système. Mais si jusqu'ici elle est assez rigide, c'est que la loi est actuellement pour elle. Et lorsque le législateur aura admis cette réforme, elle ne fera plus guère de difficultés.

Il restera les malingres ; pour ceux-là M. Leveillé avait prévu des compagnies d'ouvriers, d'organisation militaire mais non destinées à la marche ou aux fatigues, ce qui leur permettrait l'engagement à la place de la prison.

(1) La publicité peut être gênante, mais avec le huis clos, on peut la supprimer.

B. — CONVERSION ADMINISTRATIVE.

Ici l'administration pénitentiaire, sur la bonne conduite du condamné, peut lui accorder la faveur de transformer sa peine en service militaire.

J'ai parlé plus haut de libération conditionnelle spéciale, parce que la libération n'est réellement pas complète. En effet, ce serait exact si l'on pouvait appliquer ce système à des condamnés pour faits très légers, mais il est rare que pour ceux-là le juge ait hésité à leur accorder, s'ils sont intéressants, la faveur immédiatement en les condamnant. De sorte que ce procédé ne pourra guère avoir son utilité que pour ceux qui serait douteux à cause de l'importance de la condamnation qu'ils ont méritée. Ce sont les condamnés à quatre, cinq mois, un an et même deux ans d'emprisonnement ; or ils n'auraient que la faculté d'un engagement pour un temps plus long que le temps du service normal et dans des corps spéciaux. Ce serait donc pour eux une modification dans le mode d'exécution de la peine, l'équivalent serait obtenu par l'allongement de la durée du service, et l'envoi en Afrique.

Pour le but que nous poursuivons, ce second mode n'a pas grande valeur, il n'évite pas la prison complètement, puisqu'il faut toujours un délai d'épreuve. Cela suffit pour que tous les mauvais effets de la prison se soient produits et que la tache du passage, si court soit-il, soit marquée sur le condamné d'une façon indélébile.

Ce qui a paru grave à la Société des Prisons c'est que, l'administration et le juge accordant tous deux la conversion sous forme de substitutif de la prison, l'administration paraît accorder ce que le juge a trouvé bon de refuser. Mais il est fort possible que le Tribunal n'ait pas les renseignements suffisants pour bien juger un prévenu, ou deviner les conséquences de la condamnation qu'il va prononcer. L'Administration sera à même, quelques temps après, de constater ce que le juge n'avait pu voir.

Cependant c'est la grande raison qui a fait hésiter à admettre les deux systèmes cumulativement (1) ; il fallut choisir.

Les uns montrèrent que le sursis conditionnel était dangereux en ce qu'il cachait indifféremment un sursis pur et simple ou un substitutif de la prison. Si le tribunal veut un sursis dans les termes de la loi de 1891 avec condition d'engagement dans l'armée pour protéger le condamné contre les dangers du milieu où il se trouve, à quoi bon le sursis dit conditionnel, puisque par le sursis pur et simple il peut s'engager dans l'armée régulière ? Il le fera bien tout seul. Si au contraire il s'agit d'un délinquant indigne du sursis, pourquoi lui épargner la peine et ne pas lui demander, en outre du temps qu'il doit à l'État, la durée complète de la peine ?

D'ailleurs il faut craindre que le juge n'abuse du sursis conditionnel en négligeant le sursis pur et simple et ne provoque trop d'envois aux bataillons d'Afrique. Il n'y aurait, il est vrai, que les condamnés à plus de trois mois d'emprisonnement dans notre système qui y seraient envoyés. Le mal ne serait pas grand, puisque d'ailleurs ces corps seraient réorganisés. Ce qui est plus important, c'est qu'offrant trop souvent le sursis conditionnel seulement, ils le verraient refuser par les délinquants ; ceux-ci devenus suspects par leur refus seraient envoyés en prison, alors qu'à défaut de sursis conditionnel possible, les juges leur auraient peut-être accordé le sursis pur et simple.

La conversion administrative, au contraire, est plus logique, plus juridique : on est sûr que le délinquant est indigne du sursis. On l'admet à faire l'échange après coup. Mais c'est une faveur exceptionnelle qui serait justifiée par les besognes rudes de la colonisation aventureuse ; ce qui excluerait les réformés pour causes de santé, qui resteraient alors en prison.

La conclusion de cette façon de voir est simple : les délinquants intéressants pourront seuls profiter du sursis simple. —

(1) Il y avait aussi cette idée que la conversion administrative n'étant utile que pour les gens douteux, on ne voulait pas trop demander à la fois et se contenter de réformer la législation, pour ceux qui sont indubitablement intéressants.

Pour les autres ils resteront en prison ; exceptionnellement l'administration pourra convertir leur peine en service militaire spécial.

Ceci rentre presque dans ce que nous disions plus haut de la conversion administrative qu'elle n'avait guère de valeur que pour les délinquants d'occasion. Seulement est-ce une raison pour n'admettre pour eux que le sursis pur et simple ? M. Saleilles a fait remarquer (1) que cette manière de voir néglige tous les condamnés intéressants à qui le tribunal voudrait accorder le sursis tout en les protégeant contre eux-mêmes et les dangers de la liberté complète (2), C'était là l'avantage du sursis conditionnel. « Le rejeter c'est perpétuer les procédés extralégaux. »

C'est alors qu'il propose, pour éviter le caractère incertain de ce mode de conversion, de le comprendre autrement qu'on ne l'a étudié à la Société des Prisons, de l'entendre comme une modalité de la liberté et non plus comme un substitutif de la prison. Au lieu de dire au délinquant : « Je vous permets d'échapper à la prison, si vous vous engagez », lui dire : « Je vous mets en liberté à condition que vous vous engagiez. » L'engagement devient alors une condition résolutoire de la mise en liberté au lieu d'être une condition suspensive de l'exécution de la condamnation. Ceci permet de décider que le non-engagement n'entraînerait pas pour cela *de plein droit* la résolution de la mise en liberté. Il y aura à apprécier les causes du non-engagement qui peuvent être indépendantes de la bonne volonté du délinquant.

Cette forme de sursis conditionnel, on le voit, serait une mesure plutôt d'ordre préventif que la conséquence d'une condamnation mitigée, ce qui nécessiterait, pour qu'on l'introduisit, une conception moins rigide du pouvoir judiciaire que celle que l'on en a dans la France moderne, une conception analogue à celle qu'on avait autrefois de nos anciens Parlements et qu'on a aujourd'hui des juges en Angleterre et aux États-Unis;

(1) V. *Rev. Pén.*, 1897, p. 517.

(2) Et ce sont tous ceux dont nous nous occupons plus particulièrement dans notre étude.

il y a d'ailleurs en France même, une tendance à introduire la police préventive dans les pouvoirs des juges, dont le point de départ est l'article 66 relatif aux enfants mineurs de 16 ans. Quoi qu'il en soit, la conciliation serait possible entre les deux modes judiciaire et administratif de conversion parce que l'administration n'aurait plus à permettre ce que les magistrats auraient refusé ; ils agiraient différemment : le juge modifiant la liberté laissée au délinquant, l'administration modifiant la prison en y substituant le service militaire dans des corps spéciaux.

Il semble bien que cette conciliation n'existe guère qu'en la forme. Au fond, l'administration accorde la faveur de transformer la prison à ceux à qui le tribunal a refusé de l'accorder sous forme de sursis conditionnel. En effet, dire que l'engagement est une condition résolutoire de la liberté est une pure question de forme ; car si le juge met d'abord en liberté, c'est à cause de la condition qu'il va imposer. La distinction entre les deux formes de sursis conditionnel ne sert donc qu'à en déduire et chercher une conciliation juridique.

Mais cette conciliation est-elle nécessaire ? Pour un condamné douteux, à cause de l'insuffisance des renseignements ou de son passé déjà mauvais, il est possible que le juge condamne, et l'administration plus tard sera à même de constater ce que le juge n'avait pu voir et le modifier. C'est le principe de la libération conditionnelle. C'est ce conflit juridique qu'éviterait le système des sentences indéterminées.

En résumé, si nous rejetons le besoin de conciliation, nous voyons que ces trois formes de conversion peuvent servir à diverses classes de délinquants, suivant la gravité de leurs fautes et de leur état moral. La conversion après coup par l'administration est bonne pour tous les gens douteux et même les délinquants d'habitude certaine. Mais pour les délinquants d'occasion, qui méritent, malgré l'intérêt dont ils doivent être l'objet, un châtement plus sérieux que le sursis simple, il ne faut leur accorder cette faveur que s'ils s'engagent. C'est la première forme du sursis conditionnel, seule admise par la Société des prisons, et enfin pour ceux à qui il faut

absolument éviter la prison et dont la faute n'est pas grave, il est préférable de les condamner avec sursis toujours, et comme mesure préventive le juge imposera la condition d'un engagement dont la non-réalisation n'entraînerait pas forcément la déchéance du sursis.

3° Réorganisation des Bataillons d'Afrique (Corps spéciaux).

Mais pour étendre les moyens d'éviter la prison à ceux qui ont été condamnés à plus de trois mois d'emprisonnement et qui ne pourraient entrer dans l'armée régulière, il est indispensable de constituer ces corps spéciaux proposés par M. Leveillé, ou plus simplement de réorganiser les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, qui sont actuellement les corps disciplinaires où l'on envoie la plupart des condamnés exclus de l'armée. C'est une question militaire sur laquelle nous ne pouvons insister.

Actuellement ces corps mêlent, dans une promiscuité dangereuse, des éléments très divers. Il y a, depuis 1889, outre les condamnés durant leur temps de service militaire, qui constituent le quart de l'effectif, tous les jeunes gens ayant encouru des condamnations avant leur enrôlement, d'après l'article 5 de la loi du 15 juillet 1889. Cet élément, composé uniquement de recrues, a modifié tout à fait le caractère de ces corps de troupes (1).

Pour notre réforme, il s'agirait de séparer les condamnés non seulement par bataillon, mais par compagnie ou par section au besoin, suivant le degré de moralité ou la nature du délit. En faisant ce triage, en réservant certaines compagnies aux engagés nouveaux que nous enverrions en Algérie, l'assainissement serait aussi parfait que possible. Il n'y aurait guère de chance de corruption.

Leur rôle consisterait alors à être envoyés par sections mobiles et détachées, à compléter l'œuvre de l'armée coloniale

(1) V. *Rev. Pén.*, 1896, p. 1210.

régulière, à faire les travaux de défrichement dans nos colonies du nord de l'Afrique, et de même, en seconde ligne resteraient les compagnies d'ouvriers, composées de malingres, chargées de préparer les divers instruments et au besoin les armes nécessaires aux travaux de ceux qui sont en avant (1).

II

DÉLINQUANTS AYANT ACCOMPLI LEUR SERVICE MILITAIRE

La réforme que l'on a proposée, dans l'intention de son auteur et de ceux qui l'ont étudiée ensuite, ne doit s'appliquer qu'aux individus condamnés antérieurement à leur appel sous les drapeaux. Mais si elle produit pour eux de bons résultats, ne serait-il pas désirable de voir étendre cette faculté de remplacer la prison par le service militaire à ceux qui ont terminé leur période d'activité et qui sont encore dans la force de la jeunesse, c'est-à-dire environ jusque vers 30 ans. Le principe est séduisant. Il faudrait pour le rendre acceptable que la durée du service nouveau ne soit pas plus longue que le temps de prison de leur condamnation. D'ailleurs il n'y aurait pas à modifier les formes du système. Il s'agirait toujours d'un rengagement offert par le juge comme condition du sursis. Mais il est certain que le nombre des cas d'application serait plus restreint. On se retrouverait généralement en présence d'hommes qui n'auraient plus qu'un médiocre enthousiasme pour le service militaire, et qui, la plupart, s'ils sont intéressants, auront une position, si modeste qu'elle soit, et souvent une famille. Il sera donc préférable de les condamner à l'amende plutôt que de leur offrir une expatriation. — Pour quelques-uns cependant, pauvres, qui se trouvent sans situation stable, ce serait peut-être avantageux d'aller faire quelques mois de travaux dans un corps militaire, milieu où ils éviteront et la promiscuité de la prison en commun, et la solitude du régime

(1) V. *Rev. Pén.*, 1896, p. 1001 et suiv., et 1197 et suiv. — 1897, p. 489 et suiv.

cellulaire qui mène à l'idiotisme. On aurait aussi une chance de les voir rester, à leur libération, en Algérie ou en Tunisie, où la tâche des sociétés de patronage doit être plus facile. En allant plus au fond des choses nous rencontrerions l'utilité de pousser en ce sens les mendiants et les vagabonds pour débarrasser la France, en les aidant à reprendre le goût du travail par une discipline ferme, dans un pays plus jeune, et nous reviendrions au point de départ de la réforme au Rapport du conseiller Tellier au Congrès de Bordeaux (1896).

Avec le service militaire nous avons épuisé la série des peines qui peuvent servir à remplacer l'emprisonnement de courte durée pour les délinquants intéressants.

CHAPITRE VI

CONCLUSION

APPRECIATION GÉNÉRALE DE LA SUBSTITUTION

Toutes les peines que nous venons d'examiner sont d'une importance très inégale. L'une, l'amende, tient une place qui lui permet de remplacer l'emprisonnement, à elle seule, à condition d'être réorganisée dans son taux et dans son recouvrement. D'autres peines peuvent lui être adjointes pour compléter son effet répressif. D'autres peuvent la remplacer elle-même avec avantage pour certains délits et pour certains délinquants.

De ce faisceau, il s'agit de prendre à propos la ou les peines dont l'effet donnera, l'équivalent exact de souffrance nécessaire et suffisant à la punition du délinquant : en d'autres termes, il faut choisir une méthode d'application et de substitution.

Nous avons vu au Chapitre III que plusieurs systèmes avaient été proposés, que la substitution partielle pour certains délits est mauvaise, qu'il ne reste que la substitution générale.

Où le législateur supprimera radicalement l'emprisonnement de courte durée ; ou bien, le législateur n'opérant pas cette suppression, le système des circonstances atténuantes de l'article 463 se prêtera le mieux au mode de substitution judiciaire, qui est le seul possible, puisque la substitution ne peut avoir lieu que pour les délinquants intéressants et qu'il y a une appréciation de fait que le juge seul peut déterminer.

Cependant le système de l'article 463 n'est pas parfait. Pour jouer le rôle que nous nous proposons de lui donner, il devrait être modifié. Il faut d'abord éliminer cette disposition néfaste qui permet de réduire l'emprisonnement pour adoucir

la peine au lieu de lui en substituer une autre. Quant à l'insuffisance de la peine offerte en remplacement, nous avons montré aux chapitres IV et V que l'amende pouvait être rendue efficace dans tous les cas de suppression de l'incarcération pour les délinquants d'occasion, et qu'au besoin d'autres peines pouvaient servir, soit complémentaiement, soit principalement. Les juges ne peuvent plus hésiter à substituer pour cette raison.

Dans ces conditions, y a-t-il encore un danger à laisser au juge la faculté de choisir entre la substitution et le maintien de la prison ? Ne faut-il pas le forcer à substituer ? Si l'on admet qu'il n'y aura plus d'emprisonnement au-dessous d'une certaine durée, que les délinquants d'occasion auront d'autres peines, et les délinquants d'habitude, quelle que soit leur faute, des peines plus longues, en écartant davantage le champ d'application des peines pour les deux grandes catégories de délinquants, on aggrave peut-être le danger. Car si les juges se trompent, on leur impute de force la responsabilité de grands malheurs. D'ailleurs, il peut se présenter des délinquants même récidivistes qui pour de petits délits méritent des circonstances atténuantes, tout en n'étant pas par eux-mêmes intéressants ; dans ce cas nous devons laisser aux théories italiennes la hardiesse de vouloir quand même les jeter en prison pour un temps assez long, disproportionné avec le mal commis, et jusqu'à ce qu'ils soient corrigés. On ne peut donc supprimer complètement de la loi l'emprisonnement de courte durée, sauf peut-être pour une durée tout à fait courte, quelques jours par exemple (1).

Restant avec le maintien du principe de l'emprisonnement de courte durée, il nous faut parer au risque de ne pas voir appliquer le système par le juge. Les seules raisons qui peuvent nous laisser des craintes à cet égard, ce sont l'habitude de distribuer l'emprisonnement et la difficulté de distinguer les délinquants intéressants des autres. Pour la première, quoique d'ordre inférieur, elle a son importance. Les

(1) *Rev. Pén.*, 1897, p. 1043. Le Congrès de Heidelberg 1897 la fixe à sept jours.

juges se laissent souvent aller à frapper de l'emprisonnement des délinquants, qu'ils savent cependant intéressants pour satisfaire avant tout le besoin d'exemplarité, nous avons eu l'occasion de montrer que ce qui faisait l'exemplarité ; ce n'était forcément pas l'exagération de la rigueur, mais la certitude d'une peine bien proportionnée à la culpabilité intrinsèque et extrinsèque du délinquant ; or les juges se rendent bien compte des progrès des idées pénales. Il n'y a pas de raison pour qu'ils ne les appliquent pas. On nous objectera ce qui se produit depuis la loi du 26 mars 1891 : certains tribunaux refusent presque systématiquement le sursis, tandis que d'autres en abusent plutôt. Nous répondrons que c'est justement parce que la certitude de la punition est compromise. Avec une véritable peine on écarte cette fâcheuse conséquence qui montre l'insuffisance de la loi Bérenger pour remplacer les petites peines d'emprisonnement.

Le second obstacle est plus grave. Il est commun à tous les systèmes basés sur l'individualisation de la peine. Même en supposant que le juge ne soit pas égaré par les préjugés, peut-il reconnaître dans chaque cas le degré de démoralisation du coupable ? s'il mérite qu'on s'intéresse à lui et c'est une tâche très délicate, qui ne peut être qu'entravée par la rapidité avec laquelle sont instruits, jugés, classés, les petits procès correctionnels ou de simple police dans les grandes villes (1). Mais je ne la crois pas irréalisable. D'abord il n'est pas difficile de mettre le nombre de juges nécessaire pour que tout soit jugé avec hâte. Le juge ne connaît guère le prévenu ou l'inculpé, du moins dans les grands centres : le casier judiciaire est d'un grand secours ; mais ce n'est qu'un indice. Il sert à distinguer les délinquants primaires des récidivistes. Ce n'est pas tout. Il faut une sorte d'enquête sérieuse sur le délinquant

(1) Ferri, *la Sociologie criminelle*, p. 570. « Il est inévitable que les juges, même en dehors de leur ignorance biologique et psychologique des délinquants..... ne peuvent pas fixer leur attention sur ce défilé de figures qui passent devant la lanterne magique de la justice correctionnelle ou de police et ne sortent qu'avec un écriteau portant le numéro de l'article qu'on a appliqué à l'infraction commise. »

même dont le casier est blanc, pour savoir s'il est bien digne d'éviter la prison. Cette enquête se fera surtout auprès de ceux qu'il fréquente habituellement, qui connaissent ses habitudes, auprès des sociétés dont il fait partie, etc.

Et d'ailleurs, l'individualisation de la peine a pris place peu à peu dans notre législation criminelle. Et les tribunaux s'habituent de jour en jour à l'examen moral du délinquant. Il ne reste plus qu'à préciser leurs devoirs par des règles de procédure plus strictes, qui les obligent à refaire à rebours le chemin du processus criminel, qu'à leur donner le temps de remplir consciencieusement leur tâche délicate, qu'à faciliter, en un mot, la pleine éclosion de ce qui n'a été jusqu'ici qu'une tendance.

Alors seulement, en matière de petite criminalité, sera assurée, dans la mesure du possible, la proportion entre la culpabilité personnelle du délinquant et l'effet de la répression.

Vu :

Le Président de la thèse,

A. LE POITTEVIN.

Vu :

Le Doyen,

GARSONNET.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	7

PREMIÈRE PARTIE

L'EMPRISONNEMENT DE COURTE DURÉE

<i>Préliminaires.</i> — L'emprisonnement et les idées modernes	12
--	----

CHAPITRE I. — Les caractères de l'emprisonnement de courte durée dans leur rapport avec son but	18
---	----

SECTION I. — Privation de liberté.	19
--	----

II. — Régime et durée.	23
--------------------------------	----

§ 1. — Emprisonnement de simple police	23
--	----

§ 2. — — — — — correctionnel.	24
---------------------------------------	----

1° Diversité des régimes.	24
-----------------------------------	----

2° Emprisonnement en commun.	28
--------------------------------------	----

3° — — — — — cellulaire	30
-----------------------------------	----

CHAPITRE II. — Emploi de l'emprisonnement de courte durée	33
---	----

DEUXIEME PARTIE

LA SUBSTITUTION DE CERTAINES PEINES

<i>Préliminaires.</i> — Place de la substitution de certaines peines dans l'individualisation de la peine. Son rôle pour les délinquants d'habitude et pour les délinquants d'occasion.. . . .	39
§ 1. — Mineurs de seize ans.	39
§ 2. — Délinquants d'habitude	40
§ 3. — — — d'occasion	43
 CHAPITRE I. — Historique de la substitution de certaines peines.	47
 CHAPITRE II. — Utilité de la substitution de certaines peines	56
§ 1. — Le pardon et la réprimande.	56
§ 2. — Le cautionnement.	57
§ 3. — Le sursis	58
1° Critique de la loi du 26 mars 1891.	59
2° Critique générale des systèmes qui suppriment la peine	62
 CHAPITRE III. — Les systèmes de substitution.	66
§ 1. — Suppression de l'emprisonnement pour certaines infractions.	67
§ 2. — Suppression absolue de l'emprisonnement de courte durée	69
§ 3. — Substitution par les circonstances atténuantes.	70

CHAPITRE IV. — L'amende. 76

Généralités. — Ses caractères. 76

SECTION I. — Ses qualités. Leur effet répressif . . 79

§ 1. — Amendement 79

§ 2. — Intimidation individuelle et collective. . 80

§ 3. — Personnalité. 84

§ 4. — Égalité 85

§ 5. — Rémissibilité 86

§ 6. — Économie. L'utilisation des produits . . 86

§ 7. — Réparation du dommage particulier. La
double amende. 88

SECTION II. — Le taux 92

§ 1. — Fixation du taux. 92

Le Droit français actuel et les divers
systèmes

§ 2. — Maximum du taux. 103

SECTION III. — Le recouvrement 105

§ 1. — Organisation actuelle 105

1^o Délits et contraventions en général

Moyens de contrainte :

1) Solidarité. 106

2) Saisie sur les biens 107

3) Hypothèque. 108

4) Contrainte par corps 108

2^o Délits forestiers. Le travail 111

§ 2. — Résultats insuffisants. Leurs causes . .	114
1° Délits et contraventions en général	
Résultats.	
Causes : 1) Rôle de l'administration du	
fisc dans la répression.	115
2) Préférence de la contrainte par corps	
aux saisies	117
3) Insuffisance de la contrainte par corps	
L'emprisonnement substitutif de	
l'amende	117
2° Délits forestiers. Le travail	121
§ 3. — Le travail libre dans le recouvrement .	123
1° Les législations	123
2° Le rôle qu'il peut jouer. A. Inconvé-	
nients généraux ; B. Organisation . .	126
1) Nature des travaux.	128
2) Surveillance.	130
3) Rendement.	130
§ 4. — La réorganisation du recouvrement . .	132
1° Solvables	133
2° Insolvables relatifs.	133
3° — absolus	135

CHAPITRE V. — Les autres peines accessoires de l'amende ou principales 137

SECTION I. — Peines applicables à tous délinquants. 138

§ 1. — Peines corporelles.	138
§ 2. — Peines privatives de liberté. Arrêts. . .	139
§ 3. — Peines restrictives de la liberté. — Forme	
positive: surveillance de la haute police,	
confinement, arrêts domestiques . . .	141
Forme négative: interdiction de séjour,	
interdiction ou exil local.	148

§ IV. — Peines restrictives du patrimoine . . .	150
Confiscation	150
Travail.	151
§ V. — Peines privatives de droits.	153
1 ^o Groupe de droits politiques.	154
2 ^o — de certains droits publics.	155
3 ^o — de droits de famille.	158
§ VI. — Peines atteignant la considération morale	159
1 ^o Amende honorable.	159
2 ^o Publicité.	160
 SECTION II. — Le service militaire	 162
§ 1. — Délinquants n'ayant jamais accompli de service militaire	163
1 ^o Situation des délinquants intéressants vis-à-vis du service.	163
2 ^o Extension de l'engagement militaire comme substitutif de l'emprisonnement.	166
a) Compensation de la peine	168
b) Modes de conversion.	169
c) Réorganisation des bataillons d'infanterie légère d'Afrique, corps spéciaux.	176
§ 2. — Délinquants ayant accompli leur service militaire	177
 CHAPITRE VI. — Conclusion. Appréciation générale de la substitution.	
Réforme de l'art. 463. — Rôle des juges dans la distinction des délinquants et l'individualisation de la peine	179

Paris, Imp. PAUL DUPONT 4, rue du Bouloi. — 1042.5.98 T
